

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/204082]

Extrait de l'arrêt n° 114/2020 du 24 septembre 2020

Numéros du rôle : 6888, 6895 et 6898

*En cause* : les recours en annulation partielle de la loi du 18 septembre 2017 « relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces », introduits par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, par l'« Orde van Vlaamse balies » et par l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques et Y. Kherbache, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 mars 2018 et parvenue au greffe le 29 mars 2018, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me F. Krenc, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 49 de la loi du 18 septembre 2017 « relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » (publiée au *Moniteur belge* du 6 octobre 2017).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 avril 2018 et parvenue au greffe le 5 avril 2018, l'« Orde van Vlaamse balies », assisté et représenté par Me M. E. Storme, avocat au barreau de Gand, a introduit un recours en annulation des articles 47, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, seconde phrase, 49, alinéa 2, et 52, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 3 avril 2018 et parvenue au greffe le 6 avril 2018, un recours en annulation de l'article 5 de la même loi a été introduit par l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux, Benoît Vanderstichelen et Bart Van Coile, assistés et représentés par Me F. Judo et Me M. Vanderstraeten, avocats au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6888, 6895 et 6898 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à la loi attaquée*

B.1. La loi du 18 septembre 2017 « relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » (ci-après : la loi du 18 septembre 2017) actualise le dispositif préventif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, à la suite des développements intervenus dans cette matière au niveau européen et international (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 5).

La loi du 18 septembre 2017 vise à transposer en droit belge la Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 « relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la Directive 2006/70/CE de la Commission » (également désignée : « quatrième directive anti-blanchiment », ci-après : la Directive (UE) 2015/849) et les normes internationales du Groupe d'action financière (GAFI) « sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération », telles qu'elles ont été révisées en février 2012 (*ibid.*, pp. 5-24). Elle abroge et remplace la loi du 11 janvier 1993 « relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme » (ci-après : la loi du 11 janvier 1993).

La loi du 18 septembre 2017 complète l'approche répressive du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme par des mesures préventives (*ibid.*, pp. 24-25), qui sont passibles de sanctions administratives (articles 132 à 135) et de sanctions pénales (articles 136 à 138).

Les obligations imposées aux entités assujetties en matière de prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme sont rassemblées dans les articles 8 à 65 de la loi du 18 septembre 2017, qui forment le livre II de la loi :

« La structure du projet de loi diffère, tant de celle de la loi du 11 janvier 1993, que de celle de la Directive 849/2015, notamment en ce que le choix est ici proposé de rassembler dans un livre spécifique de la loi (le Livre II) l'ensemble des obligations qu'elle impose aux entités assujetties. L'objectif ainsi poursuivi consiste à promouvoir une compréhension plus exhaustive de ces obligations par les entités assujetties qui devront s'y conformer. La nouvelle structure proposée permet en outre de mieux faire apparaître l'articulation des différentes obligations entre elles, ainsi que la logique intrinsèque de cette articulation et du mécanisme global de prévention du BC/FT, dont chacune de ces obligations constitue une composante.

Cette nouvelle structure s'écarte également de celles de la loi du 11 janvier 1993 et de la Directive 849/2015 dans la mesure où elle formule en premier lieu les obligations en matière d'organisation et de contrôle interne avant d'énumérer ensuite les obligations opérationnelles auxquelles les entités assujetties doivent se conformer. Le choix ici proposé vise à indiquer plus clairement l'importance primordiale pour les entités assujetties de satisfaire à leurs obligations d'organisation et de contrôle interne (Titre 1<sup>er</sup>), en se fondant sur leur évaluation globale des risques (Titre 2), dans le but de pouvoir satisfaire à leurs obligations opérationnelles en matière de vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations (Titre 3), lesquelles sont un prérequis pour leur permettre de remplir leurs obligations de déclaration des opérations suspectes (Titre 4). L'ensemble de ce mécanisme requiert en outre qu'il soit satisfait aux obligations en matière de conservation et de protection des données et documents (Titre 5) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 61).

La loi du 18 septembre 2017 est entrée en vigueur le 16 octobre 2017.

*Quant à l'examen des moyens*

B.2. La Cour examine d'abord les griefs qui concernent l'application de la loi attaquée aux avocats (affaires n<sup>os</sup> 6888 et 6895). Elle examine ensuite le grief qui concerne l'application de la loi attaquée aux experts-comptables externes et aux conseils fiscaux externes (affaire n<sup>o</sup> 6898).

*Quant à l'application de la loi attaquée aux avocats (affaires n<sup>os</sup> 6888 et 6895)*

*En ce qui concerne l'objet des critiques*

B.3. La partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 6888 estime que l'article 49 de la loi attaquée viole le secret professionnel de l'avocat comme composante essentielle du droit au respect de la vie privée et du droit à un procès équitable. La partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 6895 formule le même grief à l'égard, premièrement, de l'article 47, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, deuxième phrase, de la loi attaquée, deuxièmement, de l'article 49, alinéa 2, de la loi attaquée, lu en combinaison avec l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, et troisièmement, de l'article 52, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi attaquée.

*En ce qui concerne les dispositions attaquées et les dispositions liées à celles-ci*

B.4.1. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, de la loi attaquée dispose :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux entités assujetties suivantes, agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle :

[...]

28<sup>o</sup> les avocats :

a) lorsqu'ils assistent leur client dans la préparation ou la réalisation d'opérations concernant :

i) l'achat ou la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales;

ii) la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs appartenant au client;

iii) l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires ou de portefeuilles;

iv) l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés;

v) la constitution, la gestion ou la direction de sociétés, de fiducies ou de trusts, de sociétés, de fondations ou de structures similaires;

b) ou lorsqu'ils agissent au nom de leur client et pour le compte de celui-ci dans toute opération financière ou immobilière; ».

B.4.2. L'article 9 de la même loi dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Les entités assujetties qui sont des personnes morales désignent, parmi les membres de leur organe légal d'administration ou, le cas échéant, de leur direction effective, la personne responsable, au plus haut niveau, de veiller à la mise en œuvre et au respect des dispositions de la présente loi et des arrêtés et règlements pris pour son exécution et, le cas échéant, des décisions administratives prises en application de ces dispositions, du Règlement européen relatif aux transferts de fonds et des mesures restrictives visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>.

Lorsque l'entité assujettie est une personne physique, les fonctions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées par cette personne.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 3, les entités assujetties désignent en outre, en leur sein, une ou plusieurs personnes chargées de veiller à la mise en œuvre des politiques, procédures et mesures de contrôle interne visées à l'article 8, à l'analyse des opérations atypiques et à l'établissement des rapports écrits y relatifs conformément aux articles 45 et 46 afin d'y réserver, si nécessaire, les suites requises en vertu de l'article 47, et à la communication des informations visées à l'article 54. Ces personnes veillent, en outre, à la sensibilisation et à la formation du personnel, et, le cas échéant, des agents et des distributeurs, conformément à l'article 11.

Lorsque l'entité assujettie est une personne morale, la ou les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont désignées par son organe légal d'administration ou sa direction effective.

[...]

§ 3. Lorsque cela est justifié pour tenir compte de la nature ou de la taille de l'entité assujettie, notamment quant à sa forme juridique, à sa structure de gestion ou à ses effectifs, les fonctions visées au paragraphe 2 peuvent être exercées par la personne visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

[...] ».

B.4.3. L'article 47 de la même loi dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Les entités assujetties déclarent à la CTIF, lorsqu'elles savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner :

1<sup>o</sup> que des fonds, quel qu'en soit le montant, sont liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme;

2<sup>o</sup> que des opérations ou tentatives d'opérations sont liées au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme. Cette obligation de déclaration s'applique y compris lorsque le client décide de ne pas exécuter l'opération envisagée;

3<sup>o</sup> hors les cas visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qu'un fait dont elles ont connaissance est lié au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme.

L'obligation de déclaration à la CTIF en application des 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, ne requiert pas l'identification, par l'entité assujettie, de l'activité criminelle sous-jacente au blanchiment de capitaux.

§ 2. Les entités assujetties déclarent également à la CTIF des fonds, opérations ou tentatives d'opérations et faits suspects, visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, dont elles ont connaissance dans le cadre des activités qu'elles exercent dans un autre Etat membre sans y avoir de filiale, de succursale ou une autre forme d'établissement par le biais d'agents ou de distributeurs qui l'y représentent.

§ 3. Les entités assujetties déclarent à la CTIF des fonds, opérations et faits déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la CTIF.

§ 4. Les entités assujetties déclarent à la CTIF, en application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, dans les délais visés à l'article 51 ».

B.4.4. L'article 48 de la même loi dispose :

« Les entités assujetties donnent suite aux demandes de renseignements complémentaires qui leur sont faites par la CTIF, en application de l'article 81, dans les délais déterminés par celle-ci. »

B.4.5. L'article 49 de la même loi dispose :

« En principe, toute information ou renseignement visé aux articles 47 et 48 est déclaré à la CTIF par la ou les personnes désignées en vertu de l'article 9, § 2.

Cependant, tout dirigeant, membre du personnel, agent ou distributeur d'une entité assujettie visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 22<sup>o</sup>, et 29<sup>o</sup> à 33<sup>o</sup>, ainsi que tout membre du personnel ou représentant d'une entité assujettie visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 23<sup>o</sup> à 28<sup>o</sup>, ayant lui-même la qualité d'entité assujettie, déclare personnellement les informations ou renseignements concernés à la CTIF chaque fois que la procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être suivie ».

B.4.6.1. L'article 52, tel qu'il était applicable avant sa modification par l'article 112 de la loi du 30 juillet 2018 « portant des dispositions financières diverses », disposait :

« Par dérogation à l'article 47, les avocats qui, dans l'exercice des activités énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, sont confrontés à des fonds, des opérations à exécuter, ou des faits visés audit article 47, sont tenus d'en informer immédiatement le Bâtonnier de l'Ordre dont ils relèvent.

Le Bâtonnier vérifie le respect des conditions visées aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, et 53. Le cas échéant, il transmet, conformément aux articles 50 et 51, et de manière non filtrée, les informations à la CTIF ».

B.4.6.2. L'article 52 de la loi attaquée, tel qu'il a été modifié par l'article 112 de la loi, précitée, du 30 juillet 2018, dispose :

« Par dérogation aux articles 47 et 49, les avocats qui, dans l'exercice des activités énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, sont confrontés à des fonds, des opérations à exécuter, ou des faits visés audit article 47, sont tenus d'en informer immédiatement le Bâtonnier de l'Ordre dont ils relèvent.

Le Bâtonnier vérifie le respect des conditions visées aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, et 53. Le cas échéant, il transmet, conformément aux articles 50 et 51, et de manière non filtrée, les informations à la CTIF ».

Cette disposition est entrée en vigueur le 20 août 2018 (article 134 de la loi du 30 juillet 2018).

Le renvoi, dans les travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2018, par le nouvel article 52 de la loi du 18 septembre 2017, à l'article 49 de celle-ci est justifié par la volonté d'éviter toute confusion en ce qui concerne le rôle obligatoire de filtre du bâtonnier :

« Cet article apporte une correction matérielle à l'article 52 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, en ajoutant une référence à l'article 49. De cette manière, le rôle obligatoire de filtre du bâtonnier est mentionné explicitement à l'article 52 de la loi précitée, pour éviter ainsi toute confusion et des problèmes d'interprétation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-3172/001, pp. 125-126).

B.4.6.3. Il appartient à la Cour de se prononcer sur la constitutionnalité de l'article 52 de la loi attaquée, tel qu'il était applicable avant sa modification par la loi du 30 juillet 2018, lequel a eu des effets juridiques de son entrée en vigueur, le 16 octobre 2017, au 20 août 2018.

B.4.7. L'article 53 de la loi attaquée dispose :

« Par dérogation aux articles 47, 48 et 54, les entités assujetties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 23<sup>o</sup> à 28<sup>o</sup>, ne communiquent pas les informations et renseignements visés auxdits articles lorsque ceux-ci ont été reçus d'un de leurs clients ou obtenus sur un de leurs clients lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations ou renseignements soient reçus ou obtenus avant, pendant ou après cette procédure, sauf si les entités assujetties visées ont pris part à des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, ont fourni un conseil juridique à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou savent que le client a sollicité un conseil juridique à de telles fins ».

B.5.1. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, de la loi attaquée prévoit que les obligations prévues par la loi attaquée sont applicables aux avocats lorsqu'ils interviennent dans un certain nombre de matières limitativement énumérées.

B.5.2. L'article 47 de la loi attaquée concerne l'obligation, pour les entités assujetties, de transmettre à la Cellule de traitement des informations financières (ci-après : la CTIF) une déclaration de soupçons de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, sur la base de laquelle des poursuites pénales pourront éventuellement être engagées (article 82 de la même loi). L'article 47, § 1<sup>er</sup>, prévoit que les entités assujetties déclarent à la CTIF les « fonds », les « opérations ou tentatives d'opérations » et les « faits » dont elles savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils sont liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme. L'article 47, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, qui porte sur les « opérations ou tentatives d'opérations » à déclarer, précise, en sa seconde phrase, que « cette obligation de déclaration s'applique y compris lorsque le client décide de ne pas exécuter l'opération envisagée ».

L'article 47 est examiné aux B.13 à B.18.

B.5.3. L'article 48 concerne l'obligation, pour les entités assujetties, de répondre aux demandes de renseignements complémentaires de la CTIF.

B.5.4. L'article 49 désigne, au sein des entités assujetties, les personnes habilitées à transmettre à la CTIF les informations visées aux articles 47 et 48.

L'article 49 est examiné aux B.19 à B.25.

B.5.5. L'article 52 de la loi attaquée, tel qu'il était applicable avant sa modification par la loi du 30 juillet 2018, prévoyait que, par dérogation à l'article 47, les avocats qui étaient confrontés à des fonds, des opérations ou des faits visés à l'article 47, dans l'exercice des activités énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, étaient tenus d'en informer immédiatement le bâtonnier, à charge pour celui-ci de transmettre ces informations « de manière non filtrée » à la CTIF, si les conditions d'application légales de l'obligation de déclaration visées aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, et 53 de la loi attaquée étaient réunies.

L'article 52 est examiné aux B.26 à B.31.

B.5.6. L'article 53 soustrait à l'obligation de déclarer des soupçons et à l'obligation de répondre aux demandes de renseignements complémentaires de la CTIF, les informations et renseignements qui sont couverts par le secret professionnel des professionnels du chiffre, des notaires, des huissiers de justice et des avocats, sous réserve de trois exceptions. Aux termes de cette disposition, les avocats ne communiquent pas les informations et renseignements visés aux articles 47, 48 et 54 lorsque ces renseignements ont été reçus ou obtenus dans une des deux situations suivantes : d'une part, lors de l'évaluation de la situation juridique du client et, d'autre part, dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, « y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations ou renseignements soient reçus ou obtenus avant, pendant ou après cette procédure ».

En application de l'article 53, *in fine*, cette règle n'est toutefois pas applicable si les avocats « ont pris part à des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, ont fourni un conseil juridique à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou savent que le client a sollicité un conseil juridique à de telles fins ». Dans ces trois situations, l'avocat reste donc soumis à l'obligation de déclarer des soupçons, visée à l'article 47, et à l'obligation de répondre aux demandes de renseignements complémentaires de la CTIF, visée à l'article 48, même s'il prend connaissance de ces informations et renseignements dans le cadre de l'exercice de son activité d'évaluation de la situation juridique du client ou de son activité de défense ou de représentation de ce client en justice.

B.6.1. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, l'article 9, l'article 47, l'article 49, l'article 52 et l'article 53 de la loi attaquée transposent, respectivement, l'article 2, paragraphe 1, point 3), *b*), l'article 8, paragraphe 4, *a*), l'article 33, paragraphe 1, alinéas 1<sup>er</sup>, *a*), et 2, l'article 33, paragraphe 2, l'article 34, paragraphe 1, et l'article 34, paragraphe 2, de la Directive (UE) 2015/849 (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 40, 157, 163, 166, 168 et 169), qui disposent :

« Article 2

1. La présente directive s'applique aux entités assujetties suivantes :

[...]

3. les personnes physiques ou morales suivantes, agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle:

[...]

*b*) les notaires et autres membres de professions juridiques indépendantes, lorsqu'ils participent, au nom de leur client et pour le compte de celui-ci, à toute transaction financière ou immobilière ou lorsqu'ils assistent leur client dans la préparation ou l'exécution de transactions portant sur :

*i*) l'achat et la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales;

*ii*) la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs appartenant au client;

*iii*) l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires, d'épargne ou de portefeuilles;

*iv*) l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés;

*v*) la constitution, la gestion ou la direction de fiducies/trusts, de sociétés, de fondations ou de structures similaires;

[...] ».

« L'article 8

[...]

4. Les politiques, contrôles et procédures visées au paragraphe 3 comprennent :

*a*) l'élaboration de politiques, de contrôles et de procédures internes, y compris les modèles en matière de gestion des risques, la vigilance à l'égard de la clientèle, la déclaration, la conservation des documents et pièces, le contrôle interne, la gestion du respect des obligations y compris, si la taille et la nature de l'activité le justifient, la nomination, au niveau de l'encadrement, d'un responsable du contrôle du respect des obligations et la sélection du personnel;

[...] ».

« Article 33

1. Les États membres exigent des entités assujetties et, le cas échéant, de leurs dirigeants et employés, qu'ils coopèrent pleinement :

*a*) en informant rapidement la CRF, de leur propre initiative, y compris par l'établissement d'un rapport, lorsque l'entité assujettie sait, soupçonne ou a des motifs raisonnables de soupçonner que des fonds, quel que soit le montant concerné, proviennent d'une activité criminelle ou sont liés au financement du terrorisme, et en donnant rapidement suite aux demandes d'informations supplémentaires soumises par la CRF dans de tels cas; et

*b*) en fournissant rapidement à la CRF, directement ou indirectement, à la demande de celle-ci, toutes les informations nécessaires, conformément aux procédures prévues par le droit applicable.

Toutes les transactions ou tentatives de transactions suspectes sont déclarées.

2. La personne nommée conformément à l'article 8, paragraphe 4, point *a*), transmet les informations visées au paragraphe 1 du présent article à la CRF de l'État membre sur le territoire duquel est établie l'entité assujettie qui transmet les informations ».

« Article 34

1. Par dérogation à l'article 33, paragraphe 1, les États membres peuvent, s'agissant des entités assujetties visées à l'article 2, paragraphe 1, point 3) *a*), *b*) et *d*), désigner un organisme d'autorégulation approprié de la profession concernée pour être l'autorité qui recevra les informations visées à l'article 33, paragraphe 1.

Sans préjudice du paragraphe 2, dans les cas visés au premier alinéa du présent paragraphe, l'organisme d'autorégulation désigné transmet rapidement et de manière non filtrée les informations à la CRF.

2. Les États membres n'appliquent pas les obligations prévues à l'article 33, paragraphe 1, aux notaires, aux membres des autres professions juridiques indépendantes, aux auditeurs, aux experts-comptables externes ni aux conseillers fiscaux, uniquement dans la stricte mesure où cette exemption concerne des informations qu'ils reçoivent de l'un de leurs clients ou obtiennent sur l'un de leurs clients, lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure ».

Les termes de l'article 53, *in fine*, de la loi attaquée sont repris des considérants 9, *in fine*, et 10 de la Directive (UE) 2015/849, qui disposent :

« (9) Les membres des professions juridiques, telles qu'elles sont définies par les États membres, devraient être soumis à la présente directive lorsqu'ils participent à des transactions de nature financière ou pour le compte de sociétés, notamment lorsqu'ils fournissent des conseils en matière fiscale, car c'est là que le risque de détournement de leurs services à des fins de blanchiment des produits du crime ou de financement du terrorisme est le plus élevé. Il conviendrait toutefois de soustraire à toute obligation de déclaration les informations obtenues avant, pendant ou après une procédure judiciaire ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Par conséquent, le conseil juridique devrait rester soumis à l'obligation de secret professionnel, sauf si le membre d'une profession juridique prend part à des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, fournit des conseils juridiques à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou sait que son client le sollicite à de telles fins.

(10) Des services directement comparables devraient être traités de la même manière lorsqu'ils sont fournis par l'une des professions relevant de la présente directive. Afin de garantir le respect des droits consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après dénommée ' charte '), les auditeurs, les experts-comptables externes et les conseillers fiscaux, qui, dans certains États membres, ont le droit de défendre ou de représenter un client dans une procédure judiciaire ou d'évaluer la situation juridique d'un client, ne devraient pas être soumis aux obligations de déclaration définies dans la présente directive pour les informations obtenues dans l'exercice de telles fonctions ».

B.6.2. Les considérants 27, 39 et 40 de la directive énoncent :

« (27) Il y a lieu de tenir compte, dans l'application de la présente directive, des caractéristiques et des besoins de plus petites entités assujetties qui entrent dans son champ d'application en leur garantissant un traitement adapté à leurs besoins spécifiques et à la nature de leurs activités.

[...]

(39) Pour certaines entités assujetties, les États membres devraient avoir la possibilité de désigner un organisme approprié d'autorégulation comme étant l'autorité à informer en premier lieu à la place de la CRF. Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, un système de déclaration, en premier lieu, à un organisme d'autorégulation constitue une garantie importante de la protection des droits fondamentaux pour ce qui concerne les obligations de déclaration applicables aux avocats. Les États membres devraient fournir les moyens et la méthode permettant de protéger le secret professionnel, la confidentialité et la vie privée.

(40) Lorsqu'un État membre décide de désigner un tel organisme d'autorégulation, il peut permettre ou faire obligation à cet organisme de ne pas transmettre à la CRF les informations obtenues auprès de personnes représentées par cet organisme lorsque ces informations ont été reçues de l'un de leurs clients ou obtenues sur l'un de leurs clients, lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une telle procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure ».

*En ce qui concerne les normes de référence*

B.7. Le moyen unique dans l'affaire n° 6888 est pris de la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 7 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le moyen unique dans l'affaire n° 6895 est pris de la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 7 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Compte tenu des griefs développés dans la requête, la référence à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme doit se lire comme une référence à l'article 8 de ladite Convention.

B.8.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.8.2. L'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit au respect de la vie privée. Ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.8.3. L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme protège le droit à un procès équitable.

B.8.4. L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications ».

L'article 47 de la même Charte dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

La compatibilité de dispositions législatives avec les articles 7 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lus en combinaison avec les articles 10, 11 et 22 de la Constitution et avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, ne peut être examinée par la Cour qu'en ce que ces dispositions mettent en œuvre le droit de l'Union. Dans la mesure où les dispositions attaquées transposent l'article 33, paragraphe 1, alinéas 1<sup>er</sup>, a), et 2, l'article 33, paragraphe 2, et l'article 34, paragraphe 1, précités, de la Directive (UE) 2015/849, elles relèvent du champ d'application du droit de l'Union.

Le droit au respect de la vie privée tel qu'il est garanti par l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le droit à un recours effectif garanti par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne doivent, en application de l'article 52, paragraphe 3, de celle-ci, être définis par référence au sens et à la portée que leur confère la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort de l'explication relative à l'article 7 de la Charte que cet article est fondé sur l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il ressort de l'explication relative à l'article 47 de la Charte que le deuxième alinéa de cet article correspond à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme, sauf en ce que, dans le droit de l'Union, le droit d'accès à un tribunal ne s'applique pas seulement à des contestations relatives à des droits et obligations de caractère civil ou à des accusations en matière pénale.

B.9.1. Le secret professionnel de l'avocat est une composante essentielle du droit au respect de la vie privée et du droit à un procès équitable.

Le secret professionnel de l'avocat vise en effet principalement à protéger le droit fondamental qu'a la personne qui se confie, parfois dans ce qu'elle a de plus intime, au respect de sa vie privée. Par ailleurs, l'effectivité des droits de la défense de tout justiciable suppose nécessairement qu'une relation de confiance puisse être établie entre lui et l'avocat qui le conseille et le défend. Cette nécessaire relation de confiance ne peut être établie et maintenue que si le justiciable a la garantie que ce qu'il confiera à son avocat ne sera pas divulgué par celui-ci. Il en découle que la règle du secret professionnel imposée à l'avocat est un élément fondamental des droits de la défense.

Comme l'observe la Cour de cassation, « le secret professionnel auquel sont tenus les membres du barreau repose sur la nécessité d'assurer une entière sécurité à ceux qui se confient à eux » (Cass., 13 juillet 2010, *Pas.*, 2010, n° 480; voy. aussi Cass., 9 juin 2004, *Pas.*, 2004, n° 313).

Même s'il n'est « pas intangible », le secret professionnel de l'avocat constitue dès lors « l'un des principes fondamentaux sur lesquels repose l'organisation de la justice dans une société démocratique » (CEDH, 6 décembre 2012, *Michaud* c. France, § 123).

B.9.2. C'est d'autant plus le cas en matière pénale, où le droit à ne pas contribuer à sa propre incrimination dépend indirectement, mais nécessairement, de la relation de confiance entre l'avocat et son client et de la confidentialité de leurs échanges (*ibid.*, § 118).

B.10. Les manquements aux obligations imposées aux avocats en vertu du livre II de la loi du 18 septembre 2017 sont punis d'une amende administrative. Cette amende, qui peut aller jusqu'à 1 250 000 euros (article 132, § 2, alinéa 2), revêt un caractère répressif prédominant, de telle sorte que la définition de ces manquements doit satisfaire au principe général de prévisibilité des incriminations. En outre, les avocats sont passibles d'une amende pénale de 150 euros à 5 000 euros en cas d'opposition à des inspections et vérifications menées par le bâtonnier, de refus de communiquer des renseignements ou de communication délibérée de renseignements inexacts ou incomplets (article 136, 3°).

B.11. Il découle de ce qui précède que la constitutionnalité des dispositions attaquées doit s'apprécier compte tenu de ce que le secret professionnel de l'avocat est un principe général qui participe du respect des droits fondamentaux, que, pour ce motif et en application du principe général de prévisibilité des incriminations, les règles dérogeant à ce secret ne peuvent être que de stricte interprétation et qu'il faut avoir égard à la manière dont est organisée la profession d'avocat dans l'ordre juridique interne. Ainsi la règle du secret professionnel ne doit-elle céder que si cela peut se justifier par un motif impérieux d'intérêt général et si la levée du secret est strictement proportionnée.

B.12. Par son arrêt n° 10/2008 du 23 janvier 2008, la Cour s'est prononcée sur la constitutionnalité des articles 2<sup>ter</sup> et 14<sup>bis</sup>, § 3, de la loi du 11 janvier 1993, tels qu'ils ont été insérés par la loi du 12 janvier 2004 « modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires financiers et conseillers en placements », qui concernent l'obligation, pour les avocats, de transmettre des informations aux autorités dans le cadre de la lutte contre le blanchiment.

Par cet arrêt, la Cour a jugé qu'en vertu des dispositions précitées, les informations portées à la connaissance de l'avocat, d'une part, dans le cadre de son activité de défense et de représentation en justice et, d'autre part, lors de l'évaluation de la situation juridique du client, sont couvertes par le secret professionnel (B.9.2 et B.9.3).

La Cour a par ailleurs précisé que la notion d'« évaluation de la situation juridique » du client comprend celle de conseil juridique (B.9.4). Elle a jugé que l'activité de conseil juridique vise à « informer le client sur l'état de la législation applicable à sa situation personnelle ou à l'opération que celui-ci envisage d'effectuer ou à lui conseiller la manière de réaliser cette opération dans le cadre légal » et que celle-ci « a donc pour but de permettre au client d'éviter une procédure judiciaire relative à cette opération » (B.9.5).

La Cour a rejeté les recours en annulation, sous réserve que l'article 2<sup>ter</sup> soit interprété en ce sens :

« - que les informations connues de l'avocat à l'occasion de l'exercice des activités essentielles de sa profession, y compris dans les matières énumérées dans cet article 2<sup>ter</sup>, à savoir la défense ou la représentation en justice du client et le conseil juridique, même en dehors de toute procédure judiciaire, demeurent couvertes par le secret professionnel et ne peuvent donc pas être portées à la connaissance des autorités et

- que ce n'est que lorsque l'avocat exerce une activité, dans une des matières énumérées à l'article 2<sup>ter</sup> précité, qui va au-delà de sa mission spécifique de défense ou de représentation en justice et de conseil juridique, qu'il peut être soumis à l'obligation de communication aux autorités des informations dont il a connaissance ».

*En ce qui concerne l'obligation de déclarer des soupçons lorsque le client renonce à une opération suspecte sur les conseils de son avocat (première branche du moyen unique dans l'affaire n° 6895)*

B.13. La partie requérante dans l'affaire n° 6895 estime que l'article 47, § 1<sup>er</sup>, 2°, seconde phrase, de la loi attaquée viole le secret professionnel de l'avocat et, partant, les normes de référence citées en B.7, dans l'interprétation selon laquelle l'avocat serait soumis à l'obligation de déclarer des soupçons, y compris lorsque son client renonce à une opération suspecte sur ses conseils.

B.14.1. Lors des travaux préparatoires, il a été précisé que l'article 47 de la loi attaquée « reprend et consolide sans modification de fond les obligations de déclaration de soupçons actuellement prévues aux articles 23 à 26 de la loi du 11 janvier 1993 [...] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 157).

B.14.2. En ce qui concerne l'application de la loi attaquée aux avocats, l'exposé des motifs indique que ceux-ci « restent soumis au dispositif législatif sans modification » (*ibid.*, p. 44).

Il a en outre été précisé que les interprétations de l'étendue des obligations imposées aux avocats qui résultent de l'arrêt précité n° 10/2008 « restent d'application » (*ibid.*, p. 166).

B.15. Par l'arrêt n° 10/2008, la Cour a jugé que « si l'avocat constate qu'il a persuadé son client de renoncer à exécuter une opération illégale ou à y participer, rien ne s'oppose à ce que

la relation de confiance entre l'avocat et son client soit maintenue puisque, dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu de communiquer des informations à son sujet à la Cellule de traitement des informations financières » (B.13.5).

B.16. Il ressort clairement des articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, 47, 52 et 53 de la loi attaquée que seules les informations connues de l'avocat dans les matières énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, en dehors de sa mission spécifique de défense et de représentation en justice et de celle de conseil juridique, échappent à l'obligation de secret professionnel et peuvent être portées à la connaissance de la CTIF, par l'intermédiaire du bâtonnier.

En revanche, toutes les informations connues de l'avocat dans le cadre de l'exercice des activités essentielles de sa profession, y compris dans les matières énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, précité, à savoir l'assistance et la défense en justice du client, ainsi que le conseil juridique, même en dehors de toute procédure judiciaire, demeurent couvertes par le secret professionnel et ne peuvent être portées à la connaissance de la CTIF par l'intermédiaire du bâtonnier - sauf dans les trois cas énumérés à l'article 53, *in fine*.

B.17. Les informations dont l'avocat a connaissance au sujet d'une opération ou d'une tentative d'opération suspecte que son client, sur ses conseils, renonce à exécuter sont connues de l'avocat dans le cadre de l'exercice de son activité de conseil juridique, telle qu'elle est définie en B.12. Partant, ces informations sont couvertes par le secret professionnel et échappent à l'obligation de déclaration de soupçons visée à l'article 47, en vertu de l'article 53 de la loi attaquée.

B.18. Il s'ensuit que l'obligation de communication prévue par l'article 47, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, seconde phrase, de la loi du 18 septembre 2017 est dénuée de justification raisonnable et qu'elle doit être annulée en ce qu'elle concerne les avocats. Le moyen unique dans l'affaire n<sup>o</sup> 6895, en sa première branche, est fondé dans cette mesure.

*En ce qui concerne les personnes habilitées à transmettre les informations à la CTIF (moyen unique dans l'affaire n<sup>o</sup> 6888 et deuxième branche du moyen unique dans l'affaire n<sup>o</sup> 6895)*

B.19. La partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 6888 reproche à l'article 49 de la loi attaquée de permettre à une personne tierce à la relation de confiance entre l'avocat et son client de communiquer directement et personnellement des informations à la CTIF (troisième grief), même si ces informations sont couvertes par le secret professionnel (premier grief), sans passer par l'intermédiaire du bâtonnier (deuxième grief).

La partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 6895 critique l'article 49, alinéa 2, de la loi attaquée, lu en combinaison avec l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, en ce qu'il prévoit l'intervention du bâtonnier en ce qui concerne les déclarations effectuées par l'avocat, mais pas en ce qui concerne les déclarations effectuées par les membres de son personnel.

B.20.1. L'article 49, précité, détermine, au sein de l'entité assujettie, la personne habilitée à transmettre à la CTIF la déclaration de soupçons visée à l'article 47 ou la réponse à une demande de renseignements complémentaires visée à l'article 48.

B.20.2. En vertu de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, c'est en principe par « la ou les personnes désignées en vertu de l'article 9, § 2 », que ces informations ou renseignements sont transmis à la CTIF.

L'article 9, § 2, précité, de la loi attaquée oblige les entités assujetties à désigner des « responsables anti-blanchiment » (aussi désignés : « *Anti-Money Laundering Compliance Officers* » ou « AMLCO » ), c'est-à-dire une ou plusieurs personnes responsables de la mise en œuvre concrète des mesures de contrôle internes et chargées, notamment, de transmettre les déclarations de soupçons à la CTIF (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 70-71).

B.20.3. Pour certaines entités assujetties, dont les avocats, visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, de la loi, l'article 49, alinéa 2, ajoute :

« Cependant, [...] tout membre du personnel ou représentant d'une entité assujettie visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 23<sup>o</sup> à 28<sup>o</sup>, ayant lui-même la qualité d'entité assujettie, déclare personnellement les informations ou renseignements concernés à la CTIF chaque fois que la procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être suivie ».

B.21.1. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 49 de la loi attaquée (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 163-164) que le législateur a voulu que toutes les entités assujetties à la loi désignent un responsable anti-blanchiment (AMLCO) chargé, en principe, en vertu de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, de transmettre à la CTIF la déclaration de soupçons ou les renseignements complémentaires sollicités par celle-ci.

B.21.2. Se référant à l'article 9 de la loi attaquée, le Conseil des ministres précise qu'en ce qui concerne les avocats, sont en principe désignés comme le responsable anti-blanchiment qui est chargé de la transmission des informations ou renseignements à la CTIF en vertu de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, l'avocat ou les avocats en charge du dossier.

B.21.3. Sous réserve de cette interprétation, l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, ne porte pas une atteinte disproportionnée au secret professionnel de l'avocat.

B.22.1. Il ressort aussi de ces travaux préparatoires que l'article 49, alinéa 2, vise à permettre aux employés et aux représentants de l'entité assujettie de procéder personnellement à la transmission d'informations à la CTIF « chaque fois que la procédure normale, via l'AMLCO, ne peut être suivie » et que « [c]eci peut être le cas lorsque par exemple, l'AMLCO n'est pas atteignable en temps utile, ou lorsque les dirigeants des entités assujetties semblent impliqués dans une activité de blanchiment ou de financement du terrorisme et feraient obstacle à la transmission des informations [...] ». Il est toutefois précisé qu'en ce qui concerne les professions non financières soumises au secret professionnel, notamment celle d'avocat, seul « le titulaire en charge du dossier » ou « un membre du cabinet titulaire de la profession visée » peut procéder à la transmission d'informations à la CTIF en vertu de l'article 49, alinéa 2, à l'exclusion des employés de ces professionnels, afin de tenir compte des spécificités de ces professions et de l'arrêt de la Cour n<sup>o</sup> 10/2008 (*ibid.*, p. 163).

B.22.2. Le Conseil des ministres observe que, dans l'article 49, alinéa 2, les termes « ayant lui-même la qualité d'entité assujettie » traduisent cette intention du législateur d'exclure les employés des avocats de l'obligation de communication d'informations à la CTIF prévue par cette disposition. Ainsi, seul le membre du personnel ou le représentant « ayant lui-même la qualité d'entité assujettie » procède à la transmission d'informations à la CTIF lorsque la procédure ordinaire de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être suivie. Les membres du personnel des cabinets d'avocats n'ayant pas eux-mêmes la qualité d'entité assujettie, ils ne sont pas soumis à cette obligation.

Le Conseil des ministres ajoute qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi et de l'interdiction de divulgation à des tiers, visée à l'article 55 de la même loi, que seul un représentant de l'avocat ayant lui-même la qualité d'avocat et « faisant nécessairement partie du même cabinet » peut transmettre des informations ou renseignements à la CTIF en vertu de l'article 49, alinéa 2, lorsque la procédure ordinaire de l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être suivie.

B.22.3. Par son arrêt n<sup>o</sup> 10/2008, la Cour a jugé :

« B.15.1. Les requérants reprochent à l'article 30, 2<sup>o</sup>, de la loi attaquée, qui modifie l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993, de permettre à tout employé ou représentant des avocats de procéder personnellement à la transmission d'informations à la Cellule chaque fois que la procédure normale n'a pu être suivie, c'est-à-dire chaque fois que l'information n'a pu être transmise par l'avocat lui-même, ce qui serait constitutif d'une violation du secret professionnel et, partant, d'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.15.2. L'exposé des motifs indique que cette disposition vise ' à permettre aux employés et aux représentants de ces professionnels de procéder personnellement à cette transmission, lorsque les titulaires de la profession ne sont pas en mesure d'accomplir ce devoir, ou au cas où ils voudraient de mauvaise foi se soustraire à cette obligation ' (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.15.3. Le Conseil des ministres précise qu'il est évident que cette disposition doit être lue en combinaison avec celles qui ont été introduites dans cette législation pour tenir compte de la spécificité de la profession d'avocat.

Même dans cette interprétation de la disposition, rien ne pourrait justifier qu'un tiers à la relation entre l'avocat et son client puisse transmettre aux autorités des informations relatives à ce client. Il en va d'autant plus ainsi que les employés de l'avocat peuvent n'avoir aucune qualification ou compétence juridique, et qu'on n'aperçoit pas comment ils seraient à même de juger de la réunion des conditions d'application de la loi à l'avocat par qui ils sont employés ou qu'ils représentent.

B.15.4. En ce qu'il permet que tout employé et tout représentant des avocats procèdent personnellement à la transmission d'informations à la Cellule, même en s'adressant au bâtonnier de l'ordre, l'article 30 de la loi du 12 janvier 2004 porte une atteinte au secret professionnel de l'avocat qui n'est pas susceptible de justification et viole, par là, les dispositions citées au moyen.

B.15.5. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 modifié par l'article 30, 2°, de la loi du 12 janvier 2004, les mots ' et 2ter ' . »

B.22.4. Même à supposer que les employés des avocats ne seraient pas soumis à l'obligation de transmission à la CTIF visée à l'article 49, alinéa 2, et pour les mêmes motifs que ceux de l'arrêt n° 10/2008, rien ne justifie qu'un tiers à la relation entre l'avocat et son client, même s'il est lui-même avocat, puisse transmettre aux autorités des informations relatives à ce client.

B.22.5. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 49, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017, le renvoi à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, de la même loi. Par l'effet de cette annulation, les termes « tout membre du personnel ou représentant d'une entité assujettie visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 23° à 28°, ayant lui-même la qualité d'entité assujettie » contenus dans l'article 49, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017 doivent se lire comme « tout membre du personnel ou représentant d'une entité assujettie visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 23° à 27°, ayant lui-même la qualité d'entité assujettie ».

B.23. Cette annulation ne porte pas préjudice à l'obligation, pour les avocats, de transmettre une déclaration de soupçons à la CTIF en vertu des articles 47 et 49, alinéa 1<sup>er</sup>, sous réserve de l'interprétation faite en B.21, dans le respect des garanties prévues aux articles 52 et 53.

B.24. Cette annulation ne porte pas préjudice à la transposition complète en droit interne de l'article 33, paragraphe 2, précité, de la Directive (UE) n° 2015/849. Il n'y a pas lieu de poser à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suggérée par la partie requérante dans l'affaire n° 6888 et par la partie intervenante.

B.25. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres griefs dirigés contre l'article 49, alinéa 2, dès lors que ceux-ci ne pourraient pas conduire à une annulation plus étendue.

*En ce qui concerne la transmission des informations à la CTIF « de manière non filtrée » par le bâtonnier (troisième branche du moyen unique dans l'affaire n° 6895)*

B.26. La partie requérante dans l'affaire n° 6895 critique l'article 52, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi attaquée, en ce qu'il impose au bâtonnier de transmettre « de manière non filtrée » à la CTIF l'information qui lui a été communiquée par l'avocat.

B.27.1. Les articles 52, alinéa 1<sup>er</sup>, et 53 de la loi imposent à l'avocat d'informer le bâtonnier dès qu'il constate, dans le champ d'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, de la loi et en dehors de sa mission de défense et de représentation en justice et de celle de conseil juridique, des faits qu'il soupçonne être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme.

L'article 52, alinéa 2, de la loi impose au bâtonnier de vérifier si l'avocat agit dans le champ d'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, de la même loi et en dehors de sa mission de défense et de représentation en justice et de celle de conseil juridique au sens de l'article 53 de ladite loi. Si ces conditions sont réunies, il transmet à la CTIF la déclaration de soupçons de l'avocat « de manière non filtrée ». Dans cette hypothèse, le bâtonnier informe l'avocat de la transmission des informations à la CTIF et l'avocat met fin à son intervention sans en indiquer les raisons à son client (voy., en ce sens, l'article 55, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée, ainsi que l'article 70, § 4, du Code de déontologie des avocats de l'« Orde van Vlaamse balies » et l'article 4.87, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de déontologie de l'avocat de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone).

Si le bâtonnier constate que les conditions fixées aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, et 53 ne sont pas remplies, il ne transmet pas à la CTIF les informations qu'il a reçues de l'avocat.

B.27.2. En ce qu'il exige qu'en cas de respect des conditions légales, le bâtonnier transmette les informations de manière non filtrée à la CTIF, l'article 52, alinéa 2, de la loi attaquée reprend les termes de l'article 34, paragraphe 1, alinéa 2, de la Directive (UE) 2015/849.

B.28. Comme la Cour l'a jugé par l'arrêt précité n° 10/2008 (B.14.2) :

« L'intervention du bâtonnier dans la transmission d'informations par les avocats à la Cellule de traitement des informations financières est une garantie essentielle, aussi bien pour les avocats que pour leurs clients, qui permet de s'assurer qu'il ne sera porté atteinte au secret professionnel que dans les cas strictement prévus par la loi. Le bâtonnier a pour rôle de vérifier que les conditions d'application légales de l'obligation de communication sont bien remplies et, s'il constate que tel n'est pas le cas, il doit s'abstenir de transmettre l'information qui lui a été communiquée. L'intervention d'un organe d'autorégulation de la profession a été prévue par la directive ' afin de tenir dûment compte de l'obligation de discrétion professionnelle qui incombe [aux avocats] à l'égard de leurs clients ' (Directive 2001/97/CE, considérant 20). L'intervention du bâtonnier est conçue comme ' un filtre ' entre les avocats et les autorités judiciaires, « pour éviter toute atteinte aux droits fondamentaux de la défense » (Doc. parl., Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17). »

Par le même arrêt, la Cour a rejeté les recours, sous réserve que l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la même loi du 11 janvier 1993, remplacé par l'article 27 de la loi du 12 janvier 2004, soit interprété en ce sens que toutes les communications d'informations à la CTIF soient effectuées par l'intermédiaire du bâtonnier.

B.29.1. Contrairement à ce que la partie requérante soutient, la précision, faite à l'article 52, précité, selon laquelle les informations reçues de l'avocat sont transmises « de manière non filtrée » par le bâtonnier ne remet pas en cause la mission de contrôle reconnue par l'arrêt n° 10/2008, précité, par lequel la Cour a jugé que l'intervention du bâtonnier était conçue « comme ' un filtre ' entre les avocats et les autorités judiciaires ».

Le bâtonnier exerce un contrôle de légalité. Il a en effet pour seul rôle de vérifier que les conditions d'application légales de l'obligation de déclaration visées aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28°, et 53, sont respectées, à l'exclusion de celui d'évaluer le soupçon émis par l'avocat (Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 166).



B.29.2. L'intervention obligatoire du bâtonnier, visée à l'article 52 de la loi attaquée, même limitée à un contrôle de légalité, garantit la vérification par le bâtonnier que la déclaration de l'avocat relève du champ d'application, strictement limité par les articles 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, et 53, de la loi, de l'obligation de communication. Comme il a été indiqué en B.27.1, si le bâtonnier constate que ces conditions ne sont pas remplies, il ne transmet pas à la CTIF les informations qu'il a reçues de l'avocat. Un tel contrôle permet donc au bâtonnier de veiller à ce que, comme il a été indiqué en B.16, toutes les informations connues de l'avocat dans le cadre de l'exercice des activités essentielles de sa profession, y compris dans les matières énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28<sup>o</sup>, demeurent couvertes par le secret professionnel et ne soient pas transmises à la CTIF.

Partant, la mesure attaquée ne porte pas une atteinte disproportionnée au secret professionnel de l'avocat.

B.30. Le moyen unique dans l'affaire n° 6895, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

B.31. La partie intervenante demande à la Cour de poser à la Cour de justice de l'Union européenne une question préjudicielle sur la compatibilité de la disposition attaquée avec les articles 7 et 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dès lors qu'il ressort de l'examen du moyen que le grief formulé est manifestement non fondé, il n'y a pas lieu de saisir la Cour de justice à titre préjudiciel.

*Quant à l'application de la loi attaquée aux experts-comptables externes et aux conseils fiscaux externes (affaire n° 6898)*

B.32. Les parties requérantes dans l'affaire n° 6898 estiment que l'article 5 de la loi attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec la Directive (UE) 2015/849, en particulier en son article 2, paragraphe 1, en ce que cette disposition assujettit à la loi attaquée uniquement les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes soumis à la loi du 22 avril 1999 « relative aux professions comptables et fiscales » (ci-après : la loi du 22 avril 1999). Elles critiquent le fait que les personnes exerçant une activité de conseil en matière fiscale dont la profession n'est pas réglementée par la loi du 22 avril 1999 échappent au dispositif préventif de lutte contre le blanchiment prévu par la loi attaquée, alors qu'elles fournissent également en matière fiscale des conseils générateurs d'un risque de détournement de leurs services à des fins de blanchiment.

B.33. Il ressort de la requête que les griefs sont uniquement dirigés contre l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup>, de la loi attaquée. La Cour limite dès lors son contrôle à cette disposition, qui dispose :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux entités assujetties suivantes, agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle :

[...]

24<sup>o</sup> les personnes physiques ou morales inscrites sur la liste des experts-comptables externes et sur la liste des conseils fiscaux externes visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, ainsi que les personnes physiques inscrites sur la liste des stagiaires experts-comptables externes et sur la liste des stagiaires conseils fiscaux externes visées à l'article 4 de la loi précitée ».

L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999 disposent :

« Art. 4. Sont membres de l'Institut [des experts-comptables et des conseils fiscaux] :

[...]

3<sup>o</sup> le stagiaire expert-comptable, le stagiaire conseil fiscal et le stagiaire expert-comptable et conseil fiscal.

[...]

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. L'Institut établit le tableau des membres. Ce tableau comprend une liste des experts-comptables et une liste des conseils fiscaux. Un membre ayant la qualité d'expert-comptable et de conseil fiscal est inscrit sur ces deux listes. La liste des experts-comptables reprend, dans une sous-liste, les experts-comptables externes visés aux articles 35 et 36. La liste des conseils fiscaux reprend, dans une sous-liste, les conseils fiscaux externes visés aux articles 39 et 40.

[...] ».

Les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes sont les personnes physiques qui exercent, en dehors d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics, la profession d'expert-comptable ou de conseil fiscal dont le titre est protégé par la loi du 22 avril 1999 (articles 35 et 39 de cette loi).

B.34.1. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup>, de la loi attaquée transpose en droit belge l'article 2, paragraphe 1, point 3), a), de la Directive (UE) 2015/849 qui, avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup>, point 1), a), de la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 « modifiant la Directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les Directives 2009/138/CE et 2013/36/UE », disposait :

« 1. La présente directive s'applique aux entités assujetties suivantes :

[...]

3) les personnes physiques ou morales suivantes, agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle :

a) les auditeurs, experts-comptables externes et conseillers fiscaux;

[...] ».

B.34.2. L'article 2, paragraphe 1, point 3), a), de la Directive (UE) 2015/849, tel qu'il a été remplacé par l'article 1<sup>er</sup>, point 1), a), de la Directive (UE) 2018/843, dispose :

« 1. La présente directive s'applique aux entités assujetties suivantes :

[...]

3) les personnes physiques ou morales suivantes, agissant dans l'exercice de leur activité professionnelle :

a) les auditeurs, experts-comptables externes et conseillers fiscaux, et toute autre personne qui s'engage à fournir, directement ou par le truchement d'autres personnes auxquelles cette autre personne est liée, une aide matérielle, une assistance ou des conseils en matière fiscale comme activité économique ou professionnelle principale;

[...] ».

La Directive (UE) 2018/843 est entrée en vigueur le 9 juillet 2018 (article 5 de cette directive). Le délai de transposition a expiré le 10 janvier 2020 (article 4, paragraphe 1).

B.35. La constitutionnalité de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup>, de la loi attaquée doit être contrôlée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 2, paragraphe 1, point 3), a), de la Directive (UE) 2015/849, tel qu'il était applicable avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup>, point 1), a), de la Directive (UE) 2018/843.

B.36. Compte tenu du droit de l'Union européenne, le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation pour déterminer les catégories d'entités assujetties qui sont soumises aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La Cour ne peut sanctionner un tel choix politique et les motifs qui le fondent que s'ils sont dépourvus de justification raisonnable.

B.37.1. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup>, de la loi attaquée soumet les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes à l'application de la loi attaquée en des termes identiques à ceux de l'article 3, 4<sup>o</sup>, de la loi du 11 janvier 1993, sauf en ce qu'il inclut, dans le champ d'application de la loi attaquée, les stagiaires de ces deux professions (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 42*).

B.37.2. Contrairement à ce que le Conseil des ministres soutient, les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes soumis à la loi du 22 avril 1999, d'une part, et les personnes qui exercent une activité de conseil en matière fiscale dont la profession n'est pas réglementée par la loi du 22 avril 1999, d'autre part, se trouvent dans des situations comparables eu égard à la mesure attaquée, dès lors que tous exercent des activités qui seraient, le cas échéant, susceptibles d'être détournées à des fins de blanchiment.

B.38.1. La désignation des entités assujetties énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée par référence aux lois de contrôle ou d'organisation de leur profession est dictée par le souci de garantir l'efficacité du dispositif préventif de lutte contre le blanchiment :

« En règle générale, tout comme dans la loi du 11 janvier 1993, les entités assujetties sont exclusivement désignées dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du projet de loi par référence à leurs lois de contrôle ou qui organisent leurs professions. Ce choix se justifie en particulier par la nécessité de désigner une autorité de contrôle compétente pour chacune des catégories d'entités assujetties » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 41*).

De même, en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 22<sup>o</sup>, et § 4, de la loi attaquée, le Roi peut étendre le champ d'application de tout ou partie de la loi attaquée à de nouvelles catégories d'entités assujetties. L'article 85, § 2, de la loi attaquée prévoit que, dans ce cas, le Roi désigne les autorités de contrôle compétentes à l'égard de ces nouvelles catégories d'entités assujetties, compte tenu de « la nécessité de soumettre celles-ci au contrôle d'une autorité pour garantir l'efficacité de cet assujettissement » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 246-247; voy. aussi p. 42*).

B.38.2. L'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux est l'autorité de contrôle compétente à l'égard des experts-comptables externes et des conseils fiscaux externes visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 24<sup>o</sup>, de la loi attaquée (article 85, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi attaquée).

B.39.1. La différence de traitement entre les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes, d'une part, et les autres professionnels externes du conseil fiscal ne relevant pas de la loi du 22 avril 1999, d'autre part, repose sur un critère objectif, à savoir l'inscription ou non de ces professionnels sur la liste des experts-comptables externes et/ou sur la liste des conseils fiscaux externes visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999.

B.39.2. Un tel critère est en outre pertinent eu égard à l'objectif du législateur d'assurer l'efficacité du dispositif préventif de lutte contre le blanchiment.

La désignation des entités assujetties à la loi attaquée par référence aux lois de contrôle ou d'organisation de leur profession permet de soumettre celles-ci à la surveillance des autorités de contrôle, lesquelles jouent un rôle important dans l'application de la loi attaquée. En effet, ce sont elles qui, sur la base d'une évaluation des risques (article 87), contrôlent le respect des dispositions du livre II de la loi attaquée par les entités assujetties qui relèvent de leur compétence (article 85, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée). Elles peuvent prendre des règlements applicables aux entités assujetties relevant de leur compétence afin de compléter sur des points d'ordre technique les dispositions du livre II et du livre III de la loi attaquée (article 86, § 1<sup>er</sup>). Elles adoptent un régime de surveillance destiné à assurer le respect, par les entités assujetties, des dispositions du livre II de la loi attaquée et de l'article 66, § 2, alinéas 2 et 3 de la loi attaquée (article 117). En cas d'infraction, elles peuvent prendre des mesures à l'égard de l'entité assujettie concernée (déclaration publique, injonction, retrait ou suspension de l'agrément, interdiction temporaire d'exercer des fonctions de direction) (article 118, § 1<sup>er</sup>) et imposer des amendes administratives (article 132, § 2, alinéa 2).

Les autorités de contrôle transmettent par ailleurs à la CTIF les informations relatives à « des fonds, des opérations ou des faits qu'elles savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner d'être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme » constatés au cours des inspections qu'elles effectuent auprès des entités assujetties relevant de leur compétence, ou de toute autre manière (article 79, § 2, 1<sup>o</sup>).

B.40. Il reste à vérifier si le choix du législateur d'assujettir à la loi attaquée uniquement les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes soumis à la loi du 22 avril 1999 n'entraîne pas des effets disproportionnés pour ces professionnels.

B.41.1. La Directive (UE) 2015/849, telle qu'elle était applicable avant sa modification par la Directive (UE) 2018/843, prévoit que les États membres exigent des autorités compétentes qu'elles assurent un suivi effectif du respect de la directive et qu'elles prennent les mesures nécessaires à cet effet (article 48, paragraphe 1). En ce qui concerne les experts-comptables externes et les conseillers fiscaux visés à l'article 2, paragraphe 1, point 3), a), de la directive, les États membres peuvent permettre que ces fonctions soient exercées par un « organisme d'autorégulation » (article 48, paragraphe 9). Un organisme d'autorégulation est « un organisme qui représente les membres d'une profession et joue un rôle pour édicter des règles les concernant, assurer certaines fonctions de contrôle ou de surveillance et veiller au respect des règles les concernant » (article 3, point 5). Dans ce cas, les États membres veillent à ce que l'organisme d'autorégulation dispose des pouvoirs appropriés, dont le pouvoir d'exiger la production de toute information pertinente pour assurer le contrôle du respect des obligations et celui d'effectuer des vérifications, ainsi que des ressources financières, humaines et techniques nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. Les États membres s'assurent que le personnel de cet organisme respecte des exigences professionnelles élevées, notamment en matière de confidentialité et de protection des données, et qu'il soit de la plus haute intégrité et possède les compétences nécessaires (article 48, paragraphes 2 et 9).

B.41.2. En assujettissant à la loi attaquée les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes soumis à la loi du 22 avril 1999, le législateur belge a donc fait usage de la marge d'appréciation qui lui est laissée par la Directive (UE) 2015/849 pour soumettre ces professionnels à la surveillance de l'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux. Cet institut professionnel est un organisme d'autorégulation au sens de l'article 3, point 5, de la Directive (UE) 2015/849, dont le rôle et les compétences, définis aux articles 2 à 15 et 27 à 33 de la loi du 22 avril 1999, satisfont aux exigences visées à l'article 48, paragraphes 2 et 9, précité, de cette directive. L'Institut des experts-comptables et des conseils fiscaux veille notamment au bon accomplissement des professions d'expert-comptable externe et de conseil fiscal externe par des spécialistes, dans le respect des règles applicables en matière d'accès et d'exercice de ces professions et, en particulier, dans le respect de l'obligation de secret professionnel (articles 3 et 58, alinéa 4, de la loi du 22 avril 1999).

B.41.3. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, cette version de la directive ne s'oppose pas à ce qu'un État membre procède par étapes lorsqu'il prend des mesures visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et à ce qu'il inclue d'abord, dans le champ d'application de la loi nationale de transposition de cette directive, les experts-comptables externes et les conseillers fiscaux externes qui relèvent de la compétence d'un organisme d'autorégulation.

B.41.4. La circonstance que l'article 2, paragraphe 1, point 3), *a*), de la Directive (UE) 2015/849, tel qu'il a été remplacé par l'article 1<sup>er</sup> de la Directive (UE) 2018/843, cité en B.34.2, prévoit que la Directive (UE) 2015/849 révisée s'applique à « toute autre personne qui s'engage à fournir, directement ou par le truchement d'autres personnes auxquelles cette autre personne est liée, une aide matérielle, une assistance ou des conseils en matière fiscale comme activité économique ou professionnelle principale » n'a pas pour effet de rendre la disposition attaquée incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 2, paragraphe 1, point 3), *a*), de la Directive (UE) 2015/849, tel qu'il était applicable avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup>, point 1, *a*), de la Directive (UE) 2018/843.

B.42. Eu égard à la marge d'appréciation dont il dispose dans les limites du droit de l'Union européenne, le législateur a raisonnablement pu choisir d'inclure dans le champ d'application de la loi attaquée uniquement les experts-comptables externes et les conseils fiscaux externes inscrits sur la liste des experts-comptables externes et/ou sur la liste des conseils fiscaux externes visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 avril 1999.

La mesure attaquée ne produit pas des effets disproportionnés et n'est donc pas dénuée de justification raisonnable.

B.43. En ordre subsidiaire, les parties requérantes demandent de poser une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne.

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur l'interprétation des directives prises par les institutions de l'Union européenne (article 267, premier alinéa, *b*), lu en combinaison avec l'article 288, premier alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Lorsqu'une telle question se pose dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles de recours en vertu du droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice (article 267, troisième alinéa, du même Traité), à moins qu'elle constate « que la question soulevée n'est pas pertinente ou que la disposition communautaire en cause a déjà fait l'objet d'une interprétation de la part de la Cour [de justice] ou que l'application correcte du droit communautaire s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable » (CJUE, 6 octobre 1982, C-283/81, *CILFIT*, § 21).

Dès lors que l'application correcte de l'article 2, paragraphe 1, point 3), *a*), de la Directive (UE) 2015/849, tel qu'il était applicable avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup>, point 1), *a*), de la Directive (UE) 2018/843, ne laisse place à aucun doute raisonnable, il n'est pas nécessaire de poser la question préjudicielle suggérée par les parties requérantes.

B.44. Le moyen unique dans l'affaire n° 6898 n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1° annule, dans la loi du 18 septembre 2017 « relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces » :

- la seconde phrase de l'article 47, § 1<sup>er</sup>, 2°, en ce qu'elle concerne les avocats;

- dans l'article 49, alinéa 2, le renvoi à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 28°;

2° sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.21, rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 24 septembre 2020.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2020/204082]

### Uittreksel uit arrest nr. 114/2020 van 24 september 2020

Rolnummers 6888, 6895 en 6898

*In zake* : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 18 september 2017 « tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten », ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », door de Orde van Vlaamse balies en door het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques en Y. Kherbache, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 maart 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 maart 2018, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Krenc, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 49 van de wet van 18 september 2017 « tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 2017).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 april 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 5 april 2018, heeft de Orde van Vlaamse balies, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. E. Storme, advocaat bij de balie te Gent, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 47, § 1, 2°, tweede zin, 49, tweede lid, en 52, eerste lid, van dezelfde wet.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 april 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 april 2018, heeft de Orde van Vlaamse balies, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. E. Storme, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 5 van dezelfde wet door het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten, Benoît Vanderstichelen en Bart Van Coile, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Judo en Mr. M. Vanderstraeten, advocaten bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6888, 6895 en 6898 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

## II. In rechte

(...)

*Ten aanzien van de bestreden wet*

B.1. De wet van 18 september 2017 « tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten » (hierna : de wet van 18 september 2017) actualiseert het preventieve arsenaal inzake de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, naar aanleiding van de ontwikkelingen die zich ter zake hebben voorgedaan op Europees en internationaal niveau (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 5).

De wet van 18 september 2017 strekt ertoe de richtlijn (EU) 2015/849 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2015 « inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 2006/70/EG van de Commissie » (ook « vierde antiwitwasrichtlijn » genoemd, hierna : de richtlijn (EU) 2015/849) en de internationale normen van de Financiële Actiegroep (FAG) « ter bestrijding van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en proliferatie », zoals herzien in februari 2012, in Belgisch recht om te zetten (*ibid.*, pp. 5-24). Zij heft de wet van 11 januari 1993 « tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme » (hierna : de wet van 11 januari 1993) op en vervangt ze.

De wet van 18 september 2017 vult de repressieve benadering van het witwassen van geld en van de financiering van terrorisme aan met preventieve maatregelen (*ibid.*, pp. 24-25), waaraan administratieve sancties (artikelen 132 tot 135) en strafrechtelijke sancties (artikelen 136 tot 138) zijn gekoppeld.

De aan de onderworpen entiteiten opgelegde verplichtingen inzake de voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme zijn opgenomen in de artikelen 8 tot 65 van de wet van 18 september 2017, die boek II van de wet vormen :

« De structuur van de ontwerpwet verschilt zowel van die van de wet van 11 januari 1993 als van die van Richtlijn 849/2015. Zo wordt hier voorgesteld om in een specifiek boek van de wet (Boek II) alle verplichtingen samen te brengen die door deze wet worden opgelegd aan de onderworpen entiteiten, om hen een vollediger inzicht te verschaffen in deze verplichtingen. De voorgestelde nieuwe structuur laat de onderlinge samenhang tussen deze verplichtingen bovendien beter uitkomen, alsook de intrinsieke logica van deze samenhang en van het algemeen mechanisme ter voorkoming van WG/FT, waarvan elk van deze verplichtingen een bouwsteen vormt.

Deze nieuwe structuur onderscheidt zich tevens van die van de wet van 11 januari 1993 en die van Richtlijn 849/2015, in de mate dat zij in de eerste plaats de verplichtingen opsomt inzake organisatie en interne controle vooraleer een opsomming te geven van de operationele verplichtingen waaraan de onderworpen entiteiten moeten voldoen. De hier voorgestelde keuze heeft tot doel om duidelijker te wijzen op het primordiale belang voor de onderworpen entiteiten om te voldoen aan hun verplichtingen inzake organisatie en interne controle (Titel 1), door zich te baseren op hun algemene risicobeoordeling (Titel 2), teneinde te kunnen voldoen aan hun operationele waakzaamheidsverplichtingen met betrekking tot de cliënten en de verrichtingen (Titel 3), wat een essentiële voorwaarde is om aan hun verplichtingen inzake melding van verdachte verrichtingen te kunnen voldoen (Titel 4). Voor dit mechanisme in zijn geheel is het voorts essentieel dat ook de verplichtingen inzake bewaring en bescherming van gegevens en documenten worden nageleefd (Titel 5) » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 61).

De wet van 18 september 2017 is in werking getreden op 16 oktober 2017.

*Ten aanzien van het onderzoek van de middelen*

B.2. Het Hof onderzoekt eerst de grieven die de toepassing betreffen van de bestreden wet op de advocaten (zaken nrs. 6888 en 6895). Het onderzoekt vervolgens de grief die de toepassing betreft van de bestreden wet op de externe accountants en op de externe belastingconsulenten (zaak nr. 6898).

*Ten aanzien van de toepassing van de bestreden wet op de advocaten (zaken nrs. 6888 en 6895)**Wat het voorwerp van de kritiek betreft*

B.3. De verzoekende partij in de zaak nr. 6888 is van mening dat artikel 49 van de bestreden wet het beroepsgeheim van de advocaat als essentieel onderdeel van het recht op eerbiediging van het privéleven en van het recht op een eerlijk proces schendt. De verzoekende partij in de zaak nr. 6895 formuleert dezelfde grief ten aanzien van, ten eerste, artikel 47, § 1, 2<sup>o</sup>, tweede zin, van de bestreden wet, ten tweede, artikel 49, tweede lid, van de bestreden wet, in samenhang gelezen met artikel 52, eerste lid, ervan, en, ten derde, artikel 52, tweede lid, tweede zin, van de bestreden wet.

*Wat de bestreden en de daarmee verbonden bepalingen betreft*

B.4.1. Artikel 5, § 1, 28<sup>o</sup>, van de bestreden wet bepaalt :

« § 1. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de volgende onderworpen entiteiten, handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten :

[...]

28<sup>o</sup> de advocaten :

- a) wanneer zij hun cliënt bijstaan bij het voorbereiden of uitvoeren van verrichtingen in verband met :
  - i) de aan- en verkoop van onroerend goed of bedrijven;
  - ii) het beheren van diens geld, waardepapieren of andere activa;
  - iii) de opening of het beheer van bank-, spaar- of effectenrekeningen;
  - iv) het organiseren van de inbreng die nodig is voor de oprichting, de exploitatie of het beheer van vennootschappen;
  - v) de oprichting, de exploitatie of het beheer van fiducieën of trusts, vennootschappen, stichtingen of soortgelijke structuren;
- b) of wanneer zij optreden in naam en voor rekening van hun cliënt in enigerlei financiële verrichtingen of verrichtingen in onroerend goed; ».

B.4.2. Artikel 9 van dezelfde wet bepaalt :

« § 1. De onderworpen entiteiten die rechtspersonen zijn, wijzen, onder de leden van hun wettelijk bestuursorgaan of, in voorkomend geval, van hun effectieve leiding, de verantwoordelijke persoon aan, op het hoogste niveau, om te waken over de toepassing en de naleving van de bepalingen van deze wet en de besluiten en reglementen genomen ter uitvoering ervan en, in voorkomend geval, van de bestuursrechtelijke beslissingen genomen op grond van deze bepalingen, van de Europese verordening betreffende geldovermakingen en van de beperkende maatregelen bedoeld in artikel 8, § 1, 3<sup>o</sup>.

Wanneer de onderworpen entiteit een natuurlijke persoon is, worden de in het eerste lid bedoelde functies door die persoon uitgeoefend.

§ 2. Onverminderd paragraaf 3, wijzen de onderworpen entiteiten daarnaast binnen hun entiteit één of meerdere personen aan die belast zijn met het toezicht op de tenuitvoerlegging van de gedragslijnen, procedures en internecontrolemaatregelen bedoeld in artikel 8, met de analyse van de atypische verrichtingen en met de opstelling van de desbetreffende schriftelijke verslagen overeenkomstig de artikelen 45 en 46 teneinde er zo nodig een passend gevolg aan te geven krachtens artikel 47, en met de mededeling van de informatie bedoeld in artikel 54. Deze personen zorgen bovendien voor de sensibilisering en de opleiding van het personeel en, in voorkomend geval, van de agenten en distributeurs overeenkomstig artikel 11.

Als de onderworpen entiteit een rechtspersoon is, wordt of worden de in het eerste lid bedoelde persoon of personen aangewezen door haar wettelijk bestuursorgaan of haar effectieve leiding.

[...]

§ 3. Als dit verantwoord is om rekening te houden met de aard en de omvang van de onderworpen entiteit, met name wat haar rechtsvorm, haar beleidsstructuur of haar personeelsbestand betreft, kunnen de functies bedoeld in paragraaf 2 worden uitgeoefend door de persoon bedoeld in paragraaf 1.

[...] ».

B.4.3. Artikel 47 van dezelfde wet bepaalt :

« § 1. De onderworpen entiteiten melden aan de CFI, wanneer ze weten, vermoeden of redelijke gronden hebben om te vermoeden :

1° dat geldmiddelen, ongeacht het bedrag, verband houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme;

2° dat verrichtingen of pogingen tot verrichtingen verband houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme. Deze verplichting tot melding is eveneens van toepassing wanneer de cliënt beslist de voorgenomen verrichting niet uit te voeren;

3° buiten de gevallen bedoeld in 1° en 2°, dat een feit waarvan ze kennis hebben, verband houdt met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme.

De verplichting tot melding aan de CFI met toepassing van 1° tot en met 3°, houdt niet in dat de onderworpen entiteit de onderliggende criminele activiteit van het witwassen van geld dient te identificeren.

§ 2. De onderworpen entiteiten melden eveneens aan de CFI de verdachte geldmiddelen, verrichtingen of pogingen tot verrichtingen en feiten, als bedoeld in paragraaf 1, waarvan ze kennis krijgen in het kader van de activiteiten die ze uitoefenen in een andere lidstaat zonder daar te beschikken over een dochteronderneming, een bijkantoor of een andere vestigingsvorm via agenten of distributeurs die hen daar vertegenwoordigen.

§ 3. De onderworpen entiteiten melden aan de CFI alle geldmiddelen, verrichtingen en feiten bepaald door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, genomen op advies van de CFI.

§ 4. De onderworpen entiteiten melden aan de CFI, met toepassing van de paragrafen 1 tot en met 3, binnen de termijnen bedoeld in artikel 51 ».

B.4.4. Artikel 48 van dezelfde wet bepaalt :

« De onderworpen entiteiten geven gevolg aan de verzoeken tot bijkomende inlichtingen die aan hen worden gericht door de CFI, in toepassing van artikel 81, binnen de door haar bepaalde termijnen ».

B.4.5. Artikel 49 van dezelfde wet bepaalt :

« In principe wordt elke informatie of elke inlichting bedoeld in de artikelen 47 en 48 gemeld aan de CFI door de persoon of personen aangewezen krachtens artikel 9, § 2.

Elke bestuurder, personeelslid, agent of distributeur van een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, 1° tot en met 22°, en 29° tot en met 33°, evenals elk personeelslid of vertegenwoordiger van een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 28°, die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit, meldt evenwel persoonlijk de desbetreffende informatie of inlichtingen aan de CFI telkens wanneer de in het eerste lid bedoelde procedure niet kan worden gevolgd ».

B.4.6.1. Artikel 52, zoals het van toepassing was vóór de wijziging ervan bij artikel 112 van de wet van 30 juli 2018 « houdende diverse financiële bepalingen », luidde :

« In afwijking van artikel 47, moeten de advocaten die bij de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 5, § 1, 28°, worden geconfronteerd met geldmiddelen, uit te voeren verrichtingen, of feiten als bedoeld in hetzelfde artikel 47, de Stafhouder van de Orde waartoe zij behoren daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

De Stafhouder controleert of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5, § 1, 28°, en 53 zijn nageleefd. In voorkomend geval geeft hij de informatie in overeenstemming met de artikelen 50 en 51, en ongefilterd, door aan de CFI ».

B.4.6.2. Artikel 52 van de bestreden wet, zoals gewijzigd bij artikel 112 van de voormelde wet van 30 juli 2018, bepaalt :

« In afwijking van de artikelen 47 en 49, moeten de advocaten die bij de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 5, § 1, 28°, worden geconfronteerd met geldmiddelen, uit te voeren verrichtingen, of feiten als bedoeld in hetzelfde artikel 47, de Stafhouder van de Orde waartoe zij behoren daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

De Stafhouder controleert of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5, § 1, 28°, en 53 zijn nageleefd. In voorkomend geval geeft hij de informatie in overeenstemming met de artikelen 50 en 51, en ongefilterd, door aan de CFI ».

Die bepaling is in werking getreden op 20 augustus 2018 (artikel 134 van de wet van 30 juli 2018).

Bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2018 wordt de verwijzing, bij het nieuwe artikel 52 van de wet van 18 september 2017, naar artikel 49 ervan, verantwoord door de wil om elke verwarring te vermijden wat de verplichte filterrol van de stafhouder betreft :

« Dit artikel brengt een materiële correctie aan in artikel 52 van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten door een verwijzing naar artikel 49 toe te voegen. Op deze wijze wordt expliciet in artikel 52 van voornoemde wet de verplichte filterrol van de stafhouder vermeld om zo elke verwarring en interpretatieproblemen te vermijden » (*Parl. St., Kamer, 2017-2018, DOC 54-3172/001, pp. 125-126*).

B.4.6.3. Het staat aan het Hof zich uit te spreken over de grondwettigheid van artikel 52 van de bestreden wet zoals het van toepassing was vóór de wijziging ervan bij de wet van 30 juli 2018, dat rechtsgevolgen heeft gehad vanaf de inwerkingtreding ervan op 16 oktober 2017 tot 20 augustus 2018.

B.4.7. Artikel 53 van de bestreden wet bepaalt :

« In afwijking van de artikelen 47, 48 en 54, delen de onderworpen entiteiten bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 28°, de informatie en inlichtingen in genoemde artikelen niet mee, in het geval zij deze van één van hun cliënten ontvangen of over één van hun cliënten verkrijgen wanneer zij de rechtspositie van deze cliënt bepalen, dan wel die cliënt in of in verband met een rechtsgeding verdedigen of vertegenwoordigen, met inbegrip van advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of dergelijke informatie vóór, gedurende of na een dergelijk geding wordt ontvangen of verkregen, tenzij de bedoelde onderworpen entiteiten zelf hebben deelgenomen aan de witwasactiviteiten of de activiteiten voor financiering van terrorisme, zij juridisch advies voor witwasdoeleinden of voor financiering van terrorisme hebben verstrekt, of zij weten dat hun cliënt juridisch advies wenst voor witwasdoeleinden of voor financiering van terrorisme ».

B.5.1. Artikel 5, § 1, 28°, van de bestreden wet bepaalt dat de verplichtingen van de bestreden wet van toepassing zijn op de advocaten wanneer zij optreden in een aantal limitatief opgesomde aangelegenheden.

B.5.2. Artikel 47 van de bestreden wet betreft de verplichting voor de onderworpen entiteiten om aan de Cel voor financiële informatieverwerking (hierna : de CFI) melding te doen van vermoedens van het witwassen van geld of van de financiering van terrorisme, op grond waarvan eventueel strafrechtelijke vervolging zal kunnen worden ingesteld (artikel 82 van dezelfde wet). Artikel 47, § 1, bepaalt dat de onderworpen entiteiten aan de CFI de « geldmiddelen », de « verrichtingen of pogingen tot verrichtingen » en de « feiten » melden waarvan zij weten, vermoeden of redelijke gronden hebben om te vermoeden dat zij verband houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme. Bij artikel 47, § 1, 2°, dat betrekking heeft op de te melden « verrichtingen of pogingen tot verrichtingen », wordt, in de tweede zin ervan, gepreciseerd dat « deze verplichting tot melding [...] eveneens van toepassing [is] wanneer de cliënt beslist de voorgenomen verrichting niet uit te voeren ».

Artikel 47 wordt onderzocht in B.13 tot B.18.

B.5.3. Artikel 48 betreft de verplichting voor de onderworpen entiteiten om te antwoorden op de verzoeken om bijkomende inlichtingen van de CFI.

B.5.4. Bij artikel 49 worden, binnen de onderworpen entiteiten, de personen aangewezen die ertoe gemachtigd zijn de in de artikelen 47 en 48 beoogde informatie aan de CFI door te geven.

Artikel 49 wordt onderzocht in B.19 tot B.25.

B.5.5. Artikel 52 van de bestreden wet, zoals het van toepassing was vóór de wijziging ervan bij de wet van 30 juli 2018, bepaalde dat in afwijking van artikel 47, de advocaten die bij de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 5, § 1, 28°, werden geconfronteerd met geldmiddelen, verrichtingen of feiten als bedoeld in artikel 47, de stafhouder daarvan onmiddellijk op de hoogte moesten brengen, waarbij de stafhouder ermee belast was die informatie « ongefilterd » aan de CFI door te geven indien de in de artikelen 5, § 1, 28°, en 53 van de bestreden wet bedoelde wettelijke voorwaarden voor de toepassing van de meldingsplicht vervuld waren.

Artikel 52 wordt onderzocht in B.26 tot B.31.

B.5.6. Bij artikel 53 worden de informatie en de inlichtingen die gedekt zijn door het beroepsgeheim van de beoefenaars van een cijferberoep, de notarissen, de gerechtsdeurwaarders en de advocaten, aan de verplichting tot melding van vermoedens en aan de verplichting om te antwoorden op de verzoeken om bijkomende inlichtingen van de CFI onttrokken, onder voorbehoud van drie uitzonderingen. Luidens die bepaling delen de advocaten de in de artikelen 47, 48 en 54 beoogde informatie en inlichtingen niet mee wanneer die zijn ontvangen of verkregen in twee situaties : enerzijds, wanneer zij de rechtspositie van de cliënt bepalen en, anderzijds, die cliënt in of in verband met een rechtsgeding verdedigen of vertegenwoordigen, « met inbegrip van advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of dergelijke informatie vóór, gedurende of na een dergelijk geding wordt ontvangen of verkregen ».

Met toepassing van artikel 53, *in fine*, is die regel echter niet van toepassing indien de advocaten « zelf hebben deelgenomen aan de witwasactiviteiten of de activiteiten voor financiering van terrorisme, zij juridisch advies voor witwasdoeleinden of voor financiering van terrorisme hebben verstrekt, of zij weten dat hun cliënt juridisch advies wenst voor witwasdoeleinden of voor financiering van terrorisme ». Bijgevolg blijft de advocaat in die drie situaties onderworpen aan de in artikel 47 bedoelde verplichting tot melding van vermoedens en aan de in artikel 48 bedoelde verplichting om te antwoorden op de verzoeken om bijkomende inlichtingen van de CFI, zelfs indien hij van de betrokken informatie en inlichtingen kennis heeft naar aanleiding van de uitoefening van zijn activiteit inzake het bepalen van de rechtspositie van de cliënt of van zijn activiteit inzake het in rechte verdedigen of vertegenwoordigen van die cliënt.

B.6.1. Bij artikel 5, § 1, 28°, artikel 9, artikel 47, artikel 49, artikel 52 en artikel 53 van de bestreden wet worden respectievelijk artikel 2, lid 1, punt 3), *b*), artikel 8, lid 4, *a*), artikel 33, lid 1, eerste alinea, *a*), en tweede alinea, artikel 33, lid 2, artikel 34, lid 1, en artikel 34, lid 2, van de richtlijn (EU) 2015/849 omgezet (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 40, 157, 163, 166, 168 en 169), die bepalen :

« Artikel 2

1. Deze richtlijn is van toepassing op de volgende meldingsplichtige entiteiten :

[...]

3. de volgende natuurlijke of rechtspersonen handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten :

[...]

*b*) notarissen en andere onafhankelijke beoefenaren van juridische beroepen wanneer zij deelnemen, hetzij door op te treden in naam en voor rekening van hun cliënt in enigerlei financiële of onroerendgoedtransactie, hetzij door het verlenen van bijstand bij het voorbereiden of uitvoeren van transacties voor hun cliënt in verband met :

*i*) de aan- en verkoop van onroerend goed of bedrijven;

*ii*) het beheren van diens geld, waardepapieren of andere activa;

iii) de opening of het beheer van bank-, spaar- of effectenrekeningen;

iv) het organiseren van de inbreng die nodig is voor de oprichting, de exploitatie of het beheer van vennootschappen;

v) de oprichting, de exploitatie of het beheer van trusts, vennootschappen, stichtingen of soortgelijke structuren;

[...] ».

« Artikel 8

[...]

4. De in lid 3 bedoelde gedragslijnen, controlemaatregelen en procedures omvatten :

a) de ontwikkeling van interne gedragslijnen, controlemaatregelen en procedures, daaronder begrepen modelrisicobeheerpraktijken, cliëntenonderzoek, rapportage, bewaring van bewijsstukken, interne controle, nalevingsbeheer (daaronder begrepen, voor zover passend gezien de omvang en de aard van het bedrijf, de aanstelling van een nalevingsfunctionaris op managementniveau) en doorlichting van medewerkers;

[...] ».

« Artikel 33

1. De lidstaten verlangen dat de meldingsplichtige entiteiten en, in voorkomend geval, de bestuurders en werknemers daarvan, ten volle samenwerken door :

a) de FIE onmiddellijk en uit eigen beweging in te lichten, inclusief door het doen van een melding, indien de meldingsplichtige entiteit weet, vermoedt of redelijkerwijs kan vermoeden dat geldmiddelen, ongeacht het bedrag, opbrengsten van criminele activiteiten zijn of met terrorismefinanciering verband houden en door het in dergelijke gevallen onmiddellijk reageren op verzoeken van de FIE om bijkomende informatie, en

b) de FIE op haar verzoek onmiddellijk rechtstreeks of indirect alle noodzakelijke informatie te verstrekken, overeenkomstig de in het toepasselijke recht vastgestelde procedures.

Alle verdachte transacties, met inbegrip van transactieopgingen, worden gemeld.

2. De persoon die overeenkomstig artikel 8, lid 4, onder a), is aangesteld, stuurt de in lid 1 bedoelde informatie door aan de FIE van de lidstaat op het grondgebied waarvan de meldingsplichtige entiteit die de informatie doorstuurt, gevestigd is ».

« Artikel 34

1. In afwijking van artikel 33, lid 1, kunnen de lidstaten, in het geval van de in artikel 2, lid 1, punt 3), onder a), b) en d), bedoelde meldingsplichtige entiteiten, een passend zelfregulerend orgaan van de relevante beroepsgroep aanwijzen als de autoriteit die de in artikel 33, lid 1, bedoelde informatie ontvangt.

Onverminderd lid 2 geeft het aangewezen zelfregulerend orgaan in de in de eerste alinea van dit lid bedoelde gevallen de informatie onverwijld en ongefilterd aan de FIE door.

2. De lidstaten passen de in artikel 33, lid 1, neergelegde verplichtingen niet toe op notarissen, andere onafhankelijke beoefenaars van juridische beroepen, auditors, externe accountants en belastingadviseurs, alleen voor zover die uitzondering betrekking heeft op de inlichtingen die zij van een van hun cliënten ontvangen, of over een van hun cliënten verkrijgen, tijdens het bepalen van de rechtspositie van hun cliënt of bij het verrichten van hun taak van verdediging of vertegenwoordiging van die cliënt in het kader van of in verband met een rechtsgeding, daaronder begrepen advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of die inlichtingen vóór, gedurende of na een dergelijk geding worden ontvangen of verkregen ».

De bewoordingen van artikel 53, *in fine*, van de bestreden wet zijn overgenomen uit de overwegingen 9, *in fine*, en 10 van de richtlijn (EU) 2015/849, die bepalen :

« (9) Beoefenaren van juridische beroepen, zoals gedefinieerd door de lidstaten, moeten onder deze richtlijn vallen wanneer zij deelnemen aan financiële of vennootschapsrechtelijke transacties, ook wanneer zij belastingadvies verstrekken, waarbij het grootste risico bestaat dat de diensten van deze beroepsbeoefenaren worden misbruikt om de opbrengsten van criminele activiteiten wit te wassen of terrorisme te financieren. Er moet evenwel vrijstelling zijn van enige verplichting tot melding van informatie die is verkregen vóór, tijdens of na een gerechtelijke procedure, of bij het bepalen van de rechtspositie van een cliënt. Juridisch advies dient bijgevolg aan de professionele geheimhoudingsplicht onderworpen te blijven, behalve wanneer de juridisch adviseur deelneemt aan witwaspraktijken of terrorismefinanciering, het juridisch advies voor witwasdoeleinden of terrorismefinanciering wordt verstrekt, of tenzij de beoefenaar van het juridisch beroep weet dat zijn cliënt juridisch advies wenst voor witwasdoeleinden of terrorismefinanciering.

(10) Rechtstreeks vergelijkbare diensten moeten op dezelfde wijze worden behandeld ongeacht welke onder deze richtlijn vallende beroepsbeoefenaren de diensten verstrekken. Met het oog op de eerbiediging van de bij het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (het ' Handvest ') gewaarborgde rechten mag, in het geval van bedrijfsrevisoren, externe accountants en belastingadviseurs, die in sommige lidstaten gemachtigd zijn een cliënt in rechte te vertegenwoordigen, of zijn rechtspositie te bepalen, de informatie die zij bij de uitoefening van deze taken ontvangen, niet onder de in deze richtlijn neergelegde meldingsplicht vallen ».

B.6.2. In de overwegingen 27, 39 en 40 van de richtlijn wordt vermeld :

« (27) Bij de toepassing van deze richtlijn is het dienstig rekening te houden met de kenmerken en behoeften van kleinere meldingsplichtige entiteiten die onder het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen en deze entiteiten een aan hun specifieke behoeften en aan de aard van de bedrijfsactiviteit aangepaste behandeling te garanderen.

[...]

(39) De lidstaten moeten de mogelijkheid hebben om voor bepaalde meldingsplichtige entiteiten een passend zelfregulerend orgaan aan te wijzen als de autoriteit die in plaats van de FIE in eerste instantie op de hoogte moet worden gesteld. Overeenkomstig de jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens vormt een systeem waarbij in eerste instantie aan een zelfregulerend orgaan melding wordt gedaan een belangrijke waarborg voor het handhaven van de bescherming van de grondrechten waar het gaat om de meldingsplicht van advocaten. De lidstaten moeten bepalen met welke middelen en op welke wijze de bescherming van het beroepsgeheim, de vertrouwelijkheid en de persoonlijke levenssfeer wordt bewerkstelligd.

(40) Wanneer een lidstaat besluit een zelfregulerend orgaan aan te wijzen, kan hij dat orgaan toestaan of de verplichting opleggen om aan de FIE geen inlichtingen door te geven die het heeft verkregen van personen dat het vertegenwoordigt, in zoverre laatstgenoemde personen die inlichtingen van een van hun cliënten hebben ontvangen of verkregen, tijdens het bepalen van de rechtspositie van hun cliënt of bij het verrichten van hun taak van verdediging of vertegenwoordiging van die cliënt in het kader van of in verband met een rechtsgeding, daaronder begrepen advies over het instellen of vermijden van zulk rechtsgeding, ongeacht of die inlichtingen vóór, gedurende of na een dergelijk geding worden ontvangen of verkregen ».

*Wat de referentienormen betreft*

B.7. Het enige middel in de zaak nr. 6888 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 7 en 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

Het enige middel in de zaak nr. 6895 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 7 en 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie. Gelet op de grieven die in het verzoekschrift worden uiteengezet, moet de verwijzing naar artikel 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens worden gelezen als een verwijzing naar artikel 8 van dat Verdrag.

B.8.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.8.2. Artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgen het recht op eerbiediging van het privéleven. Die twee bepalingen vormen een onlosmakelijk geheel.

B.8.3. Artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens beschermt het recht op een eerlijk proces.

B.8.4. Artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

« Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn communicatie ».

Artikel 47 van hetzelfde Handvest bepaalt :

« Eenieder wiens door het recht van de Unie gewaarborgde rechten en vrijheden zijn geschonden, heeft recht op een doeltreffende voorziening in rechte, met inachtneming van de in dit artikel gestelde voorwaarden.

Eenieder heeft recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat vooraf bij wet is ingesteld. Eenieder heeft de mogelijkheid zich te laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen.

Rechtsbijstand wordt verleend aan degenen die niet over toereikende financiële middelen beschikken, voor zover die bijstand noodzakelijk is om de daadwerkelijke toegang tot de rechter te waarborgen ».

De verenigbaarheid van wetsbepalingen met de artikelen 7 en 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, in samenhang gelezen met de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet en met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, kan door het Hof slechts worden onderzocht in zoverre die bepalingen het Unierecht in werking stellen. In zoverre de bestreden bepalingen artikel 33, lid 1, eerste alinea, *a*), en tweede alinea, artikel 33, lid 2, en artikel 34, lid 1, voormeld, van de richtlijn (EU) 2015/849 omzetten, vallen zij onder het toepassingsgebied van het recht van de Unie.

Het recht op eerbiediging van het privéleven zoals het is gewaarborgd bij artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het recht op een doeltreffende voorziening in rechte gewaarborgd bij artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie moeten, met toepassing van artikel 52, lid 3, ervan, worden gedefinieerd onder verwijzing naar de inhoud en de reikwijdte die door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens eraan worden toegekend.

Uit de toelichting bij artikel 7 van het Handvest blijkt dat dat artikel gebaseerd is op artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Uit de toelichting bij artikel 47 van het Handvest blijkt dat de tweede alinea van dat artikel overeenstemt met artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, behoudens in zoverre in het recht van de Unie het recht op toegang tot de rechter niet alleen van toepassing is op geschillen inzake burgerlijke rechten en verplichtingen of op strafvervolgung.

B.9.1. Het beroepsgeheim van de advocaat is een essentieel bestanddeel van het recht op eerbiediging van het privéleven en van het recht op een eerlijk proces.

Het beroepsgeheim van de advocaat heeft immers hoofdzakelijk tot doel het fundamentele recht op eerbiediging van het privéleven te beschermen van diegene die iemand in vertrouwen neemt, soms over iets heel persoonlijks. De effectiviteit van de rechten van verdediging van iedere rechtzoekende veronderstelt daarenboven noodzakelijkerwijs dat een vertrouwensrelatie tot stand kan komen tussen die persoon en de advocaat die hem raad geeft en hem verdedigt. Die noodzakelijke vertrouwensrelatie kan alleen tot stand komen en behouden blijven indien de rechtzoekende de waarborg heeft dat wat hij aan zijn advocaat toevertrouwt door die laatstgenoemde niet openbaar zal worden gemaakt. Hieruit volgt dat de aan de advocaat opgelegde regel van het beroepsgeheim een fundamenteel element van de rechten van verdediging is.

Zoals het Hof van Cassatie erop wijst, « [berust] het beroepsgeheim waaraan de leden van de balie zijn onderworpen, [...] op de noodzaak volledige veiligheid te verzekeren aan diegenen die zich aan hen toevertrouwen » (Cass., 13 juli 2010, *Arr. Cass.*, 2010, nr. 480; zie ook Cass., 9 juni 2004, *Arr. Cass.*, 2004, nr. 313).

Ook al is het « niet onaantastbaar », het beroepsgeheim van de advocaat vormt « een van de grondbeginselen waarop de organisatie van het gerecht in een democratische samenleving berust » (EHRM, 6 december 2012, *Michaud* t. Frankrijk, § 123).

B.9.2. Dat geldt des te meer in strafzaken, waarin het recht om zichzelf niet te beschuldigen, onrechtstreeks maar noodzakelijkerwijs afhangt van de vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt en van de vertrouwelijkheid van hun uitwisseling (*ibid.*, § 118).

B.10. Wanneer de verplichtingen niet worden nageleefd die boek II van de wet van 18 september 2017 aan de advocaten oplegt, wordt die niet-naleving bestraft met een administratieve geldboete. Die geldboete kan oplopen tot 1 250 000 euro (artikel 132, § 2, tweede lid) en heeft een overheersend repressief karakter, zodat de omschrijving van die niet-naleving moet voldoen aan het algemeen beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling. Bovendien kunnen de advocaten met een strafrechtelijke geldboete van 150 euro tot 5 000 euro worden gestraft in het geval dat zij zich verzetten tegen inspecties en verificaties van de stafhouder, weigeren inlichtingen mee te delen of opzettelijk onjuiste of onvolledige inlichtingen meedelen (artikel 136, 3°).

B.11. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de grondwettigheid van de bestreden bepalingen dient te worden beoordeeld rekening houdend met het feit dat het beroepsgeheim van de advocaat een algemeen beginsel is dat verband houdt met de naleving van de fundamentele rechten, dat de regels die van dat geheim afwijken om die reden



en met toepassing van het algemeen beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling slechts strikt kunnen worden geïnterpreteerd en dat rekening dient te worden gehouden met de wijze waarop het beroep van advocaat in de interne rechtsorde is geregeld. Aldus dient de regel van het beroepsgeheim maar te wijken indien zulks kan worden verantwoord door een dwingende reden van algemeen belang en indien het opheffen van het geheim strikt evenredig is.

B.12. Bij zijn arrest nr. 10/2008 van 23 januari 2008 heeft het Hof zich uitgesproken over de grondwettigheid van de artikelen 2<sup>ter</sup> en 14<sup>bis</sup>, § 3, van de wet van 11 januari 1993, zoals zij zijn ingevoegd bij de wet van 12 januari 2004 « tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, en de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs », met betrekking tot de verplichting voor de advocaten om in het kader van de strijd tegen het witwassen informatie aan de autoriteiten door te geven.

Bij dat arrest heeft het Hof geoordeeld dat krachtens de voormelde bepalingen, de gegevens die ter kennis worden gebracht van de advocaat, enerzijds, in het kader van zijn activiteit bestaande in de verdediging en de vertegenwoordiging in rechte, en, anderzijds, wanneer hij de rechtspositie van zijn cliënt bepaalt, door het beroepsgeheim gedekt zijn (B.9.2 en B.9.3).

Daarenboven heeft het Hof gepreciseerd dat het begrip « bepaling van de rechtspositie » van de cliënt het begrip « juridische advisering » omvat (B.9.4). Het heeft geoordeeld dat de activiteit bestaande in het verstrekken van juridisch advies ertoe strekt « de cliënt te informeren over de staat van de wetgeving die van toepassing is op zijn persoonlijke situatie of op de verrichting die hij overweegt, of hem te adviseren over de wijze waarop die verrichting binnen het wettelijk kader kan worden uitgevoerd » en « altijd tot doel [heeft] het de cliënt mogelijk te maken een rechtsgeding met betrekking tot die verrichting te vermijden » (B.9.5).

Het Hof heeft de beroepen tot vernietiging verworpen, onder voorbehoud dat artikel 2<sup>ter</sup> in die zin wordt geïnterpreteerd :

« - dat de gegevens die de advocaat verneemt tijdens de uitoefening van de wezenlijke activiteiten van zijn beroep, met inbegrip van de materies die zijn opgesomd in dat artikel 2<sup>ter</sup>, namelijk het verdedigen of vertegenwoordigen in rechte van de cliënt en het verlenen van juridisch advies, zelfs buiten elk rechtsgeding, door het beroepsgeheim gedekt blijven en dus niet ter kennis kunnen worden gebracht van de overheden, en

- dat alleen wanneer de advocaat een activiteit uitoefent, in één van de materies die zijn opgesomd in het voormelde artikel 2<sup>ter</sup>, die verder gaat dan zijn specifieke opdracht van verdediging of vertegenwoordiging in rechte en verlening van juridisch advies, hij kan worden onderworpen aan de verplichting om de gegevens waarvan hij kennis heeft, aan de overheden mee te delen ».

*Wat betreft de verplichting tot melding van vermoedens wanneer de cliënt, ingevolge het advies van zijn advocaat, van een verdachte verrichting afziet (eerste onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 6895)*

B.13. De verzoekende partij in de zaak nr. 6895 is van mening dat artikel 47, § 1, 2<sup>o</sup>, tweede zin, van de bestreden wet het beroepsgeheim van de advocaat en bijgevolg de in B.7 vermelde referentienormen schendt, in de interpretatie volgens welke de advocaat zou zijn onderworpen aan de verplichting tot melding van vermoedens, inclusief wanneer zijn cliënt, ingevolge zijn advies, van een verdachte verrichting afziet.

B.14.1. Bij de parlementaire voorbereiding is gepreciseerd dat artikel 47 van de bestreden wet « de verplichtingen tot melding van vermoedens die momenteel zijn opgenomen in de artikelen 23 tot en met 26 van de wet van 11 januari 1993 [overneemt] en [...] ze [consolideert], zonder enige inhoudelijke wijzigingen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 157).

B.14.2. Wat de toepassing van de bestreden wet op de advocaten betreft, wordt in de memorie van toelichting vermeld dat zij « onderworpen [blijven] aan het wetgevend kader zonder wijziging » (*ibid.*, p. 44).

Bovendien is gepreciseerd dat de interpretaties van de omvang van de aan de advocaten opgelegde verplichtingen die het gevolg zijn van het voormelde arrest nr. 10/2008 « van toepassing [blijven] » (*ibid.*, p. 166).

B.15. Bij het arrest nr. 10/2008 heeft het Hof geoordeeld dat « indien de advocaat vaststelt dat hij zijn cliënt ervan heeft overtuigd af te zien van de uitvoering van of van de deelname aan een onwettige verrichting, [...] niets [belet] dat de vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt blijft bestaan, vermits in dat geval geen gegevens met betrekking tot hem moeten worden meegedeeld aan de Cel voor financiële informatieverwerking » (B.13.5).

B.16. Uit de artikelen 5, § 1, 2<sup>o</sup>, 47, 52 en 53 van de bestreden wet blijkt duidelijk dat alleen de gegevens die de advocaat verneemt in de materies die zijn opgesomd in artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, buiten zijn specifieke opdracht van verdediging of vertegenwoordiging in rechte en van het verlenen van juridisch advies, aan de verplichting van het beroepsgeheim ontsnappen en, via de stafhouder, aan de CFI ter kennis kunnen worden gebracht.

Daarentegen blijven alle gegevens die de advocaat verneemt tijdens de uitoefening van de wezenlijke activiteiten van zijn beroep, ook in de materies die zijn opgesomd in het voormelde artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>, namelijk het bijstaan en het verdedigen in rechte van de cliënt, en het juridisch advies, zelfs buiten elk rechtsgeding, door het beroepsgeheim gedekt en kunnen zij niet, via de stafhouder, ter kennis worden gebracht van de CFI - behalve in de drie in artikel 53, *in fine*, opgesomde gevallen.

B.17. De gegevens waarvan de advocaat kennis heeft in verband met een verdachte verrichting of in verband met een poging tot een verdachte verrichting, waarbij zijn cliënt ingevolge zijn advies ervan afziet die verrichting uit te voeren, worden door de advocaat vernomen tijdens de uitoefening van zijn activiteit van juridisch advies zoals gedefinieerd in B.12. Bijgevolg zijn die gegevens door het beroepsgeheim gedekt en ontsnappen zij, krachtens artikel 53 van de bestreden wet, aan de in artikel 47 bedoelde verplichting tot melding van vermoedens.

B.18. Daaruit volgt dat de mededelingsplicht waarin is voorzien bij artikel 47, § 1, 2<sup>o</sup>, tweede zin, van de wet van 18 september 2017 zonder redelijke verantwoordingsplicht is en dat zij dient te worden vernietigd in zoverre zij de advocaten betreft. Het eerste onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 6895 is in die mate gegrond.

*Wat de personen betreft die ertoe gemachtigd zijn de informatie aan de CFI door te geven (enig middel in de zaak nr. 6888 en tweede onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 6895)*

B.19. De verzoekende partij in de zaak nr. 6888 klaagt aan dat artikel 49 van de bestreden wet een persoon die buiten de vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt staat, de mogelijkheid biedt informatie rechtstreeks en persoonlijk aan de CFI mee te delen (derde grief), zelfs indien die door het beroepsgeheim is gedekt (eerste grief), zonder via de stafhouder te gaan (tweede grief).

De verzoekende partij in de zaak nr. 6895 klaagt aan dat bij artikel 49, tweede lid, van de bestreden wet, in samenhang gelezen met artikel 52, eerste lid, van dezelfde wet, wordt voorzien in het optreden van de stafhouder voor meldingen gedaan door de advocaat, maar niet voor meldingen gedaan door zijn personeelsleden.

B.20.1. Bij het voormelde artikel 49 wordt bepaald welke persoon binnen de onderworpen entiteit ertoe gemachtigd is de melding van vermoedens bedoeld in artikel 47 of het antwoord op een verzoek om bijkomende inlichtingen bedoeld in artikel 48 aan de CFI door te geven.

B.20.2. Krachtens artikel 49, eerste lid, is het in principe door « de persoon of personen aangewezen krachtens artikel 9, § 2 », dat die informatie of die inlichtingen aan de CFI worden doorgegeven.

Bij het voormelde artikel 9, § 2, van de bestreden wet wordt aan de onderworpen entiteiten voorgeschreven « antiwitwasverantwoordelijken » (ook « *Anti-Money Laundering Compliance Officers* » of « AMLCO » genoemd) aan te wijzen, dat wil zeggen één of meer personen die verantwoordelijk zijn voor de concrete tenuitvoerlegging van de internecontrolemaatregelen en die met name ermee belast zijn de meldingen van vermoedens aan de CFI door te geven (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 70-71).

B.20.3. Met betrekking tot sommige onderworpen entiteiten, waaronder de in artikel 5, § 1, 28°, van de wet bedoelde advocaten, wordt in artikel 49, tweede lid, eraan toegevoegd :

« [...] elk personeelslid of vertegenwoordiger van een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 28°, die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit, meldt evenwel persoonlijk de desbetreffende informatie of inlichtingen aan de CFI telkens wanneer de in het eerste lid bedoelde procedure niet kan worden gevolgd ».

B.21.1. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 49 van de bestreden wet (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 163-164) blijkt dat de wetgever heeft gewild dat alle aan de wet onderworpen entiteiten een antiwitwasverantwoordelijke (AMLCO) aanwijzen, die in beginsel, krachtens artikel 49, eerste lid, ermee belast is de melding van vermoedens of de door de CFI gevraagde bijkomende inlichtingen aan haar door te geven.

B.21.2. Onder verwijzing naar artikel 9 van de bestreden wet, preciseert de Ministerraad dat, wat de advocaten betreft, de antiwitwasverantwoordelijke, die in beginsel, krachtens artikel 49, eerste lid, belast is met het doorgeven van de informatie of de inlichtingen aan de CFI, de voor het dossier verantwoordelijke advocaat of advocaten is of zijn.

B.21.3. Onder voorbehoud van die interpretatie, doet artikel 49, eerste lid, niet op onevenredige wijze afbreuk aan het beroepsgeheim van de advocaat.

B.22.1. Uit die parlementaire voorbereiding blijkt ook dat artikel 49, tweede lid, ertoe strekt de medewerkers en de vertegenwoordigers van de onderworpen entiteit de mogelijkheid te bieden om ook zelf over te gaan tot het doorsturen van informatie naar de CFI « telkens wanneer de normale procedure, *i.e.* via de AMLCO, niet kan worden gevolgd » en dat « dit [...] het geval [kan] zijn wanneer, bijvoorbeeld, de AMLCO niet tijdig bereikbaar is of wanneer de bestuurders van de onderworpen entiteiten betrokken lijken te zijn in een witwasactiviteit of een geval van financiering van terrorisme en aldus een hinderpaal zouden vormen voor het doorsturen van informatie [...] ». Gepreciseerd wordt echter dat, voor de niet-financiële beroepen die aan het beroepsgeheim zijn onderworpen, met name de advocaten, alleen « de titularis belast met het dossier » of « een lid van het kabinet die titularis is van het bedoelde beroep », krachtens artikel 49, tweede lid, kan overgaan tot het doorsturen van informatie naar de CFI, met uitsluiting van de werknemers van die beroepsbeoefenaars, teneinde rekening te houden met de specificiteit van die beroepen en met het arrest van het Hof nr. 10/2008 (*ibid.*, p. 163).

B.22.2. De Ministerraad merkt op dat de bewoordingen « die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit » in artikel 49, tweede lid, de uitdrukking zijn van die intentie van de wetgever om de werknemers van de advocaten uit te sluiten van de verplichting om informatie aan de CFI mee te delen waarin bij die bepaling is voorzien. Zo dient alleen het personeelslid of de vertegenwoordiger « die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit » over te gaan tot het doorgeven van informatie aan de CFI wanneer de gewone procedure van artikel 49, eerste lid, niet kan worden gevolgd. Aangezien de personeelsleden van de advocatenkantoren zelf niet de hoedanigheid van onderworpen entiteit hebben, zijn zij aan die verplichting niet onderworpen.

De Ministerraad voegt eraan toe dat uit de parlementaire voorbereiding van de wet en uit het in artikel 55 van dezelfde wet bedoelde verbod op mededeling aan derden blijkt dat, krachtens artikel 49, tweede lid, alleen een vertegenwoordiger van de advocaat die zelf de hoedanigheid van advocaat heeft en die « noodzakelijkerwijs deel uitmaakt van hetzelfde kantoor » informatie of inlichtingen aan de CFI kan doorgeven wanneer de gewone procedure van artikel 49, eerste lid, niet kan worden gevolgd.

B.22.3. Bij zijn arrest nr. 10/2008 heeft het Hof geoordeeld :

« B.15.1. De verzoekers verwijten artikel 30, 2°, van de bestreden wet, dat artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993 wijzigt, het elke werknemer of vertegenwoordiger van de advocaten mogelijk te maken gegevens persoonlijk mee te delen aan de Cel telkens als de normale procedure niet kon worden gevolgd, met andere woorden telkens als de informatie niet door de advocaat zelf kon worden meegedeeld, waardoor het beroepsgeheim en derhalve de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zouden zijn geschonden.

B.15.2. In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat die bepaling ertoe strekt ' het [...] mogelijk [te] maken dat de bedienden en vertegenwoordigers van deze beroepspersonen zelf zouden kunnen melden, wanneer de beroepstitularissen niet in staat zijn deze verplichting na te komen of wanneer ze er zich uit kwade trouw zouden willen aan onttrekken ' (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.15.3. De Ministerraad preciseert dat het evident is dat die bepaling moet worden gelezen in samenhang met de bepalingen die in die wetgeving zijn ingevoegd om rekening te houden met het specifieke karakter van het beroep van advocaat.

Zelfs in die interpretatie van de bepaling zou niets kunnen verantwoorden dat een persoon die buiten de relatie tussen de advocaat en zijn cliënt staat, gegevens betreffende die cliënt aan de overheden zou kunnen bezorgen. Dat geldt des te meer daar de werknemers van de advocaat mogelijk over geen enkele juridische kwalificatie of bevoegdheid beschikken en niet wordt ingezien hoe zij zouden kunnen oordelen of is voldaan aan de voorwaarden inzake de toepassing van de wet op de advocaat bij wie zij zijn tewerkgesteld of die zij vertegenwoordigen.

B.15.4. In zoverre het toestaat dat iedere werknemer en iedere vertegenwoordiger van de advocaten gegevens persoonlijk aan de Cel bezorgt, zelfs via de stafhouder van de orde, doet artikel 30 van de wet van 12 januari 2004 op onverantwoorde wijze afbreuk aan het beroepsgeheim van de advocaat en schendt het hierdoor de in het middel vermelde bepalingen.

B.15.5. In artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993, gewijzigd bij artikel 30, 2°, van de wet van 12 januari 2004, dienen de woorden ' en 2<sup>ter</sup> ' te worden vernietigd ».

B.22.4. Zelfs in de interpretatie dat de werknemers van de advocaten niet aan de in artikel 49, tweede lid, bedoelde verplichting tot melding aan de CFI zouden zijn onderworpen en om dezelfde redenen als die van het arrest nr. 10/2008, verantwoordt niets dat een persoon die buiten de relatie tussen de advocaat en zijn cliënt staat, zelfs indien hij zelf een advocaat is, informatie met betrekking tot die cliënt aan de autoriteiten kan doorgeven.

B.22.5. In artikel 49, tweede lid, van de wet van 18 september 2017 dient de verwijzing naar artikel 5, § 1, 28°, van dezelfde wet te worden vernietigd. Ingevolge die vernietiging moeten in artikel 49, tweede lid, van de wet van 18 september 2017 de bewoordingen « elk personeelslid of vertegenwoordiger van een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 28°, die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit » worden gelezen als « elk personeelslid of vertegenwoordiger van een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, 23° tot en met 27°, die zelf de hoedanigheid heeft van onderworpen entiteit ».

B.23. Die vernietiging doet geen afbreuk aan de verplichting voor de advocaten om, krachtens de artikelen 47 en 49, eerste lid, een melding van vermoedens aan de CFI door te geven, onder voorbehoud van de in B.21 gemaakte interpretatie, met inachtneming van de waarborgen waarin is voorzien in de artikelen 52 en 53.

B.24. Die vernietiging doet geen afbreuk aan de volledige omzetting van het voormelde artikel 33, lid 2, van de Richtlijn (EU) nr. 2015/849 in het interne recht. De door de verzoekende partij in de zaak nr. 6888 en door de tussenkomende partij voorgestelde prejudiciële vraag dient niet te worden voorgelegd aan het Hof van Justitie van de Europese Unie.

B.25. De andere grieven die tegen artikel 49, tweede lid, zijn gericht, dienen niet te worden onderzocht, aangezien die niet tot een ruimere vernietiging zouden kunnen leiden.

*Wat het door de stafhouder « ongefilteld » doorgeven van informatie aan de CFI betreft (derde onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 6895)*

B.26. De verzoekende partij in de zaak nr. 6895 klaagt aan dat de stafhouder, bij artikel 52, tweede lid, tweede zin, van de bestreden wet, de verplichting wordt opgelegd de informatie die hem door de advocaat is meegegeeld « ongefilteld » aan de CFI door te geven.

B.27.1. Bij de artikelen 52, eerste lid, en 53 van de wet wordt aan de advocaat de verplichting opgelegd de stafhouder op de hoogte te brengen zodra hij, binnen het toepassingsgebied van artikel 5, § 1, 28°, van de wet en buiten zijn opdracht van verdediging en vertegenwoordiging in rechte en buiten zijn opdracht van juridisch advies, feiten vaststelt waarvan hij vermoedt dat zij verband houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme.

Bij artikel 52, tweede lid, van de wet wordt aan de stafhouder de verplichting opgelegd na te gaan of de advocaat handelt binnen het toepassingsgebied van artikel 5, § 1, 28°, van de wet en buiten zijn opdracht van verdediging en vertegenwoordiging in rechte en buiten zijn opdracht van juridisch advies in de zin van artikel 53. Indien aan die voorwaarden is voldaan, geeft hij de melding van vermoedens van de advocaat « ongefilteld » door aan de CFI. In dat geval brengt de stafhouder de advocaat op de hoogte van het doorgeven van de informatie aan de CFI en maakt de advocaat een einde aan zijn optreden zonder de redenen daarvoor aan zijn cliënt mee te delen (in die zin, artikel 55, § 1, van de bestreden wet, alsook artikel 70, § 4, van de Codex Deontologie voor Advocaten van de Orde van Vlaamse balies en artikel 4.87, eerste lid, van de Deontologische Code van de Advocaten van de « Ordre des barreaux francophones et germanophone »).

Indien de stafhouder vaststelt dat niet is voldaan aan de voorwaarden van de artikelen 5, § 1, 28°, en 53, geeft hij de van de advocaat ontvangen informatie niet door aan de CFI.

B.27.2. In zoverre het vereist dat indien aan de wettelijke voorwaarden is voldaan, de stafhouder de informatie ongefilteld aan de CFI doorgeeft, neemt artikel 52, tweede lid, van de bestreden wet de bewoordingen over van artikel 34, lid 1, tweede alinea, van de Richtlijn (EU) 2015/849.

B.28. Bij het voormelde arrest nr. 10/2008 (B.14.2) heeft het Hof geoordeeld :

« Het optreden van de stafhouder bij het meedelen van gegevens door de advocaten aan de Cel voor financiële informatieverwerking is een wezenlijke waarborg, zowel voor de advocaten als voor hun cliënten, die de zekerheid biedt dat alleen in de gevallen waarin de wet op strikte wijze voorziet, het beroepsgeheim zal worden geschonden. De rol van de stafhouder bestaat erin na te gaan of wel degelijk is voldaan aan de wettelijke toepassingsvoorwaarden van de meldingsplicht en indien hij vaststelt dat zulks niet het geval is, moet hij ervan afzien de aan hem meegegeelde informatie door te geven. De richtlijn heeft voorzien in het optreden van een zelfregulerend beroepsorgaan ' met het oog op de eerbiediging van de geheimhoudingsplicht van [de advocaten] jegens hun cliënten ' (Richtlijn 2001/97/EG, overweging 20). Het optreden van de stafhouder is opgevat als ' een filter ' tussen de advocaten en de gerechtelijke overheden, om elke inbreuk op de fundamentele rechten van verdediging te vermijden ' (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17) ».

Bij hetzelfde arrest heeft het Hof de beroepen verworpen, onder voorbehoud dat artikel 15, § 1, 1°, van dezelfde wet van 11 januari 1993, vervangen bij artikel 27 van de wet van 12 januari 2004, in die zin wordt geïnterpreteerd dat iedere mededeling van informatie aan de CFI via de stafhouder verloopt.

B.29.1. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partij betoogt, zet de in het voormelde artikel 52 geformuleerde precisering dat de van de advocaat ontvangen informatie door de stafhouder « ongefilteld » wordt doorgegeven, de controleopdracht niet op losse schroeven die is erkend bij het voormelde arrest nr. 10/2008, waarin het Hof heeft geoordeeld dat het optreden van de stafhouder was opgevat « als ' een filter ' tussen de advocaten en de gerechtelijke overheden ».

De stafhouder oefent een wettigheidscontrole uit. Zijn rol bestaat immers alleen erin na te gaan of is voldaan aan de wettelijke voorwaarden inzake de toepassing van de meldingsplicht zoals bedoeld in de artikelen 5, § 1, 28°, en 53, en niet het vermoeden van de advocaat te beoordelen (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 166).

B.29.2. Het verplichte optreden van de stafhouder zoals bedoeld in artikel 52 van de bestreden wet, zelfs beperkt tot een wettigheidstoetsing, waarborgt de verificatie, door de stafhouder, dat de melding door de advocaat gebeurt binnen het door de artikelen 5, § 1, 28°, en 53 van de wet strikt beperkte toepassingsgebied van de verplichting tot melding. Zoals in B.27.1 is vermeld, geeft de stafhouder, indien hij vaststelt dat aan die voorwaarden niet is voldaan, de van de advocaat ontvangen informatie niet door aan de CFI. Bijgevolg biedt een dergelijke controle de stafhouder de mogelijkheid erover te waken dat, zoals in B.16 is vermeld, alle gegevens die de advocaat verneemt in het kader van de uitoefening van de wezenlijke activiteiten van zijn beroep, ook in de materies die zijn opgesomd in artikel 5, § 1, 28°, door het beroepsgeheim gedekt blijven en niet worden doorgegeven aan de CFI.

Bijgevolg doet de bestreden maatregel niet op onevenredige wijze afbreuk aan het beroepsgeheim van de advocaat.

B.30. Het derde onderdeel van het enige middel in de zaak nr. 6895 is niet gegrond.

B.31. De tussenkomende partij verzoekt het Hof aan het Hof van Justitie van de Europese Unie een prejudiciële vraag te stellen over de verenigbaarheid van de bestreden bepaling met de artikelen 7 en 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

Nu uit het onderzoek van het middel blijkt dat de aangevoerde grief kennelijk niet gegrond is, bestaat er geen aanleiding voor een prejudiciële verwijzing naar het Hof van Justitie.

*Ten aanzien van de toepassing van de bestreden wet op de externe accountants en de externe belastingconsulenten (zaak nr. 6898)*

B.32. De verzoekende partijen in de zaak nr. 6898 zijn van mening dat artikel 5 van de bestreden wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, al dan niet in samenhang gelezen met de Richtlijn (EU) 2015/849, in het bijzonder artikel 2, lid 1, ervan, in zoverre die bepaling alleen de externe accountants en de externe belastingconsulenten die zijn onderworpen aan de wet van 22 april 1999 « betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen » (hierna : de wet van 22 april 1999), aan de bestreden wet onderwerpt. Zij betwisten het feit dat personen die een activiteit van belastingadvies uitoefenen van wie het beroep niet is geregeld bij de wet van 22 april 1999, ontsnappen aan de preventieve maatregelen ter bestrijding van het witwassen van geld waarin is voorzien bij de bestreden wet, terwijl zij eveneens belastingadvies verstrekken waarbij een risico bestaat dat hun diensten worden misbruikt om geld wit te wassen.

B.33. Uit het verzoekschrift blijkt dat de grieven alleen zijn gericht tegen artikel 5, § 1, 24°, van de bestreden wet. Het Hof beperkt zijn toetsing bijgevolg tot die bepaling, die bepaalt :

« De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de volgende onderworpen entiteiten, handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten :

[...]

24° de natuurlijke personen of rechtspersonen ingeschreven op de lijst van de externe accountants en op de lijst van de externe belastingconsulenten bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 22 april 1999 betreffende boekhoudkundige en fiscale beroepen, alsook de natuurlijke personen ingeschreven op de lijst van de stagiairs accountants en op de lijst van de stagiairs belastingconsulenten bedoeld in artikel 4 van voormelde wet ».

Artikel 4, eerste lid, 3°, en artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 22 april 1999 bepalen :

« Art. 4. Van het Instituut [van de Accountants en de Belastingconsulenten] zijn lid :

[...]

3° de stagiair-accountant, de stagiair-belastingconsulent en de stagiair-accountant-belastingconsulent.

[...]

Art. 5. § 1. Het Instituut stelt het tableau vast van de leden. Dit tableau bevat een lijst van de accountants en een lijst van de belastingconsulenten. Een lid met de hoedanigheid van accountant en van belastingconsulent, wordt ingeschreven op beide lijsten. De lijst van de accountants bevat, in een deellijst, de externe accountants bedoeld in de artikelen 35 en 36. De lijst van de belastingconsulenten bevat, in een deellijst, de externe belastingconsulenten bedoeld in de artikelen 39 en 40.

[...] ».

De externe accountants en de externe belastingconsulenten zijn de natuurlijke personen die, buiten het kader van een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking, het beroep van accountant of van belastingconsulent uitoefenen waarvan de titel is beschermd bij de wet van 22 april 1999 (artikelen 35 en 39 van die wet).

B.34.1. Artikel 5, § 1, 24°, van de bestreden wet zet artikel 2, lid 1, punt 3), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2015/849 in Belgisch recht om, dat, vóór de vervanging ervan bij artikel 1, punt 1), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2018/843 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 « tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/138/EG en 2013/36/EU », bepaalde :

« 1. Deze richtlijn is van toepassing op de volgende meldingsplichtige entiteiten :

[...]

3. de volgende natuurlijke of rechtspersonen handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten :

*a)* auditors, externe accountants en belastingadviseurs;

[...] ».

B.34.2. Artikel 2, lid 1, punt 3), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2015/849, zoals het is vervangen bij artikel 1, punt 1), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2018/843, bepaalt :

« 1. Deze richtlijn is van toepassing op de volgende meldingsplichtige entiteiten :

[...]

3. de volgende natuurlijke of rechtspersonen handelend in het kader van hun beroepsactiviteiten :

*a)* auditors, externe accountants en belastingadviseurs, alsmede iedere persoon die zich ertoe verbindt als voornaamste bedrijfs- of beroepsactiviteit, rechtstreeks of via andere met hem gelieerde personen materiële hulp, bijstand of advies op belastinggebied te verlenen;

[...] ».

De Richtlijn (EU) 2018/843 is in werking getreden op 9 juli 2018 (artikel 5 van die richtlijn). De omzettingstermijn van de richtlijn is verstreken op 10 januari 2020 (artikel 4, lid 1).

B.35. De grondwettigheid van artikel 5, § 1, 24°, van de bestreden wet dient aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te worden getoetst, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 2, lid 1, punt 3), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2015/849, zoals het van toepassing was vóór de vervanging ervan bij artikel 1, punt 1), *a)*, van de Richtlijn (EU) 2018/843.

B.36. Rekening houdend met het recht van de Europese Unie, beschikt de wetgever over een ruime beoordelingsbevoegdheid om de categorieën van onderworpen entiteiten te bepalen waarop de verplichtingen inzake de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme van toepassing zijn.

Het Hof vermag een dergelijke beleidskeuze, alsook de motieven die daaraan ten grondslag liggen, slechts af te keuren indien zij niet redelijk verantwoord zijn.

B.37.1. Bij artikel 5, § 1, 24°, van de bestreden wet worden de externe accountants en de externe belastingconsulenten aan de toepassing van de bestreden wet onderworpen in bewoordingen die identiek zijn aan hetgeen is bepaald bij artikel 3, 4°, van de wet van 11 januari 1993, behalve in zoverre de stagiairs van die twee beroepsgroepen onder het toepassingsgebied van de bestreden wet vallen (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 42).

B.37.2. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, bevinden de externe accountants en de externe belastingconsulenten die zijn onderworpen aan de wet van 22 april 1999, enerzijds, en de personen die een werkzaamheid van belastingadvies uitoefenen van wie het beroep niet is geregeld bij de wet van 22 april 1999, anderzijds, zich ten aanzien van de bestreden maatregel in vergelijkbare situaties, aangezien zij allen activiteiten uitoefenen die in voorkomend geval voor witwasdoeleinden zouden kunnen worden misbruikt.

B.38.1. De definitie van de onderworpen entiteiten opgesomd in artikel 5, § 1, van de bestreden wet onder verwijzing naar de toezichtswetten of naar de wetten die de organisatie van hun beroep regelen, is ingegeven door de zorg om de doeltreffendheid te waarborgen van de preventieve maatregelen ter bestrijding van het witwassen van geld :

« Net als in de wet van 11 januari 1993, worden de onderworpen entiteiten in artikel 5, § 1, van de ontwerpwet uitsluitend gedefinieerd onder verwijzing naar hun toezichtswetten of naar de wetten die de organisatie van hun beroepen regelen. Deze keuze wordt vooral gerechtvaardigd door de noodzaak om een bevoegde toezichtautoriteit aan te wijzen voor elk van de categorieën van onderworpen entiteiten » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, p. 41).

Insgelijks kan de Koning, krachtens artikel 5, § 1, 22°, en § 4, van de bestreden wet, het toepassingsgebied van de bestreden wet of een deel ervan uitbreiden tot nieuwe categorieën van onderworpen entiteiten. Artikel 85, § 2, van de bestreden wet bepaalt dat in dat geval de Koning de autoriteiten aanwijst die bevoegd zijn voor het toezicht op die nieuwe categorieën van onderworpen entiteiten, rekening houdend met « de noodzaak om deze nieuwe categorieën te onderwerpen aan het toezicht van een autoriteit om de doeltreffendheid van deze uitbreiding te garanderen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, pp. 246-247; zie ook p. 42).

B.38.2. Het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten is de toezichtautoriteit die bevoegd is ten aanzien van de externe accountants en de externe belastingconsulenten bedoeld in artikel 5, § 1, 24°, van de bestreden wet (artikel 85, § 1, 7°, van de bestreden wet).

B.39.1. Het verschil in behandeling tussen de externe accountants en de externe belastingconsulenten, enerzijds, en de andere externe beroepsbeoefenaars die belastingadvies verstrekken maar die niet onder de wet van 22 april 1999 ressorteren, anderzijds, berust op een objectief criterium, namelijk het al dan niet ingeschreven zijn van die beroepsbeoefenaars op de lijst van de externe accountants en/of op de lijst van de externe belastingconsulenten bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 22 april 1999.

B.39.2. Een dergelijk criterium is bovendien relevant ten aanzien van de doelstelling van de wetgever om de doeltreffendheid te verzekeren van de preventieve maatregelen ter bestrijding van het witwassen van geld.

De aanwijzing van de aan de bestreden wet onderworpen entiteiten onder verwijzing naar de toezichtswetten of naar de wetten die de organisatie van hun beroep regelen, maakt het mogelijk die te onderwerpen aan het toezicht van de toezichtautoriteiten, die een belangrijke rol spelen in de toepassing van de bestreden wet. Zij zijn het immers die op basis van een risicobeoordeling (artikel 87) toezicht houden op de naleving van de bepalingen van boek II van de bestreden wet door de onderworpen entiteiten die onder hun bevoegdheid ressorteren (artikel 85, § 1, van de bestreden wet). Zij kunnen reglementen uitvaardigen die van toepassing zijn op de onder hun bevoegdheid vallende onderworpen entiteiten teneinde de bepalingen van boek II en boek III van de bestreden wet op technisch vlak te vervolledigen (artikel 86, § 1). Zij stellen een toezichtregeling vast om de naleving, door de onderworpen entiteiten, van de bepalingen van boek II van de bestreden wet en van artikel 66, § 2, tweede en derde lid, van de bestreden wet te verzekeren (artikel 117). In geval van inbreuk kunnen zij ten aanzien van de betrokken onderworpen entiteit maatregelen nemen (publieke verklaring, bevel, intrekking of schorsing van de vergunning, tijdelijk verbod om managementfuncties uit te oefenen) (artikel 118, § 1) en administratieve geldboetes opleggen (artikel 132, § 2, tweede lid).

De toezichtautoriteiten delen bovendien aan de CFI de informatie mee met betrekking tot « geldmiddelen, verrichtingen of feiten [...] waarvan ze weten, vermoeden of redelijke gronden hebben om te vermoeden dat ze verband houden met het witwassen van geld of de financiering van terrorisme » vastgesteld tijdens de inspecties verricht bij de onderworpen entiteiten die onder hun bevoegdheid vallen, dan wel op enigerlei andere wijze (artikel 79, § 2, 1°).

B.40. Er moet nog worden nagegaan of de keuze van de wetgever om alleen de externe accountants en de externe belastingconsulenten die aan de wet van 22 april 1999 zijn onderworpen, aan de bestreden wet te onderwerpen, voor die beroepsbeoefenaars geen onevenredige gevolgen met zich meebrengt.

B.41.1. De Richtlijn (EU) 2015/849, zoals zij van toepassing was alvorens te worden gewijzigd bij de Richtlijn (EU) 2018/843, bepaalt dat de lidstaten van de bevoegde autoriteiten verlangen dat zij effectief toezien op de naleving van de richtlijn en dat zij de nodige maatregelen nemen om die naleving te waarborgen (artikel 48, lid 1). In het geval van de in artikel 2, lid 1, punt 3), a), van de richtlijn bedoelde externe accountants en belastingconsulenten kunnen de lidstaten toestaan dat die taken worden verricht door een « zelfregulerend orgaan » (artikel 48, lid 9). Een zelfregulerend orgaan is « een orgaan dat leden van een beroepsgroep vertegenwoordigt en betrokken is bij de opstelling en handhaving van regels voor die leden en bepaalde toezichthoudende of controlerende functies uitoefent » (artikel 3, punt 5). In dat geval zorgen de lidstaten ervoor dat het zelfregulerend orgaan over adequate bevoegdheden beschikt, met inbegrip van de bevoegdheid om het verstrekken van elke informatie die van belang is voor het toezicht op de naleving en het uitvoeren van controles af te dwingen, en over toereikende financiële, personele en technische middelen om zijn taken te vervullen. De lidstaten zorgen ervoor dat het personeel van dat orgaan hoge professionele normen, daaronder begrepen normen inzake vertrouwelijkheid en gegevensbescherming, handhaaft, zeer integer is en over de nodige vaardigheden beschikt (artikel 48, leden 2 en 9).

B.41.2. Door de externe accountants en de externe belastingconsulenten die zijn onderworpen aan de wet van 22 april 1999, aan de bestreden wet te onderwerpen, heeft de Belgische wetgever dus gebruikgemaakt van de beoordelingsmarge die hem bij de Richtlijn (EU) 2015/849 is gelaten teneinde die beroepsbeoefenaars aan het toezicht door het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten te onderwerpen. Dat beroepsinstituut is een zelfregulerend orgaan in de zin van artikel 3, punt 5), van de Richtlijn (EU) 2015/849 waarvan de rol en de bevoegdheden, bepaald in de artikelen 2 tot en met 15 en 27 tot en met 33 van de wet van 22 april 1999, voldoen aan de vereisten bedoeld in het voormelde artikel 48, leden 2 en 9, van die richtlijn. Het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten ziet onder meer erop toe dat de beroepen van extern accountant en van extern belastingconsulent behoorlijk worden uitgevoerd door specialisten, met inachtneming van de regels die van toepassing zijn inzake toegang tot en uitoefening van die beroepen en, in het bijzonder, met inachtneming van de beroepsgeheimhoudingsplicht (artikelen 3 en 58, vierde lid, van de wet van 22 april 1999).

B.41.3. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, staat die versie van de richtlijn niet eraan in de weg dat een lidstaat stapsgewijs te werk gaat wanneer hij maatregelen neemt die ertoe strekken het witwassen van geld en de financiering van terrorisme te bestrijden en dat hij eerst de externe accountants en de externe belastingconsulenten die onder de bevoegdheid van een zelfregulerend orgaan vallen, in het toepassingsgebied van de nationale wet tot omzetting van die richtlijn insluit.

B.41.4. De omstandigheid dat artikel 2, lid 1, punt 3), a), van de Richtlijn (EU) 2015/849, zoals het is vervangen bij het in B.34.2 hiervoor vermelde artikel 1 van de Richtlijn (EU) 2018/843, bepaalt dat de herziene Richtlijn (EU) 2015/849 van toepassing is op « iedere persoon die zich ertoe verbindt als voornaamste bedrijfs- of beroepsactiviteit, rechtstreeks

of via andere met hem gelieerde personen materiële hulp, bijstand of advies op belastinggebied te verlenen », heeft niet tot gevolg dat de bestreden bepaling onbestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2, lid 1, punt 3), *a*), van de Richtlijn (EU) 2015/849, zoals het van toepassing was vóór de vervanging ervan bij artikel 1, punt 1), *a*), van de Richtlijn (EU) 2018/843.

B.42. Gelet op de beoordelingsmarge waarover de wetgever binnen de grenzen van het recht van de Europese Unie beschikt, vermocht hij redelijkerwijs ervoor te kiezen alleen de externe accountants en de externe belastingconsulenten die zijn ingeschreven op de lijst van de externe accountants en/of op de lijst van de externe belastingconsulenten bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 22 april 1999, in het toepassingsgebied van de bestreden wet op te nemen.

De bestreden maatregel heeft geen onevenredige gevolgen en is derhalve niet zonder redelijke verantwoording.

B.43. In ondergeschikte orde vragen de verzoekende partijen een prejudiciële vraag te stellen aan het Hof van Justitie van de Europese Unie.

Het Hof van Justitie van de Europese Unie is bevoegd om, op prejudiciële vraag, uitspraak te doen over de interpretatie van de richtlijnen die zijn aangenomen door de instellingen van de Europese Unie (artikel 267, eerste alinea, *b*), in samenhang gelezen met artikel 288, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie). Wanneer een dergelijke vraag rijst in een zaak aanhangig bij een nationale rechterlijke instantie waarvan de beslissingen volgens het nationale recht niet vatbaar zijn voor hoger beroep, is die instantie ertoe gehouden zich tot het Hof van Justitie te wenden (artikel 267, derde alinea, van hetzelfde Verdrag), tenzij zij vaststelt « dat de opgeworpen vraag niet relevant is of dat de betrokken gemeenschapsbepaling reeds door het Hof [van Justitie] is uitgelegd of dat de juiste toepassing van het gemeenschapsrecht zo evident is, dat redelijkerwijze geen ruimte voor twijfel kan bestaan » (HvJ, 6 oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, § 21).

Aangezien de juiste toepassing van artikel 2, lid 1, punt 3), *a*), van de Richtlijn (EU) 2015/849, zoals het van toepassing was vóór de vervanging ervan bij artikel 1, punt 1), *a*), van de Richtlijn (EU) 2018/843, redelijkerwijze geen ruimte voor twijfel laat bestaan, is het niet nodig de door de verzoekende partijen voorgestelde prejudiciële vraag te stellen.

B.44. Het enige middel in de zaak nr. 6898 is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1° vernietigt, in de wet van 18 september 2017 « tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten » :

- de tweede zin van artikel 47, § 1, 2°, in zoverre hij van toepassing is op de advocaten;

- in artikel 49, tweede lid, de verwijzing naar artikel 5, § 1, 28°;

2° onder voorbehoud van de in B.21 vermelde interpretatie, verwierpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 24 september 2020.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/204082]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 114/2020 vom 24. September 2020

Geschäftsverzeichnisnummern 6888, 6895 und 6898

*In Sachen:* Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. September 2017 « zur Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung und zur Beschränkung der Nutzung von Bargeld », erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, von der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften und vom Institut der Buchprüfer und Steuerberater und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques und Y. Kherbache, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. März 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. März 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA F. Krenc, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 49 des Gesetzes vom 18. September 2017 «zur Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung und zur Beschränkung der Nutzung von Bargeld» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Oktober 2017).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 4. April 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. April 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA M. E. Storme, in Gent zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 47 § 1 Nr. 2 zweiter Satz, 49 Absatz 2 und 52 Absatz 1 desselben Gesetzes.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 3. April 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. April 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 5 desselben Gesetzes: das Institut der Buchprüfer und Steuerberater, Benoît Vanderstichelen und Bart Van Coile, unterstützt und vertreten durch RA F. Judo und RA M. Vanderstraeten, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6888, 6895 und 6898 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf das angefochtene Gesetz*

B.1. Das Gesetz vom 18. September 2017 «zur Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung und zur Beschränkung der Nutzung von Bargeld» (nachstehend: Gesetz vom 18. September 2017) aktualisiert die präventiven Maßnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung nach den Entwicklungen auf europäischer und internationaler Ebene auf diesem Gebiet (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 5).

Das Gesetz vom 18. September 2017 bezweckt die Umsetzung der Richtlinie (EU) 2015/849 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Mai 2015 «zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung, zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 648/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinie 2005/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates und der Richtlinie 2006/70/EG der Kommission» (auch bezeichnet als «vierte Geldwäsche-Richtlinie», nachstehend: Richtlinie (EU) 2015/849) und der im Februar 2012 überarbeiteten internationalen Standards der Financial Action Task Force (FATF) «zur Bekämpfung von Geldwäsche, Terrorismus- und Proliferationsfinanzierung» in belgisches Recht (ebenda, SS. 5-24). Durch das Gesetz wird das Gesetz vom 11. Januar 1993 «zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung» (nachstehend: Gesetz vom 11. Januar 1993) aufgehoben und ersetzt.

Das Gesetz vom 18. September 2017 ergänzt den repressiven Ansatz gegen die Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung um präventive Maßnahmen (ebenda, SS. 24-25), die mit verwaltungsrechtlichen Sanktionen (Artikel 132 bis 135) und strafrechtlichen Sanktionen (Artikel 136 bis 138) belegt werden können.

Die den Verpflichteten in Bezug auf die Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung auferlegten Pflichten sind in den Artikeln 8 bis 65 des Gesetzes vom 18. September 2017 aufgeführt, die Buch II des Gesetzes bilden:

«La structure du projet de loi diffère, tant de celle de la loi du 1 janvier 1993, que de celle de la Directive 849/2015, notamment en ce que le choix est ici proposé de rassembler dans un livre spécifique de la loi (le Livre II) l'ensemble des obligations qu'elle impose aux entités assujetties. L'objectif ainsi poursuivi consiste à promouvoir une compréhension plus exhaustive de ces obligations par les entités assujetties qui devront s'y conformer. La nouvelle structure proposée permet en outre de mieux faire apparaître l'articulation des différentes obligations entre elles, ainsi que la logique intrinsèque de cette articulation et du mécanisme global de prévention du BC/FT, dont chacune de ces obligations constitue une composante.

Cette nouvelle structure s'écarte également de celles de la loi du 11 janvier 1993 et de la Directive 849/2015 dans la mesure où elle formule en premier lieu les obligations en matière d'organisation et de contrôle interne avant d'énumérer ensuite les obligations opérationnelles auxquelles les entités assujetties doivent se conformer. Le choix ici proposé vise à indiquer plus clairement l'importance primordiale pour les entités assujetties de satisfaire à leurs obligations d'organisation et de contrôle interne (Titre 1<sup>er</sup>), en se fondant sur leur évaluation globale des risques (Titre 2), dans le but de pouvoir satisfaire à leurs obligations opérationnelles en matière de vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations (Titre 3), lesquelles sont un prérequis pour leur permettre de remplir leurs obligations de déclaration des opérations suspectes (Titre 4). L'ensemble de ce mécanisme requiert en outre qu'il soit satisfait aux obligations en matière de conservation et de protection des données et documents (Titre 5)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 61).

Das Gesetz vom 18. September 2017 ist am 16. Oktober 2017 in Kraft getreten.

*In Bezug auf die Prüfung der Klagegründe*

B.2. Der Gerichtshof prüft zunächst die Beschwerdegründe, die die Anwendung des angefochtenen Gesetzes auf Rechtsanwälte betreffen (Rechtssachen Nrn. 6888 und 6895). Sodann prüft er den Beschwerdegrund, der die Anwendung des angefochtenen Gesetzes auf externe Buchprüfer und externe Steuerberater betrifft (Rechtssache Nr. 6898).

*In Bezug auf die Anwendung des angefochtenen Gesetzes auf Rechtsanwälte (Rechtssachen Nrn. 6888 und 6895)*

*Was den Gegenstand der Kritik betrifft*

B.3. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6888 ist der Auffassung, dass Artikel 49 des angefochtenen Gesetzes gegen das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts als wesentlicher Bestandteil des Rechts auf Achtung des Privatlebens und des Rechts auf ein faires Verfahren verstößt. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6895 äußert den gleichen Beschwerdegrund erstens gegen Artikel 47 § 1 Nr. 2 zweiter Satz des angefochtenen Gesetzes, zweitens gegen Artikel 49 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes in Verbindung mit dessen Artikel 52 Absatz 1 und drittens gegen Artikel 52 Absatz 2 zweiter Satz des angefochtenen Gesetzes.

*Was die angefochtenen Bestimmungen und die mit ihnen verbundenen Bestimmungen betrifft*

B.4.1. Artikel 5 § 1 Nr. 28 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

«Die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes sind auf folgende Verpflichtete bei der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit anwendbar:

[...]

28. Rechtsanwälte:

a) wenn sie für ihren Klienten an der Planung oder Durchführung von Transaktionen mitwirken, die Folgendes betreffen:

- i) Kauf und Verkauf von Immobilien oder Gewerbebetrieben,
- ii) Verwaltung von Geld, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten ihres Klienten,
- iii) Eröffnung oder Verwaltung von Bank-, Spar- oder Wertpapierkonten,

- iv) Beschaffung der zur Gründung, zum Betrieb oder zur Verwaltung von Gesellschaften erforderlichen Mittel,  
 v) Gründung, Betrieb oder Verwaltung von Treuhandgesellschaften oder Trusts, Gesellschaften, Stiftungen oder ähnlichen Strukturen,  
 b) oder wenn sie im Namen und auf Rechnung ihres Klienten Finanz- oder Immobilientransaktionen durchführen».

B.4.2. Artikel 9 desselben Gesetzes bestimmt:

«§ 1. Verpflichtete, die juristische Personen sind, bestimmen unter den Mitgliedern ihres gesetzlichen Verwaltungsorgans oder gegebenenfalls ihrer tatsächlichen Geschäftsleitung die Person, die auf höchster Ebene dafür verantwortlich ist, für die Umsetzung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungserlasse und -verordnungen und gegebenenfalls der in Anwendung dieser Bestimmungen gefassten Verwaltungsbeschlüsse, der europäischen Verordnung über Geldtransfers und der in Artikel 8 § 1 Nr. 3 erwähnten restriktiven Maßnahmen zu sorgen.

Ist der Verpflichtete eine natürliche Person, werden die in Absatz 1 erwähnten Funktionen von dieser Person ausgeübt.

§ 2. Unbeschadet des Paragraphen 3 bestimmen die Verpflichteten darüber hinaus in ihrer Mitte eine oder mehrere Personen, die damit beauftragt sind, für die Umsetzung der in Artikel 8 erwähnten Strategien, Verfahren und Maßnahmen der internen Kontrolle, die Analyse untypischer Transaktionen und die Erstellung diesbezüglicher schriftlicher Berichte gemäß den Artikeln 45 und 46, damit gegebenenfalls die aufgrund von Artikel 47 erforderlichen Folgemaßnahmen ergriffen werden, und die Mitteilung der in Artikel 54 erwähnten Informationen zu sorgen. Diese Personen sorgen außerdem für die Sensibilisierung und Schulung des Personals und gegebenenfalls der Agenten und Vertreter gemäß Artikel 11.

Ist der Verpflichtete eine juristische Person, wird/werden die in Absatz 1 erwähnte(n) Person(en) von ihrem gesetzlichen Verwaltungsorgan oder ihrer tatsächlichen Geschäftsleitung bestimmt.

[...]

§ 3. Die in § 2 erwähnten Funktionen können von der in § 1 erwähnten Person ausgeübt werden, wenn dies zwecks Berücksichtigung der Art und Größe des Verpflichteten, insbesondere hinsichtlich seiner Rechtsform, seiner Führungsstruktur oder seines Personalbestands, gerechtfertigt ist.

[...]».

B.4.3. Artikel 47 desselben Gesetzes bestimmt:

« § 1. Verpflichtete erstatten Meldung beim BVFI, wenn sie wissen oder den Verdacht oder berechtigten Grund zu der Annahme haben:

1. dass Gelder unabhängig vom betreffenden Betrag mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen,
2. dass Transaktionen oder versuchte Transaktionen mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen. Diese Meldepflicht findet auch Anwendung, wenn der Kunde beschließt, die angestrebte Transaktion nicht durchzuführen,
3. in anderen als den in den Nummern 1 und 2 erwähnten Fällen: dass Tatsachen, die ihnen bekannt sind, mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen.

Die Pflicht, in Anwendung der Nummern 1 bis 3 Meldung beim BVFI zu erstatten, beinhaltet nicht, dass der Verpflichtete die der Geldwäsche zugrunde liegende kriminelle Tätigkeit ermitteln muss.

§ 2. Verpflichtete melden dem BVFI ebenfalls in § 1 erwähnte verdächtige Gelder, Transaktionen oder versuchte Transaktionen und Tatsachen, von denen sie im Rahmen der Tätigkeiten Kenntnis erlangen, die sie in einem anderen Mitgliedstaat ausüben, ohne dort ein Tochterunternehmen oder eine Zweigniederlassung zu haben oder über eine andere Niederlassungsform zu verfügen durch Agenten oder Vertreter, die sie dort vertreten.

§ 3. Verpflichtete melden dem BVFI Gelder, Transaktionen und Tatsachen, die der König auf Stellungnahme des BVFI durch einen im Ministerrat beratenen Erlass bestimmt.

§ 4. Verpflichtete erstatten dem BVFI in Anwendung der Paragraphen 1 bis 3 in den in Artikel 51 erwähnten Fristen Meldung».

B.4.4. Artikel 48 desselben Gesetzes bestimmt:

« Verpflichtete leisten Aufforderungen zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte, die das BVFI in Anwendung von Artikel 81 an sie richtet, in den von ihm bestimmten Fristen Folge».

B.4.5. Artikel 49 desselben Gesetzes bestimmt:

«Im Prinzip werden alle in den Artikeln 47 und 48 erwähnten Informationen oder Auskünfte dem BVFI von der oder den aufgrund von Artikel 9 § 2 bestimmten Person(en) gemeldet.

Leitendes Personal, Personalmitglieder, Agenten oder Vertreter eines in Artikel 5 § 1 Nr. 1 bis 22 und 29 bis 33 erwähnten Verpflichteten und Personalmitglieder oder Vertreter eines in Artikel 5 § 1 Nr. 23 bis 28 erwähnten Verpflichteten, die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben, melden dem BVFI die betreffenden Informationen oder Auskünfte jedoch persönlich, wenn das in Absatz 1 erwähnte Verfahren nicht angewandt werden kann».

B.4.6.1. Artikel 52 in der vor seiner Abänderung durch Artikel 112 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 «zur Festlegung verschiedener finanzieller Bestimmungen» anwendbaren Fassung bestimmte:

«In Abweichung von Artikel 47 müssen Rechtsanwälte, die bei der Ausübung der in Artikel 5 § 1 Nr. 28 erwähnten Tätigkeiten mit Geldern, durchzuführenden Transaktionen oder Tatsachen erwähnt in demselben Artikel 47 konfrontiert werden, den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, der sie angehören, umgehend darüber unterrichten.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer überprüft, ob die in den Artikeln 5 § 1 Nr. 28 und 53 erwähnten Bedingungen eingehalten sind. Gegebenenfalls leitet er die Informationen gemäß den Artikeln 50 und 51 und ungefiltert an das BVFI weiter».

B.4.6.2. Artikel 52 des angefochtenen Gesetzes, abgeändert durch Artikel 112 des Gesetzes vom 30. Juli 2018, bestimmt:

«In Abweichung von den Artikeln 47 und 49 müssen Rechtsanwälte, die bei der Ausübung der in Artikel 5 § 1 Nr. 28 erwähnten Tätigkeiten mit Geldern, durchzuführenden Transaktionen oder Tatsachen erwähnt in demselben Artikel 47 konfrontiert werden, den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, der sie angehören, umgehend darüber unterrichten.



Der Präsident der Rechtsanwaltskammer überprüft, ob die in den Artikeln 5 § 1 Nr. 28 und 53 erwähnten Bedingungen eingehalten sind. Gegebenenfalls leitet er die Informationen gemäß den Artikeln 50 und 51 und ungefiltert an das BVFI weiter».

Diese Bestimmung ist am 20. August 2018 in Kraft getreten (Artikel 134 des Gesetzes vom 30. Juli 2018).

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2018 wurde der Verweis in dem neuen Artikel 52 des Gesetzes vom 18. September 2017 auf dessen Artikel 49 mit der Absicht begründet, jede Verwirrung bezüglich der obligatorischen Aufgabe des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer als Filter zu vermeiden:

«Cet article apporte une correction matérielle à l'article 52 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, en ajoutant une référence à l'article 49. De cette manière, le rôle obligatoire de filtre du bâtonnier est mentionné explicitement à l'article 52 de la loi précitée, pour éviter ainsi toute confusion et des problèmes d'interprétation » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3172/001, SS. 125-126).

B.4.6.3. Es ist Aufgabe des Gerichtshofes, über die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 52 des angefochtenen Gesetzes in der vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 30. Juli 2018 geltenden Fassung, der rechtliche Folgen ab seinem Inkrafttreten am 16. Oktober 2017 bis zum 20. August 2018 gehabt hat, zu befinden.

B.4.7. Artikel 53 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

«In Abweichung von den Artikeln 47, 48 und 54 teilen in Artikel 5 § 1 Nr. 23 bis 28 erwähnte Verpflichtete die in diesen Artikeln erwähnten Informationen und Auskünfte nicht mit, wenn sie diese Informationen und Auskünfte von einem Klienten erhalten oder in Bezug auf diesen erlangen, wenn sie für ihn die Rechtslage beurteilen oder ihn in oder im Zusammenhang mit einem Gerichtsverfahren verteidigen oder vertreten, wozu auch eine Beratung über das Betreiben oder Vermeiden solcher Verfahren zählt, wobei unerheblich ist, ob diese Informationen oder Auskünfte vor, bei oder nach einem solchen Verfahren empfangen oder erlangt werden, es sei denn, die betreffenden Verpflichteten waren selbst an Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung beteiligt, die Rechtsberatung wurde zum Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung erteilt oder sie wussten, dass der Klient die Rechtsberatung für Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Anspruch nahm».

B.5.1. Artikel 5 § 1 Nr. 28 des angefochtenen Gesetzes sieht vor, dass die Pflichten des angefochtenen Gesetzes auf Rechtsanwälte anwendbar sind, wenn sie in einer Reihe von abschließend aufgezählten Angelegenheiten tätig werden.

B.5.2. Artikel 47 des angefochtenen Gesetzes betrifft die Pflicht der Verpflichteten, dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen (nachstehend: BVFI) eine Verdachtsmeldung zur Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung zu übermitteln, auf deren Grundlage gegebenenfalls eine Strafverfolgung eingeleitet werden kann (Artikel 82 desselben Gesetzes). Artikel 47 § 1 sieht vor, dass die Verpflichteten Meldung beim BVFI erstatten von «Geldern», «Transaktionen oder versuchten Transaktionen» und «Tatsachen», von denen sie wissen oder den Verdacht oder berechtigten Grund zu der Annahme haben, dass sie mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen. In Artikel 47 § 1 Nr. 2, der sich auf die zu meldenden «Transaktionen oder versuchten Transaktionen» bezieht, ist im zweiten Satz präzisiert, dass « diese Meldepflicht [...] auch Anwendung [findet], wenn der Kunde beschließt, die angestrebte Transaktion nicht durchzuführen».

Artikel 47 wird in B.13 bis B.18 geprüft.

B.5.3. Artikel 48 betrifft die Pflicht der Verpflichteten, Aufforderungen zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte des BVFI zu beantworten.

B.5.4. In Artikel 49 werden die Personen bei den Verpflichteten bestimmt, die befugt sind, dem BVFI die in den Artikeln 47 und 48 erwähnten Informationen zu übermitteln.

Artikel 49 wird in B.19 bis B.25 geprüft.

B.5.5. Artikel 52 des angefochtenen Gesetzes in der vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 30. Juli 2018 geltenden Fassung sah vor, dass in Abweichung von Artikel 47 Rechtsanwälte, die bei der Ausübung der in Artikel 5 § 1 Nr. 28 erwähnten Tätigkeiten mit den in Artikel 47 erwähnten Geldern, Transaktionen oder Tatsachen konfrontiert wurden, den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer umgehend darüber unterrichten mussten, wobei es diesem oblag, diese Informationen «ungefiltert» an das BVFI weiterzuleiten, wenn die in den Artikeln 5 § 1 Nr. 28 und 53 erwähnten gesetzlichen Bedingungen der Anwendung eingehalten waren.

Artikel 52 wird in B.26 bis B.31 geprüft.

B.5.6. Artikel 53 schließt abgesehen von drei Ausnahmen die Informationen und Auskünfte von der Pflicht zur Verdachtsmeldung und von der Pflicht, Aufforderungen zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte des BVFI zu beantworten, aus, die unter das Berufsgeheimnis von Revisoren, Buchprüfern, Buchhaltern, Notaren, Gerichtsvollziehern und Rechtsanwälten fallen. Nach dieser Bestimmung teilen Rechtsanwälte die in Artikel 47, 48 und 54 erwähnten Informationen und Auskünfte nicht mit, wenn sie diese in einer der folgenden zwei Situationen erhalten oder in Bezug auf diese erlangt haben: einerseits, wenn sie für den Klienten die Rechtslage beurteilen, und andererseits, wenn sie diesen Klienten in oder im Zusammenhang mit einem Gerichtsverfahren verteidigen oder vertreten, «wozu auch eine Beratung über das Betreiben oder Vermeiden solcher Verfahren zählt, wobei unerheblich ist, ob diese Informationen oder Auskünfte vor, bei oder nach einem solchen Verfahren empfangen oder erlangt werden».

In Anwendung von Artikel 53 *in fine* ist diese Regel jedoch nicht anwendbar, wenn die Rechtsanwälte «selbst an Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung beteiligt [waren], die Rechtsberatung [...] zum Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung erteilt [wurde] oder sie wussten, dass der Klient die Rechtsberatung für Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Anspruch nahm». Folglich unterliegt der Rechtsanwalt in diesen drei Situationen weiterhin der in Artikel 47 erwähnten Pflicht zur Verdachtsmeldung und der in Artikel 48 erwähnten Pflicht, Aufforderungen zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte des BVFI zu beantworten, auch wenn er von den betroffenen Informationen und Auskünften im Rahmen der Ausübung seiner Tätigkeit der Beurteilung der Rechtslage für den Klienten oder der Verteidigung oder Vertretung dieses Klienten vor Gericht Kenntnis erlangt hat.

B.6.1. Mit Artikel 5 § 1 Nr. 28, Artikel 9, Artikel 47, Artikel 49, Artikel 52 und Artikel 53 des angefochtenen Gesetzes werden jeweils Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe b, Artikel 8 Absatz 4 Buchstabe a, Artikel 33 Absätze 1 Buchstabe a und 2, Artikel 33 Absatz 2, Artikel 34 Absatz 1 und Artikel 34 Absatz 2 der Richtlinie (EU) 2015/849 umgesetzt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, SS. 40, 157, 163, 166, 168 und 169), die bestimmen:

« Artikel 2. (1) Diese Richtlinie gilt für die folgenden Verpflichteten

[...]

3. die folgenden natürlichen oder juristischen Personen bei der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit:

[...]

b) Notare und andere selbständige Angehörige von rechtsberatenden Berufen, wenn sie im Namen und auf Rechnung ihres Klienten Finanz- oder Immobilientransaktionen durchführen oder für ihren Klienten an der Planung oder Durchführung von Transaktionen mitwirken, die Folgendes betreffen:

i) den Kauf und Verkauf von Immobilien oder Gewerbebetrieben,

ii) die Verwaltung von Geld, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten ihres Klienten,

iii) die Eröffnung oder Verwaltung von Bank-, Spar- oder Wertpapierkonten,

iv) die Beschaffung der zur Gründung, zum Betrieb oder zur Verwaltung von Gesellschaften erforderlichen Mittel,

v) die Gründung, den Betrieb oder die Verwaltung von Trusts, Gesellschaften, Stiftungen oder ähnlichen Strukturen,

[...].

«Artikel 8.

[...]

(4) Die in Absatz 3 genannten Strategien, Kontrollen und Verfahren umfassen

a) die Ausarbeitung interner Grundsätze, Kontrollen und Verfahren, unter anderem in Bezug auf eine vorbildliche Risikomanagementpraxis, Sorgfaltspflichten gegenüber Kunden, Verdachtsmeldungen, Aufbewahrung von Unterlagen, interne Kontrolle, Einhaltung der einschlägigen Vorschriften einschließlich der Benennung eines für die Einhaltung der einschlägigen Vorschriften zuständigen Beauftragten auf Leitungsebene, wenn dies angesichts des Umfangs und der Art der Geschäftstätigkeit angemessen ist und Mitarbeiterüberprüfung;

[...].

«Artikel 33.

(1) Die Mitgliedstaaten schreiben den Verpflichteten und gegebenenfalls deren leitendem Personal und deren Angestellten vor, in vollem Umfang zusammenzuarbeiten, indem sie umgehend

a) die zentrale Meldestelle von sich aus unter anderem mittels einer Meldung umgehend informieren, wenn der Verpflichtete Kenntnis davon erhält oder den Verdacht oder berechtigten Grund zu der Annahme hat, dass Gelder unabhängig vom betreffenden Betrag aus kriminellen Tätigkeiten stammen oder mit Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen, und etwaigen Aufforderungen der zentralen Meldestelle zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte umgehend Folge leisten, und

b) der zentralen Meldestelle auf Verlangen unmittelbar oder mittelbar alle erforderlichen Auskünfte gemäß den im geltenden Recht festgelegten Verfahren zur Verfügung stellen.

Alle verdächtigen Transaktionen einschließlich versuchter Transaktionen müssen gemeldet werden.

(2) Die Person, die gemäß Artikel 8 Absatz 4 Buchstabe a benannt wurde, leitet die in Absatz 1 genannten Informationen an die zentrale Meldestelle desjenigen Mitgliedstaats weiter, in dessen Hoheitsgebiet der Verpflichtete, der diese Informationen übermittelt, niedergelassen ist».

«Artikel 34.

(1) Abweichend von Artikel 33 Absatz 1 können die Mitgliedstaaten im Falle der in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstaben a, b und d genannten Verpflichteten eine geeignete Selbstverwaltungseinrichtung der betreffenden Berufsgruppe als Stelle benennen, die die in Artikel 33 Absatz 1 genannten Informationen entgegennimmt.

Unbeschadet des Absatzes 2 leitet die benannte Selbstverwaltungseinrichtung die Informationen in den in Unterabsatz 1 dieses Absatzes genannten Fällen umgehend und ungefiltert an die zentrale Meldestelle weiter.

(2) Bei Notaren, anderen selbständigen Angehörigen von rechtsberatenden Berufen, Abschlussprüfern, externen Buchprüfern und Steuerberatern sehen die Mitgliedstaaten von einer Anwendung der Verpflichtungen nach Artikel 33 Absatz 1 nur ab, soweit eine solche Ausnahme für Informationen gilt, die sie von einem Klienten erhalten oder in Bezug auf diesen erlangen, wenn sie für ihn die Rechtslage beurteilen oder ihn in oder im Zusammenhang mit einem Gerichtsverfahren verteidigen oder vertreten, wozu auch eine Beratung über das Betreiben oder Vermeiden solcher Verfahren zählt, wobei unerheblich ist, ob diese Informationen vor, bei oder nach einem solchen Verfahren empfangen oder erlangt werden».

Der Wortlaut von Artikel 53 *in fine* des angefochtenen Gesetzes ist aus den Erwägungsgründen 9 *in fine* und 10 der Richtlinie (EU) 2015/849 übernommen, die bestimmen:

«(9) Angehörige von rechtsberatenden Berufen im Sinne der von den Mitgliedstaaten vorgenommenen Definition sollten dieser Richtlinie unterliegen, wenn sie sich - einschließlich durch Steuerberatung - an Finanz- oder Unternehmenstransaktionen beteiligen, bei denen die Gefahr, dass ihre Dienste für das Waschen von Erträgen aus kriminellen Tätigkeiten oder für die Zwecke der Terrorismusfinanzierung missbraucht werden, am größten ist. Es sollten jedoch Ausnahmen von der Pflicht zur Meldung von Informationen vorgesehen werden, die vor, während oder nach einem Gerichtsverfahren oder im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für einen Klienten erlangt wurden. Die Rechtsberatung sollte deshalb auch weiterhin der Geheimhaltungspflicht unterliegen, es sei denn, der Angehörige eines rechtsberatenden Berufs ist an Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung beteiligt, die Rechtsberatung wird zum Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung erteilt oder der Angehörige eines rechtsberatenden Berufs weiß, dass der Klient die Rechtsberatung für Zwecke der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung in Anspruch nimmt.

(10) Unmittelbar vergleichbare Dienstleistungen sollten auf gleiche Weise behandelt werden, wenn sie von Angehörigen der von dieser Richtlinie erfassten Berufe erbracht werden. Zur Wahrung der in der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (im Folgenden 'Charta') verankerten Rechte sollten die Informationen, die Abschlussprüfer, externe Buchprüfer und Steuerberater, die in einigen Mitgliedstaaten dazu befugt sind, ihre Klienten in einem Gerichtsverfahren zu verteidigen oder zu vertreten oder die Rechtslage für ihre Klienten zu beurteilen, in Ausübung dieser Tätigkeiten erlangen, nicht Gegenstand der in dieser Richtlinie festgelegten Meldepflichten sein».

B.6.2. Die Erwägungsgründe Nrn. 27, 39 und 40 der Richtlinie 2002/98/EG lauten:

«(27) Bei der Anwendung dieser Richtlinie sollte den Charakteristika und Erfordernissen der von ihr erfassten kleineren Verpflichteten Rechnung getragen und sichergestellt werden, dass sie ihren speziellen Bedürfnissen und der Art ihrer Geschäftstätigkeit entsprechend behandelt werden.

[...]

(39) Für bestimmte Verpflichtete sollten die Mitgliedstaaten die Möglichkeit haben, eine geeignete Selbstverwaltungseinrichtung als Stelle zu benennen, die statt der zentralen Meldestelle als Erste zu unterrichten ist. Im Einklang mit der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte bietet ein System, bei dem als Erste eine Selbstverwaltungseinrichtung zu unterrichten ist, eine wichtige Garantie dafür, dass der Schutz der Grundrechte bei den für Rechtsanwälte geltenden Meldepflichten gewahrt bleibt. Die Mitgliedstaaten sollten Mittel und Wege vorsehen, die die Wahrung des Berufsgeheimnisses, der Vertraulichkeit und der Privatsphäre ermöglichen.

(40) Beschließt ein Mitgliedstaat, eine solche Selbstverwaltungseinrichtung zu benennen, so kann er zulassen oder vorschreiben, dass die Einrichtung keine Informationen an die zentrale Meldestelle weitergibt, die sie von Personen erhalten hat, die von ihr vertreten werden, soweit die Informationen von einem Klienten der Einrichtung erhalten oder in Bezug auf diesen erlangt wurde, wenn sie für ihn die Rechtslage beurteilen oder ihn in oder im Zusammenhang mit einem Gerichtsverfahren verteidigen oder vertreten, wozu auch eine Beratung über das Betreiben oder Vermeiden solcher Verfahren zählt, wobei unerheblich ist, ob diese Informationen vor, bei oder nach einem solchen Verfahren empfangen oder erlangt werden».

*Was die Bezugsnormen betrifft*

B.7. Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6888 ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 7 und 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, abgeleitet.

Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6895 ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 7 und 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, abgeleitet. Unter Berücksichtigung der in der Klageschrift dargelegten Beschwerdegründe ist die Bezugnahme auf Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention als Bezugnahme auf Artikel 8 dieser Konvention zu verstehen.

B.8.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.8.2. Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantieren das Recht auf Achtung des Privatlebens. Die beiden Bestimmungen bilden eine untrennbare Einheit.

B.8.3. Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention schützt das Recht auf ein faires Verfahren.

B.8.4. Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen bestimmt:

«Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung sowie ihrer Kommunikation».

Artikel 47 derselben Charta bestimmt:

«Jede Person, deren durch das Recht der Union garantierte Rechte oder Freiheiten verletzt worden sind, hat das Recht, nach Maßgabe der in diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen bei einem Gericht einen wirksamen Rechtsbehelf einzulegen.

Jede Person hat ein Recht darauf, dass ihre Sache von einem unabhängigen, unparteiischen und zuvor durch Gesetz errichteten Gericht in einem fairen Verfahren, öffentlich und innerhalb angemessener Frist verhandelt wird. Jede Person kann sich beraten, verteidigen und vertreten lassen.

Personen, die nicht über ausreichende Mittel verfügen, wird Prozesskostenhilfe bewilligt, soweit diese Hilfe erforderlich ist, um den Zugang zu den Gerichten wirksam zu gewährleisten».

Die Vereinbarkeit von gesetzeskräftigen Bestimmungen mit den Artikeln 7 und 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 22 der Verfassung und mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention kann vom Gerichtshof lediglich geprüft werden, sofern diese Bestimmungen das Recht der Union umsetzen. Insoweit mit den angefochtenen Bestimmungen die vorerwähnten Artikel 33, Absätze 1 Buchstabe a und 2, Artikel 33 Absatz 2 und Artikel 34 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2015/849 umgesetzt werden, gehören sie zum Anwendungsbereich des Rechts der Union.

Das Recht auf Achtung des Privatlebens, so wie es in Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union gewährleistet ist, und das Recht auf eine wirksame Beschwerde, das in Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union garantiert ist, müssen nach deren Artikel 52 Absatz 3 unter Bezugnahme auf die Bedeutung und Tragweite, die ihnen in der Europäischen Menschenrechtskonvention verliehen wird, definiert werden.

Aus der Erläuterung zu Artikel 7 der Charta geht hervor, dass dieser Artikel auf Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention basiert. Aus der Erläuterung zu Artikel 47 der Charta geht hervor, dass der zweite Absatz dieses Artikels Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht, außer dass im Recht der Union das Recht auf Zugang zu einem Gericht nicht nur für Streitigkeiten in Bezug auf zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder strafrechtliche Anklagen gilt.

B.9.1. Das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts ist ein wesentlicher Bestandteil des Rechts auf Achtung des Privatlebens und des Rechts auf ein faires Verfahren.

Die Geheimhaltungspflicht des Rechtsanwalts bezweckt nämlich hauptsächlich, das Grundrecht auf Achtung des Privatlebens derjenigen, die jemanden ins Vertrauen ziehen, bisweilen in sehr persönlichen Dingen, zu schützen. Die Wirksamkeit der Rechte der Verteidigung eines jeden Rechtsuchenden setzt übrigens notwendigerweise voraus, dass ein Vertrauensverhältnis zwischen dieser Person und dem Rechtsanwalt, der sie berät und verteidigt, zustande kommen kann. Dieses notwendige Vertrauensverhältnis kann nur zustande kommen und bestehen bleiben, wenn der Rechtsuchende die Gewähr hat, dass die Dinge, die er seinem Rechtsanwalt anvertraut, durch diesen nicht an die Öffentlichkeit gebracht werden. Daraus ergibt sich, dass die den Rechtsanwälten auferlegte Regel des Berufsgeheimnisses ein fundamentales Element der Rechte der Verteidigung ist.

Wie der Kassationshof bemerkt, «beruht das Berufsgeheimnis, dem die Mitglieder der Rechtsanwaltschaft unterliegen, auf der Notwendigkeit, denjenigen, die sich ihnen anvertrauen, absolute Sicherheit zu bieten» (Kass., 13. Juli 2010, *Pas.*, 2010, Nr. 480; siehe auch Kass., 9. Juni 2004, *Pas.*, 2004, Nr. 313).

Auch wenn es «nicht unantastbar» ist, stellt das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts «eines der Grundprinzipien, auf denen die Organisation des Gerichtswesens in einer demokratischen Gesellschaft beruht» dar (EuGHMR, 6. Dezember 2012, *Michaud gegen Frankreich*, § 123).

B.9.2. Dies gilt umso mehr in Strafsachen, in denen das Recht, sich nicht selbst zu belasten, indirekt, aber notwendigerweise von dem Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Mandanten und von der Vertraulichkeit ihres Austauschs abhängt (ebenda, § 118).

B.10. Verstöße gegen die Pflichten, die den Rechtsanwälten durch Buch II des Gesetzes vom 18. September 2017 auferlegt werden, werden mit einer administrativen Geldbuße bestraft. Diese Geldbuße, die bis zu 1.250.000 EUR betragen kann (Artikel 132 § 2 Absatz 2) hat eine vorwiegend repressive Beschaffenheit, sodass die Festlegung dieser Verstöße dem allgemeinen Grundsatz der Vorhersehbarkeit der Unterstrafstellungen genügen muss. Zudem werden Rechtsanwälte mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 150 bis 5.000 EUR im Fall der Behinderung von Inspektionen und Überprüfungen des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, der Weigerung, Auskünfte zu erteilen, oder der Erteilung von wissentlich fehlerhaften oder unvollständigen Auskünften belegt (Artikel 136 Nr. 3).

B.11. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die Verfassungsmäßigkeit der angefochtenen Bestimmungen unter Berücksichtigung des Umstandes zu beurteilen ist, dass das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts ein allgemeiner Grundsatz ist, der mit der Einhaltung der Grundrechte zusammenhängt, dass aus diesem Grund und in Anwendung des Grundsatzes der Vorhersehbarkeit der Strafbarkeit die von diesem Geheimnis abweichenden Regeln nur strikt ausgelegt werden können und dass die Weise, auf die der Anwaltsberuf in der innerstaatlichen Rechtsordnung organisiert ist, berücksichtigt werden muss. Somit ist nur von der Regel des Berufsgeheimnisses abzuweichen, wenn dies durch einen zwingenden Grund des Allgemeininteresses zu rechtfertigen ist und wenn die Aufhebung des Geheimnisses strikt im Verhältnis zu diesem Ziel steht.

B.12. In seinem Entscheid Nr. 10/2008 vom 23. Januar 2008 hat sich der Gerichtshof zur Verfassungsmäßigkeit der Artikel 2ter und 14bis § 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993, wie sie durch das Gesetz vom 12. Januar 2004 «zur Abänderung des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche, des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute und des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater» eingefügt wurden, die sich auf die Pflicht der Rechtsanwälte beziehen, den Behörden im Rahmen der Bekämpfung der Geldwäsche Informationen weiterzuleiten, geäußert.

Mit diesem Entscheid hat der Gerichtshof entschieden, dass aufgrund der vorerwähnten Bestimmungen die Informationen, von denen der Rechtsanwalt einerseits im Rahmen seiner Verteidigungs- und Vertretungstätigkeit und andererseits bei der Beurteilung der Rechtslage für den Klienten Kenntnis erlangt hat, durch das Berufsgeheimnis gedeckt sind (B.9.2 und B.9.3).

Außerdem hat der Gerichtshof präzisiert, dass die Wendung «Beurteilung der Rechtslage» für den Klienten den Begriff der Rechtsberatung umfasst (B.9.4). Er hat geurteilt, dass die Tätigkeit als Rechtsberater dazu dient, «den Klienten über den Stand der auf seine persönliche Lage oder auf die von ihm beabsichtigte Transaktion anwendbaren Gesetzgebung zu informieren oder ihn über die Weise der Durchführung dieser Transaktion im gesetzlichen Rahmen zu beraten» und dass diese «es also dem Klienten ermöglichen [soll], ein Gerichtsverfahren bezüglich dieser Transaktion zu vermeiden» (B.9.5).

Der Gerichtshof hat die Nichtigkeitsklagen zurückgewiesen, vorbehaltlich dessen, dass Artikel 2ter dahin ausgelegt wird,

«- dass die Informationen, von denen der Rechtsanwalt während der Ausübung der wesentlichen Tätigkeiten seines Berufes Kenntnis erlangt, einschließlich der in diesem Artikel 2ter aufgeführten Angelegenheiten, und zwar Verteidigung oder Vertretung des Klienten vor Gericht und Erteilung von Rechtsberatung auch außerhalb jeglichen Gerichtsverfahrens, weiterhin dem Berufsgeheimnis unterliegen und den Behörden somit nicht zur Kenntnis gebracht werden dürfen, und

- dass nur dann, wenn der Rechtsanwalt in einer der im vorerwähnten Artikel 2ter aufgeführten Angelegenheiten eine Tätigkeit ausübt, die über seinen spezifischen Auftrag der Verteidigung und Vertretung vor Gericht und der Erteilung von Rechtsberatung hinausgeht, er der Verpflichtung unterworfen werden kann, die Informationen, über die er Kenntnis erlangt hat, den Behörden mitzuteilen».

*In Bezug auf die Pflicht zur Verdachtsmeldung, wenn der Klient auf eine verdächtige Transaktion nach der Beratung durch seinen Rechtsanwalt verzichtet (erster Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6895)*

B.13. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6895 ist der Auffassung, dass Artikel 47 § 1 Nr. 2 zweiter Satz des angefochtenen Gesetzes das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts und somit die in B.7 erwähnten Referenznormen in der Auslegung, wonach der Rechtsanwalt der Pflicht zur Verdachtsmeldung auch dann unterliegt, wenn der Klient nach der Beratung auf die verdächtige Transaktion verzichtet, verletzt.

B.14.1. Bei den Vorarbeiten wurde erläutert, dass Artikel 47 des angefochtenen Gesetzes «die gegenwärtig in den Artikeln 23 bis 26 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 vorgesehenen Pflichten zur Verdachtsmeldung ohne inhaltliche Änderung übernimmt und konsolidiert [...]» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 157).

B.14.2. In Bezug auf die Anwendung des angefochtenen Gesetzes auf Rechtsanwälte heißt es in der Begründung, dass diese «weiterhin ohne Änderung den gesetzlichen Regelungen unterliegen» (ebenda, S. 44).

Darin wurde außerdem präzisiert, dass die Auslegungen über den Umfang der Pflichten der Rechtsanwälte, die sich aus dem vorerwähnten Entscheid Nr. 10/2008 ergeben, «weiter Anwendung finden» (ebenda, S. 166).

B.15. In seinem Entscheid Nr. 10/2008 hat der Gerichtshof entschieden, dass «wenn der Rechtsanwalt hingegen feststellt, dass er seinen Klienten überzeugt hat, auf die Durchführung einer illegalen Transaktion oder die Beteiligung daran zu verzichten, [...] nichts dagegen [spricht], dass das Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten aufrechterhalten wird, weil in diesem Fall dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen keine Informationen über ihn zu übermitteln sind» (B.13.5).

B.16. Aus den Artikeln 5 § 1 Nr. 28, 47, 52 und 53 des angefochtenen Gesetzes geht eindeutig hervor, dass nur die Informationen, von denen der Rechtsanwalt in den in Artikel 5 § 1 Nr. 28 aufgezählten Angelegenheiten außerhalb seiner spezifischen Aufgabe der Verteidigung und Vertretung vor Gericht und der Aufgabe der Rechtsberatung Kenntnis hat, nicht unter die Geheimhaltungspflicht fallen und dem BVFI über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer zur Kenntnis gebracht werden dürfen.

Hingegen bleiben alle Informationen, von denen der Rechtsanwalt bei der Ausübung der wesentlichen Tätigkeiten seines Berufes, auch in den in dem vorerwähnten Artikel 5 § 1 Nr. 28 aufgezählten Angelegenheiten, Kenntnis erlangt, nämlich die Unterstützung und Verteidigung des Klienten vor Gericht, und die Rechtsberatung, auch außerhalb eines Gerichtsverfahrens, weiterhin vom Berufsgeheimnis gedeckt und dürfen nicht dem BVFI über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer - außer in den drei Fällen, die in Artikel 53 *in fine* aufgezählt sind - zur Kenntnis gebracht werden.

B.17. Von den Informationen, von denen der Rechtsanwalt bei einer verdächtigen Transaktion oder einer versuchten verdächtigen Transaktion, auf deren Durchführung sein Klient nach seiner Beratung verzichtet hat, Kenntnis hat, erlangt der Rechtsanwalt bei der Ausübung seiner Tätigkeit als Rechtsberater, wie sie in B.12 definiert ist, Kenntnis. Somit sind diese Informationen vom Berufsgeheimnis gedeckt und fallen aufgrund von Artikel 53 des angefochtenen Gesetzes nicht unter die in Artikel 47 erwähnte Pflicht zur Verdachtsmeldung.

B.18. Daraus folgt, dass die in Artikel 47 § 1 Nr. 2 zweiter Satz des Gesetzes vom 18. September 2017 vorgesehene Pflicht zur Weiterleitung einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt und dass sie für nichtig zu erklären ist, insoweit sie die Rechtsanwälte betrifft. Der erste Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6895 ist in diesem Maße begründet.

*In Bezug auf die zur Weiterleitung der Informationen an das BVFI befugten Personen (einziger Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6888 und zweiter Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6895)*

B.19. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6888 beanstandet, dass es Artikel 49 des angefochtenen Gesetzes einer Drittperson im Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten gestattet, direkt und persönlich Informationen an das BVFI weiterzuleiten (dritter Beschwerdegrund), auch wenn sie vom Berufsgeheimnis gedeckt sind (erster Beschwerdegrund), und ohne den Weg über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer (zweiter Beschwerdegrund).

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6895 bemängelt, dass Artikel 49 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes in Verbindung mit Artikel 52 Absatz 1 desselben Gesetzes das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer für die von den Rechtsanwälten abgegebenen Meldungen vorsieht, aber nicht für die von den Mitgliedern seines Personals abgegebenen Meldungen.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6895 bemängelt, dass Artikel 49 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes in Verbindung mit Artikel 52 Absatz 1 desselben Gesetzes das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer für die von den Rechtsanwälten abgegebenen Meldungen vorsieht, aber nicht für die von den Mitgliedern seines Personals abgegebenen Meldungen.

B.20.1. Der vorerwähnte Artikel 49 bestimmt bei dem Verpflichteten die Person, die zur Weiterleitung der in Artikel 47 erwähnten Verdachtsmeldung an das BVFI oder zur Beantwortung der in Artikel 48 erwähnten Aufforderungen zur Übermittlung zusätzlicher Auskünfte befugt ist.

B.20.2. Nach Artikel 49 Absatz 1 werden diese Informationen oder Auskünfte im Prinzip von «der oder den aufgrund von Artikel 9 § 2 bestimmten Person(en)» dem BVFI weitergeleitet.

Der vorerwähnte Artikel 9 § 2 des angefochtenen Gesetzes schreibt es den Verpflichteten vor, «Geldwäsche-Beauftragte» (auch: «Anti-Money Laundering Compliance Officers» oder «AMLCO» genannt) zu benennen, das heißt eine oder mehrere Personen, die für die konkrete Umsetzung der Maßnahmen der internen Kontrolle verantwortlich sind und insbesondere damit beauftragt sind, die Verdachtsmeldungen an das BVFI zu übermitteln (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, SS. 70-71).

B.20.3. Was bestimmte Verpflichtete anbelangt, darunter die Rechtsanwälte, die in Artikel 5 § 1 Nr. 28 des Gesetzes erwähnt sind, heißt es in Artikel 49 Absatz 2 außerdem:

«[...] Personalmitglieder oder Vertreter eines in Artikel 5 § 1 Nr. 23 bis 28 erwähnten Verpflichteten, die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben, melden dem BVFI die betreffenden Informationen oder Auskünfte jedoch persönlich, wenn das in Absatz 1 erwähnte Verfahren nicht angewandt werden kann».

B.21.1. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 49 des angefochtenen Gesetzes geht hervor (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, SS. 163-164), dass der Gesetzgeber wollte, dass alle Verpflichteten des Gesetzes einen Geldwäsche-Beauftragten (AMLCO) ernennen, der aufgrund von Artikel 49 Absatz 1 im Prinzip damit beauftragt ist, dem BVFI die Verdachtsmeldung oder die von diesem angeforderten zusätzlichen Auskünfte zu übermitteln.

B.21.2. Unter Bezugnahme auf Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes präzisiert der Ministerrat, dass bei den Rechtsanwälten der Geldwäsche-Beauftragte, der nach Artikel 49 Absatz 1 im Prinzip mit der Übermittlung der Informationen oder Auskünfte an das BVFI beauftragt ist, der für die Akte zuständige Rechtsanwalt ist oder die für die Akte zuständigen Rechtsanwälte sind.

B.21.3. Vorbehaltlich dieser Auslegung beeinträchtigt Artikel 49 Absatz 1 nicht auf unverhältnismäßige Weise das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts.

B.22.1. Aus diesen Vorarbeiten geht auch hervor, dass Artikel 49 Absatz 2 dazu dient, es den Angestellten und den Vertretern des Verpflichteten zu erlauben, die Übermittlung der Informationen an das BVFI persönlich vorzunehmen, «jedes Mal, wenn das normale Verfahren über den AMLCO nicht befolgt werden kann», und dass «[d]ies der Fall sein kann, wenn zum Beispiel der AMLCO nicht rechtzeitig erreichbar ist oder wenn das leitende Personal der Verpflichteten in Aktivitäten der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung verwickelt zu sein scheinen und die Übermittlung der Informationen behindern würden [...]». Es wird jedoch präzisiert, dass bei Berufen außerhalb des Finanzsektors, die dem Berufsgeheimnis unterliegen, insbesondere bei Rechtsanwälten «nur die für die Akte zuständige Berufsperson» oder «ein Mitglied der Kanzlei, das Inhaber des erwähnten Berufs ist», die Übermittlung der Informationen an das BVFI nach Artikel 49 Absatz 2 vornehmen darf und nicht die Angestellten dieser Berufspersonen, um der spezifischen Beschaffenheit dieser Berufe und dem Entscheid des Gerichtshofes Nr. 10/2008 Rechnung zu tragen (ebenda, S. 163).

B.22.2. Der Ministerrat merkt an, dass in Artikel 49 Absatz 2 der Ausdruck «die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben» diese Absicht des Gesetzgebers, die Angestellten der Rechtsanwälte von der in dieser Bestimmung vorgesehenen Pflicht zur Übermittlung von Informationen an das BVFI auszuschließen, zum Ausdruck bringe. So nehmen nur die Personalmitglieder oder Vertreter, «die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben», die Übermittlung von Informationen an das BVFI vor, wenn das normale Verfahren nach Artikel 49 Absatz 1 nicht befolgt werden kann. Die Personalmitglieder der Rechtsanwaltskanzleien, die nicht selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben, unterliegen nicht dieser Pflicht.

Der Ministerrat fügt hinzu, dass aus den Vorarbeiten zu dem Gesetz und dem Verbot der Weitergabe an Dritte, das in Artikel 55 desselben Gesetzes erwähnt ist, hervorgehe, dass nur ein Vertreter des Rechtsanwalts, der selbst die Eigenschaft eines Rechtsanwalts hat und «notwendigerweise derselben Kanzlei angehört» Informationen oder Auskünfte an das BVFI aufgrund von Artikel 49 Absatz 2 übermitteln darf, wenn das normale Verfahren nach Artikel 49 Absatz 1 nicht befolgt werden kann.

B.22.3. In seinem Entscheid Nr. 10/2008 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.15.1. Die Kläger bemängeln, dass Artikel 30 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 abändert, es jedem Angestellten oder Vertreter von Rechtsanwälten erlaube, dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen jedes Mal, wenn das normale Verfahren nicht habe eingehalten werden können, das heißt jedes Mal, wenn die Information nicht durch den Rechtsanwalt selbst habe übermittelt werden können, persönlich Informationen zu übermitteln, was einen Verstoß gegen das Berufsgeheimnis und folglich einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention darstelle.

B.15.2. In der Begründung wird präzisiert, diese Bestimmung bezwecke, ' es den Angestellten oder Vertretern dieser Berufspersonen zu ermöglichen, persönlich diese Übermittlung vorzunehmen, wenn die Berufsinhaber nicht instande sind, diese Aufgabe zu erfüllen, oder falls sie sich in bösgläubiger Absicht dieser Verpflichtung entziehen möchten ' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 50).

B.15.3. Der Ministerrat präzisiert, es sei klar, dass diese Bestimmung in Verbindung mit den Bestimmungen zu verstehen sei, die in diese Gesetzgebung aufgenommen worden seien, um der spezifischen Beschaffenheit des Anwaltsberufes Rechnung zu tragen.

Selbst in dieser Auslegung der Bestimmung ist es durch nichts zu rechtfertigen, dass ein Dritter im Verhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten den Behörden Informationen über diesen Klienten übermitteln darf. Dies gilt umso mehr, als die Angestellten des Rechtsanwalts möglicherweise keinerlei juristische Qualifikation oder Kompetenz besitzen und nicht zu erkennen ist, wie sie beurteilen könnten, ob die Bedingungen für die Anwendung des Gesetzes auf den Rechtsanwalt, bei dem sie beschäftigt sind oder den sie vertreten, erfüllt sind.

B.15.4. Insofern er es erlaubt, dass jeder Angestellte und jeder Vertreter der Rechtsanwälte persönlich die Übermittlung von Informationen an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen vornimmt, auch wenn er sich an den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer wendet, verletzt Artikel 30 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 auf nicht zu rechtfertigende Weise das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte und verstößt er somit gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen.

B.15.5. In Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 11. Januar 1993, abgeändert durch Artikel 30 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, ist die Wortfolge ' und 2ter ' für nichtig zu erklären».

B.22.4. Selbst in der Auslegung, wonach die Angestellten der Rechtsanwälte nicht der in Artikel 49 Absatz 2 erwähnten Pflicht zur Übermittlung an das BVFI unterliegen, und aus denselben Gründen wie denjenigen des Entscheids Nr. 10/2008 ist es durch nichts zu rechtfertigen, dass ein Dritter im Verhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten, auch wenn er selbst Rechtsanwalt ist, den Behörden Informationen über diesen Klienten übermitteln darf.

B.22.5. In Artikel 49 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. September 2017 ist der Verweis auf Artikel 5 § 1 Nr. 28 desselben Gesetzes für nichtig zu erklären. Nach dieser Nichtigkeitsklärung ist die Wortfolge «Personalmitglieder oder Vertreter eines in Artikel 5 § 1 Nr. 23 bis 28 erwähnten Verpflichteten, die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben» in Artikel 49 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. September 2017 als «Personalmitglieder oder Vertreter eines in Artikel 5 § 1 Nr. 23 bis 27 erwähnten Verpflichteten, die selbst die Eigenschaft eines Verpflichteten haben» zu verstehen.

B.23. Diese Nichtigkeitsklärung berührt nicht die Pflicht der Rechtsanwälte, eine Verdachtsmeldung aufgrund der Artikel 47 und 49 Absatz 1 an das BVFI zu übermitteln, vorbehaltlich der Auslegung in B.21, unter Einhaltung der in den Artikeln 52 und 53 vorgesehenen Garantien.

B.24. Diese Nichtigkeitsklärung berührt nicht die vollständige Umsetzung des vorerwähnten Artikels 33 Absatz 2 der Richtlinie (EU) Nr. 2015/849 in innerstaatliches Recht. Es besteht kein Anlass, den Gerichtshof der Europäischen Union mit der von der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 6888 und von der intervenierenden Partei vorgeschlagenen Vorabentscheidungsfrage zu befassen.

B.25. Die anderen gegen Artikel 49 Absatz 2 gerichteten Beschwerdegründe sind nicht zu prüfen, da diese nicht zu einer weitergehenden Nichtigkeitsklärung führen könnten.

*In Bezug auf die «ungefilterte» Übermittlung der Informationen an das BVFI durch den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer (dritter Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6895)*

B.26. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6895 bemängelt, dass es Artikel 52 Absatz 2 zweiter Satz des angefochtenen Gesetzes dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer auferlegt, die Information, die ihm von dem Rechtsanwalt übermittelt wurde, «ungefiltert» an das BVFI weiterzuleiten.

B.27.1. Die Artikel 52 Absatz 1 und 53 des Gesetzes schreiben es dem Rechtsanwalt vor, den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer zu unterrichten, sobald er im Anwendungsbereich von Artikel 5 § 1 Nr. 28 des Gesetzes und außerhalb seiner Aufgabe der Verteidigung und Vertretung vor Gericht und der Aufgabe der Rechtsberatung Tatsachen feststellt, von denen er den Verdacht hat, dass sie mit der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung in Verbindung stehen.

Artikel 52 Absatz 2 des Gesetzes erlegt es dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer auf zu überprüfen, ob der Rechtsanwalt im Anwendungsbereich von Artikel 5 § 1 Nr. 28 des Gesetzes und außerhalb seiner Aufgabe der Verteidigung und Vertretung vor Gericht und der Aufgabe der Rechtsberatung im Sinne von Artikel 53 handelt. Sind diese Bedingungen erfüllt, übermittelt er dem BVFI die Verdachtsmeldung des Rechtsanwalts «ungefiltert». In diesem Fall informiert der Präsident der Rechtsanwaltskammer den Rechtsanwalt über die Weiterleitung der Informationen an das BVFI und der Rechtsanwalt beendet seine Tätigkeit, ohne seinem Klienten die Gründe zu nennen (in diesem Sinne Artikel 55 § 1 des angefochtenen Gesetzes sowie Artikel 70 § 4 des Kodex der Berufspflichten der Rechtsanwälte der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften und Artikel 4.87 Absatz 1 des Kodex der Berufspflichten des Rechtsanwalts der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften).

Wenn der Präsident der Rechtsanwaltskammer feststellt, dass die Bedingungen von Artikel 5 § 1 Nr. 28 und 53 nicht erfüllt sind, leitet er die vom Rechtsanwalt erhaltenen Informationen nicht an das BVFI weiter.

B.27.2. Insoweit es Artikel 52 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes erfordert, dass der Präsident der Rechtsanwaltskammer bei Einhaltung der gesetzlichen Bedingungen die Informationen «ungefiltert» an das BVFI weiterleitet, übernimmt er den Wortlaut von Artikel 34 Absatz 1 zweiter Satz der Richtlinie (EU) 2015/849.

B.28. Wie der Gerichtshof mit dem vorerwähnten Entscheid Nr. 10/2008 (B.14.2) geurteilt hat:

«Das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer bei der Übermittlung von Informationen durch Rechtsanwälte an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen ist eine wesentliche Garantie, sowohl für die Rechtsanwälte als auch für ihre Klienten, und durch sie kann gewährleistet werden, dass das Berufsgeheimnis nur in den strikt im Gesetz vorgesehenen Fällen verletzt wird. Der Präsident der Rechtsanwaltskammer hat die Aufgabe zu prüfen, dass die gesetzlichen Anwendungsbedingungen der Meldepflicht tatsächlich erfüllt sind, und wenn er feststellt, dass dies nicht der Fall ist, muss er davon absehen, die ihm erteilte Information zu übermitteln. Das Tätigwerden eines Selbstverwaltungsorgans des Berufsstandes wurde in der Richtlinie vorgesehen, 'um der beruflichen Schweigepflicht, zu der [Rechtsanwälte] ihren Klienten gegenüber verpflichtet sind, in angemessenem Maße Rechnung zu tragen' (Richtlinie 2001/97/EG, 20. Erwägungsgrund). Das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer wird als 'ein Filter' zwischen den Rechtsanwälten und den Gerichtsbehörden angesehen, 'um jegliche Verletzung der Grundrechte der Verteidigung zu vermeiden' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 17)».

Mit demselben Entscheid hat der Gerichtshof die Klagen zurückgewiesen, vorbehaltlich dessen, dass Artikel 15 § 1 Nr. 1 desselben Gesetzes vom 11. Januar 1993, ersetzt durch Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 dahingehend ausgelegt wird, dass jede Mitteilung von Informationen an das BVFI über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer verläuft.

B.29.1. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, stellt die Präzisierung des vorerwähnten Artikels 52, dass die vom Rechtsanwalt erhaltenen Informationen vom Präsidenten der Rechtsanwaltskammer «ungefiltert» weitergeleitet werden, nicht den von dem vorerwähnten Entscheid Nr. 10/2008 anerkannten Überprüfungsauftrag in Frage, in dem der Gerichtshof geurteilt hat, dass das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer als «'ein Filter' zwischen den Rechtsanwälten und den Gerichtsbehörden» angesehen wird.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer nimmt eine Rechtmäßigkeitskontrolle vor. Er hat nämlich ausschließlich die Aufgabe zu überprüfen, ob die in den Artikeln 5 § 1 Nr. 28 und 53 erwähnten gesetzlichen Anwendungsbedingungen für die Meldepflicht eingehalten werden, und nicht die Aufgabe, den vom Rechtsanwalt geäußerten Verdacht zu beurteilen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 166).

B.29.2. Das in Artikel 52 des angefochtenen Gesetzes erwähnte obligatorische Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer gewährleistet, auch wenn es auf eine Rechtmäßigkeitskontrolle beschränkt ist, die Überprüfung, dass die Meldung des Rechtsanwalts im strikt durch die Artikel 5 § 1 Nr. 28 und 53 des Gesetzes begrenzten Anwendungsbereich der Meldepflicht erfolgt, durch den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer. Wie in B.27.1 erwähnt, leitet der Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, wenn er feststellt, dass die Bedingungen nicht erfüllt sind, die vom Rechtsanwalt erhaltenen Informationen nicht an das BVFI weiter. Eine solche Kontrolle ermöglicht es folglich dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer dafür zu sorgen, dass - wie in B.16 erwähnt - alle Informationen, von denen der Rechtsanwalt im Rahmen der Ausübung der wesentlichen Tätigkeiten seines Berufes, auch in den in Artikel 5 § 1 Nr. 28 aufgezählten Angelegenheiten, Kenntnis erlangt, weiterhin vom Berufsgeheimnis gedeckt bleiben und nicht an das BVFI weitergeleitet werden.

Folglich beeinträchtigt die angefochtene Maßnahme das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts nicht auf unverhältnismäßige Weise.

B.30. Der dritte Teil des einzigen Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6895 ist unbegründet.

B.31. Die intervenierende Partei bittet darum, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zur Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit den Artikeln 7 und 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union zu stellen.

Da sich aus der Prüfung des Klagegrunds ergibt, dass der angeführte Beschwerdegund offensichtlich unbegründet ist, besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

*In Bezug auf die Anwendung des angefochtenen Gesetzes auf externe Buchprüfer und externe Steuerberater (Rechtssache Nr. 6898)*

B.32. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 6898 sind der Auffassung, dass Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit der Richtlinie (EU) 2015/849, insbesondere ihrem Artikel 2 Absatz 1, verstoße, insofern mit dieser Bestimmung nur die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater, die dem Gesetz vom 22. April 1999 «über die Berufe im Buchführungs- und Steuerwesen» (nachstehend: Gesetz vom 22. April 1999) unterliegen, dem angefochtenen Gesetz unterworfen werden. Sie beanstanden den Umstand, dass die Personen, die eine Beratungstätigkeit in Steuerangelegenheiten ausüben und deren Beruf nicht durch das Gesetz vom 22. April 1999 geregelt ist, nicht unter die präventiven Maßnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche des angefochtenen Gesetzes fallen, obgleich sie ebenfalls Beratungen in Steuerangelegenheiten leisten, die ein Risiko eines Missbrauchs ihrer Dienste zu Zwecken der Geldwäsche bergen.

B.33. Aus der Klageschrift geht hervor, dass die Beschwerdegründe nur gegen Artikel 5 § 1 Nr. 24 des angefochtenen Gesetzes gerichtet sind. Der Gerichtshof beschränkt daher seine Prüfung auf diese Bestimmung, die bestimmt:

«Die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes sind auf folgende Verpflichtete bei der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit anwendbar:

[...]

24. natürliche oder juristische Personen, die in der Liste der externen Buchprüfer und in der Liste der externen Steuerberater erwähnt in Artikel 5 § 1 des Gesetzes vom 22. April 1999 über die Berufe im Buchführungs- und Steuerwesen eingetragen sind, und natürliche Personen, die in der Liste der externen Buchprüfer im Praktikum und in der Liste der externen Steuerberater im Praktikum erwähnt in Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes eingetragen sind».

Artikel 4 Absatz 1 Nr. 3 und Artikel 5 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 22. April 1999 bestimmen:

«Art. 4. Sont membres de l'Institut [des experts-comptables et des conseils fiscaux] :

[...]

3° le stagiaire expert-comptable, le stagiaire conseil fiscal et le stagiaire expert-comptable et conseil fiscal.

[...]

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. L'Institut établit le tableau des membres. Ce tableau comprend une liste des experts-comptables et une liste des conseils fiscaux. Un membre ayant la qualité d'expert-comptable et de conseil fiscal est inscrit sur ces deux listes. La liste des experts-comptables reprend, dans une sous-liste, les experts-comptables externes visés aux articles 35 et 36. La liste des conseils fiscaux reprend, dans une sous-liste, les conseils fiscaux externes visés aux articles 39 et 40.

[...]».

Die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater sind die natürlichen Personen, die den Beruf des Buchprüfers oder des Steuerberaters außerhalb eines Arbeitsvertrags oder eines von den öffentlichen Behörden besetzten Amtes ausüben und deren Titel durch das Gesetz vom 22. April 1999 geschützt ist (Artikel 35 und 39 dieses Gesetzes).

B.34.1. Mit Artikel 5 § 1 Nr. 24 des angefochtenen Gesetzes wird Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849 in belgisches Recht umgesetzt, der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 Nr. 1 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2018/843 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 «zur Änderung der Richtlinie (EU) 2015/849 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung und zur Änderung der Richtlinien 2009/138/EG und 2013/36/EU» bestimmte:

«1. Diese Richtlinie gilt für die folgenden Verpflichteten

[...]

3. die folgenden natürlichen oder juristischen Personen bei der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit:

a) Abschlussprüfer, externe Buchprüfer und Steuerberater,

[...]».

B.34.2. Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849, ersetzt durch Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2018/843, bestimmt:

«1. Diese Richtlinie gilt für die folgenden Verpflichteten

[...]

3. die folgenden natürlichen oder juristischen Personen bei der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit:

a) Abschlussprüfer, externe Buchprüfer und Steuerberater sowie jede andere Person, die - unmittelbar oder über Dritte, mit denen diese andere Person verbunden ist, - als wesentliche geschäftliche oder gewerbliche Tätigkeit materielle Hilfe, Unterstützung oder Beratung im Hinblick auf Steuerangelegenheiten leistet;

[...]».

Die Richtlinie (EU) 2018/843 ist am 9. Juli 2018 in Kraft getreten (Artikel 5 dieser Richtlinie). Die Umsetzungsfrist ist am 10. Januar 2020 abgelaufen (Artikel 4 § 1).

B.35. Die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 5 § 1 Nr. 24 des angefochtenen Gesetzes ist anhand der Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849 in der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2018/843 geltenden Fassung, zu prüfen.

B.36. Unter Berücksichtigung des Rechts der Europäischen Union verfügt der Gesetzgeber über einen breiten Ermessensspielraum, um die Kategorien von Verpflichteten zu bestimmen, die den Pflichten auf dem Gebiet der Bekämpfung der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung unterliegen.

Der Gerichtshof darf eine solche politische Entscheidung sowie die ihr zugrunde liegenden Begründungen nur rügen, wenn sie einer vernünftigen Rechtfertigung entbehren.

B.37.1. Artikel 5 § 1 Nr. 24 des angefochtenen Gesetzes unterwirft die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater der Anwendung des angefochtenen Gesetzes mit der gleichen Formulierung wie sie in Artikel 3 Nr. 4 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 vorgesehen war, abgesehen davon, dass er in den Anwendungsbereich des angefochtenen Gesetzes die Buchprüfer im Praktikum und die Steuerberater im Praktikum einschließt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 42).

B.37.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, befinden sich die dem Gesetz vom 22. April 1999 unterliegenden externen Buchprüfer und externen Steuerberater und die Personen, die eine Beratungstätigkeit in Steuerangelegenheiten ausüben und deren Beruf nicht durch das Gesetz vom 22. April 1999 geregelt ist, im Hinblick auf die angefochtene Maßnahme in vergleichbaren Situationen, da sie alle Tätigkeiten ausüben, die gegebenenfalls zu Zwecken der Geldwäsche missbraucht werden könnten.



B.38.1. Die Benennung der in Artikel 5 § 1 des angefochtenen Gesetzes aufgezählten Verpflichteten unter Verweis auf die Kontroll- oder Regelungsgesetze ihres Berufes beruht auf dem Bestreben, die Wirksamkeit der präventiven Maßnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche zu gewährleisten:

«En règle générale, tout comme dans la loi du 11 janvier 1993, les entités assujetties sont exclusivement désignées dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du projet de loi par référence à leurs lois de contrôle ou qui organisent leurs professions. Ce choix se justifie en particulier par la nécessité de désigner une autorité de contrôle compétente pour chacune des catégories d'entités assujetties» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, S. 41).

Ebenso kann der König aufgrund von Artikel 5 § 1 Nr. 22 und § 4 des angefochtenen Gesetzes den Anwendungsbereich des ganzen oder eines Teils des angefochtenen Gesetzes auf neue Kategorien von Verpflichteten ausweiten. Artikel 85 § 2 des angefochtenen Gesetzes sieht vor, dass der König in diesem Fall die für diese neuen Kategorien von Verpflichteten zuständigen Behörden in Anbetracht der «Notwendigkeit, diese der Aufsicht einer Behörde zu unterstellen, um die Wirksamkeit dieser Unterwerfung zu gewährleisten», bestimmt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2566/001, SS. 246-247; siehe auch S. 42).

B.38.2. Das Institut der Buchprüfer und Steuerberater ist die für die in Artikel 5 § 1 Nr. 24 des angefochtenen Gesetzes erwähnten externen Buchprüfer und externen Steuerberater zuständige Aufsichtsbehörde (Artikel 85 § 1 Nr. 7 des angefochtenen Gesetzes).

B.39.1. Der Behandlungsunterschied zwischen den externen Buchprüfern und externen Steuerberatern und den anderen externen Berufspersonen im Bereich Steuerberatung, die nicht unter das Gesetz vom 22. April 1999 fallen, beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich der in Artikel 5 § 1 des Gesetzes vom 22. April 1999 erwähnten Eintragung oder Nichteintragung dieser Berufspersonen in der Liste der externen Buchprüfer und/oder in der Liste der externen Steuerberater.

B.39.2. Ein solches Kriterium ist zudem im Hinblick auf die Zielsetzung des Gesetzgebers, die Wirksamkeit der präventiven Maßnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche sicherzustellen, sachdienlich.

Die Benennung der dem angefochtenen Gesetz unterworfenen Verpflichteten unter Bezugnahme auf die Kontroll- oder Regelungsgesetze ihres Berufes ermöglicht es, diese der Überwachung durch die Aufsichtsbehörden zu unterwerfen, die eine wichtige Rolle bei der Anwendung des angefochtenen Gesetzes spielen. Es sind nämlich sie, die auf der Grundlage einer Risikobewertung (Artikel 87) die Einhaltung der Bestimmungen von Buch II des angefochtenen Gesetzes durch die Verpflichteten, die in ihre Zuständigkeit fallen, beaufsichtigen (Artikel 85 § 1 des angefochtenen Gesetzes). Sie können Verordnungen erlassen, die auf die Verpflichteten anwendbar sind, die in ihre Zuständigkeit fallen, um die Bestimmungen der Bücher II und III des angefochtenen Gesetzes in Bezug auf technische Aspekte zu ergänzen (Artikel 86 § 1). Sie nehmen eine Aufsichtsregelung an, die darauf abzielt, die Einhaltung der Bestimmungen von Buch II des angefochtenen Gesetzes und von Artikel 66 § 2 Absätze 2 und 3 des angefochtenen Gesetzes durch die Verpflichteten zu gewährleisten (Artikel 117). Im Fall von Verstößen können sie gegenüber dem betreffenden Verpflichteten Maßnahmen ergreifen (öffentliche Bekanntgabe, Anordnung, Entzug oder Aussetzung der Zulassung, vorübergehendes Verbot, Leitungsfunktionen auszuüben) (Artikel 118 § 1) und administrative Geldbußen auferlegen (Artikel 132 § 2 Absatz 2).

Die Aufsichtsbehörden übermitteln außerdem dem BVFI Informationen über «Gelder, Transaktionen oder Tatsachen [...], von denen sie wissen oder bei denen sie den Verdacht oder berechtigten Grund zu der Annahme haben, dass sie mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung zusammenhängen» und auf die sie im Rahmen von Inspektionen bei Verpflichteten, die in ihre Zuständigkeit fallen, oder bei anderen Gelegenheiten gestoßen sind (Artikel 79 § 2 Nr. 1).

B.40. Es ist noch zu prüfen, ob die Entscheidung des Gesetzgebers, nur die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater, die dem Gesetz vom 22. April 1999 unterliegen, dem angefochtenen Gesetz zu unterwerfen, nicht unverhältnismäßige Folgen für die Angehörigen dieser Berufe hat.

B.41.1. Die Richtlinie (EU) 2015/849 in der vor ihrer Abänderung durch die Richtlinie (EU) 2018/843 geltenden Fassung sieht vor, dass die Mitgliedstaaten vorschreiben, dass die zuständigen Behörden eine wirksame Überwachung durchführen und die erforderlichen Maßnahmen zu diesem Zweck treffen (Artikel 48 Absatz 1). Im Fall der in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a erwähnten externen Buchprüfer und Steuerberater können die Mitgliedstaaten zulassen, dass diese Aufgaben von einer «Selbstverwaltungseinrichtung» wahrgenommen werden (Artikel 48 Absatz 9). Eine Selbstverwaltungseinrichtung ist «eine Einrichtung, die Angehörige eines Berufes vertritt und die eine Rolle bei deren Regulierung, bei der Wahrnehmung bestimmter Aufgaben aufsichts- oder überwachungsrechtlicher Art sowie bei der Gewährleistung der Durchsetzung der sie betreffenden Regeln wahrnimmt» (Artikel 3 Nr. 5). In diesem Fall sorgen die Mitgliedstaaten dafür, dass die Selbstverwaltungseinrichtung über angemessene Befugnisse, einschließlich der Möglichkeit, alle Auskünfte in Bezug auf die Überwachung der Einhaltung der einschlägigen Vorschriften zu verlangen und Kontrollen durchzuführen, sowie über die zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben angemessenen finanziellen, personellen und technischen Mittel verfügt. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass das Personal dieser Einrichtung - auch in Fragen der Vertraulichkeit und des Datenschutzes - mit hohem professionellem Standard arbeitet, in Bezug auf seine Integrität hohen Maßstäben genügt und entsprechend qualifiziert ist (Artikel 48 Absätze 2 und 9).

B.41.2. Indem er die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater, die dem Gesetz vom 22. April 1999 unterliegen, dem angefochtenen Gesetz unterworfen hat, hat der belgische Gesetzgeber daher von dem Ermessensspielraum Gebrauch gemacht, der ihm von der Richtlinie (EU) 2015/849 gelassen wird, um diese Berufspersonen der Überwachung durch das Institut der Buchprüfer und Steuerberater zu unterwerfen. Dieses Berufsinstitut ist eine Selbstverwaltungseinrichtung im Sinne von Artikel 3 Nr. 5 der Richtlinie (EU) 2015/849, deren Rolle und Befugnisse, die in den Artikeln 2 bis 15 und 27 bis 33 des Gesetzes vom 22. April 1999 festgelegt sind, den in vorerwähntem Artikel 48 Absätze 2 und 9 dieser Richtlinie erwähnten Anforderungen genügen. Das Institut der Buchprüfer und Steuerberater wacht insbesondere über die ordnungsgemäße Ausführung der Berufe des externen Buchprüfers und des externen Steuerberaters durch Spezialisten unter Einhaltung der für den Zugang zu und die Ausübung dieser Berufe geltenden Regeln und insbesondere unter Einhaltung der Geheimhaltungspflicht (Artikel 3 und 58 Absatz 4 des Gesetzes vom 22. April 1999).

B.41.3. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, steht diese Fassung der Richtlinie dem nicht entgegen, dass ein Mitgliedstaat schrittweise vorgeht, wenn er Maßnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung ergreift, und dass er zunächst in den Anwendungsbereich des innerstaatlichen Gesetzes zur Umsetzung dieser Richtlinie die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater, die in die Zuständigkeit einer Selbstverwaltungseinrichtung fallen, aufnimmt.

B.41.4. Der Umstand, dass der in B.34.2 zitierte Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849 in der durch Artikel 1 der Richtlinie (EU) 2018/843 ersetzten Fassung vorsieht, dass die überarbeitete Richtlinie (EU) 2015/849 für «jede andere Person, die - unmittelbar oder über Dritte, mit denen diese andere Person

verbunden ist, - als wesentliche geschäftliche oder gewerbliche Tätigkeit materielle Hilfe, Unterstützung oder Beratung im Hinblick auf Steuerangelegenheiten leistet» gilt, hat nicht zur Folge, dass die angefochtene Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849 in der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2018/843 geltenden Fassung unvereinbar wird.

B.42. In Anbetracht des Ermessensspielraums, über den er innerhalb der Grenzen des Rechts der Europäischen Union verfügt, konnte sich der Gesetzgeber vernünftigerweise dafür entscheiden, in den Anwendungsbereich des angefochtenen Gesetzes nur die externen Buchprüfer und die externen Steuerberater aufzunehmen, die in der Liste der externen Buchprüfer und/oder in der Liste der externen Steuerberater, die in Artikel 5 § 1 des Gesetzes vom 22. April 1999 erwähnt sind, eingetragen sind.

Die angefochtene Maßnahme hat keine unverhältnismäßigen Folgen und entbehrt daher nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.43. Hilfsweise beantragen die klagenden Parteien, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

Der Gerichtshof der Europäischen Union entscheidet im Wege der Vorabentscheidung über die Auslegung der durch die Einrichtungen der Europäischen Union angenommenen Richtlinien (Artikel 267 Absatz 1 Buchstabe b in Verbindung mit Artikel 288 Absatz 1 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union). Stellt sich eine derartige Frage in einem schwebenden Verfahren bei einem einzelstaatlichen Gericht, dessen Entscheidungen nicht mehr mit Rechtsmitteln des innerstaatlichen Rechts angefochten werden können, so ist dieses Gericht zur Anrufung des Gerichtshofes der Europäischen Union verpflichtet (Artikel 267 Absatz 3 desselben Vertrags), es sei denn, es stellt fest, «dass die gestellte Frage nicht entscheidungserheblich ist, dass die betreffende gemeinschaftsrechtliche Bestimmung bereits Gegenstand einer Auslegung durch den Gerichtshof [der Europäischen Union] war oder dass die richtige Anwendung des Gemeinschaftsrechts derart offenkundig ist, dass für einen vernünftigen Zweifel keinerlei Raum bleibt» (EuGH, 6. Oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, Randnr. 21).

Da die korrekte Anwendung von Artikel 2 Absatz 1 Nummer 3 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2015/849 in der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe a der Richtlinie (EU) 2018/843 geltenden Fassung für einen vernünftigen Zweifel keinerlei Raum lässt, ist es nicht notwendig, die von den klagenden Parteien vorgeschlagene Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

B.44. Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6898 ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt im Gesetz vom 18. September 2017 «zur Verhinderung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung und zur Beschränkung der Nutzung von Bargeld»

- den zweiten Satz von Artikel 47 § 1 Nr. 2, insoweit er die Rechtsanwälte betrifft, und

- in Artikel 49 Absatz 2 den Verweis auf Artikel 5 § 1 Nr. 28

für nichtig;

2. weist die Klagen vorbehaltlich der in B.21 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 24. September 2020.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
F. Daoût

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/204085]

### Extrait de l'arrêt n° 118/2020 du 24 septembre 2020

Numéro du rôle : 7094

*En cause* : le recours en annulation des articles 206 à 208 de la loi du 21 décembre 2018 « portant des dispositions diverses en matière de justice » (« Modification des articles 508/13 et 508/19 du Code judiciaire »), introduit par E.M.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 janvier 2019 et parvenue au greffe le 11 janvier 2019, E.M., assisté et représenté par Me R. Fonteyn, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 206 à 208 de la loi du 21 décembre 2018 « portant des dispositions diverses en matière de justice » (« Modification des articles 508/13 et 508/19 du Code judiciaire »), publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2018.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte*

B.1.1. La partie requérante sollicite l'annulation des articles 206, 207 et 208 de la loi du 21 décembre 2018 « portant des dispositions diverses en matière de justice » (ci-après : la loi du 21 décembre 2018).

B.1.2. Les articles 206 et 207 de la loi du 21 décembre 2018 modifient les articles 508/13 et 508/19 du Code judiciaire qui figurent dans le livre IIIbis « De l'aide juridique de première et de deuxième ligne ». L'article 508/13 du Code judiciaire règle la gratuité complète ou partielle de l'aide juridique de deuxième ligne. L'article 508/19 du Code judiciaire porte sur l'indemnisation des avocats pratiquant l'aide juridique de deuxième ligne.

L'aide juridique de deuxième ligne est définie en ces termes, à l'article 508/1, 2°, du Code judiciaire :

« l'aide juridique accordée à une personne physique sous la forme d'un avis juridique circonstancié ou l'assistance juridique dans le cadre ou non d'une procédure ou l'assistance dans le cadre d'un procès y compris la représentation au sens de l'article 728 ».